

RAPPORT INTERMÉDIAIRE DU DEUXIÈME TRIMESTRE DE 2017

Brookfield Asset
 Management Inc.

Rapport intermédiaire du deuxième trimestre de 2017

POUR LES PÉRIODES CLOSÉS LES 30 JUIN	Trimestres		Semestres	
	2017	2016	2017	2016
TOTAL (EN MILLIONS)				
Produits	9 444 \$	5 973 \$	15 445 \$	11 191 \$
Bénéfice net	958	584	1 476	1 220
Flux de trésorerie liés aux opérations	1 026	637	1 700	1 340
PAR ACTION				
Bénéfice net	0,19 \$	0,15 \$	0,12 \$	0,38 \$
Flux de trésorerie liés aux opérations	1,01	0,62	1,67	1,30
Dividendes ¹ – en trésorerie	0,14	0,13	0,28	0,26
– spéciaux	0,11	0,45	0,11	0,45

1. Veuillez vous reporter à la rubrique « Dividendes de la société » à la page 39.

AU 30 JUIN 2017 ET AU 31 DÉCEMBRE 2016	2017	2016
TOTAL (EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)		
Actifs sous gestion	257 538 \$	239 825 \$
Résultats consolidés		
Actifs au bilan	178 183	159 826
Capitaux propres	74 045	69 688
Capitaux propres ordinaires	22 329	22 499
Nombre d'actions ordinaires en circulation après dilution	1 008	1 002
Cours du marché de l'action – NYSE	39,21 \$	33,01 \$

Note : Se reporter à la rubrique portant sur l'utilisation de mesures non définies par les IFRS à la page 7.

LETTRE AUX ACTIONNAIRES

Survol

Le deuxième trimestre de 2017 a été vigoureux. Nos honoraires de gestion d'actifs continuent de croître rapidement et la plupart de nos activités ont été conformes au plan. Le marché de la vente d'actifs liés aux immeubles et aux infrastructures arrivés à maturité demeure très positif, et nous tirons parti de ce contexte pour monétiser des actifs et réinvestir du capital lorsqu'il est logique de le faire. Nous avons récemment vendu un immeuble de bureaux à New York pour la somme de 2,21 G\$, un immeuble de bureaux à Londres pour la somme de 410 millions de livres sterling ainsi que divers autres actifs pour des montants intéressants.

Parallèlement, nous continuons d'engager des capitaux dans des marchés qui sont peu courus ainsi que dans des entreprises qui ont besoin de notre expertise en matière d'exploitation pour faire croître leurs produits ou revoir leur structure de coûts afin d'améliorer les rendements. Au total, nous avons investi 9 G\$ dans l'ensemble de l'entreprise au cours du trimestre, notamment dans une entreprise de transport de gaz réglementé, une société de distribution de carburant, une entreprise de distribution d'eau ainsi que dans divers immeubles à l'échelle mondiale.

Le financement sur les marchés publics et privés en matière d'actifs réels demeure vigoureux, puisque les fonds institutionnels continuent d'injecter des capitaux de plus en plus élevés dans nos secteurs. Comme les taux d'intérêt sont toujours faibles, cette situation devrait perdurer dans un avenir prévisible.

Infrastructures mondiales

On cherche souvent à connaître notre point de vue quant à l'importance que les gouvernements à l'échelle mondiale accordent aux infrastructures, et à savoir ce que cela signifie pour nous. À ce jour, nous avons axé nos efforts davantage sur le marché des sociétés fermées; cependant, nous avons pris part, dans une certaine mesure, à des transformations en sociétés fermées d'organismes gouvernementaux, dont certaines se sont soldées par de très grandes réussites. Par exemple, nous avons acquis une entreprise d'éoliennes auprès du gouvernement irlandais, nous construisons des lignes de transport et des routes à péage au Brésil en vertu de concessions gouvernementales et avons acquis une entreprise d'énergie de quartier auprès de la Ville de Toronto ainsi qu'une société hydroélectrique auprès du gouvernement de la Colombie.

Nous appuyons les efforts des gouvernements en matière de privatisation d'infrastructures, y compris les « banques d'infrastructures » établies à l'échelle mondiale pour faciliter ces activités. Cette façon de faire est avantageuse tant pour les contribuables que pour les gouvernements, puisqu'elle permet d'améliorer les niveaux de service et de réduire les niveaux d'endettement des gouvernements. Cela signifie également qu'un plus grand nombre d'occasions se présenteront aux investisseurs institutionnels d'investir des capitaux au nom de leurs pensionnés, de leurs assurés, des membres de leurs syndicats et d'autres parties prenantes.

Les « banques d'infrastructures » sont un excellent concept, puisqu'elles ont le potentiel de devenir des centres de connaissances sur lesquels comptent les gouvernements municipaux et étatiques pour obtenir des conseils, en plus de constituer une source de capital pour pallier le manque de financement en raison de l'insuffisance des produits au cours des premières années d'exploitation de certains projets. Nous croyons fermement que ces organisations peuvent être efficaces pour aider les gouvernements et les investisseurs à mieux investir leurs ressources, ce qui permettra davantage de placements dans les infrastructures privées.

Au cours des 25 prochaines années, un nombre beaucoup plus important d'actifs d'infrastructures passeront inévitablement aux mains de sociétés fermées. Le processus ne sera ni rapide ni simple, mais nous sommes d'avis qu'il sera hautement favorable à ceux qui disposent des compétences et des capitaux pour y participer de manière efficace.

Croissance des fonds

À mesure que les marchés mondiaux des actifs alternatifs dans lesquels nous investissons croissent et arrivent à maturité, nous continuons d'adapter nos produits de placement pour répondre aux besoins des clients. Nous offrons principalement deux types de produits : des produits présentant des occasions en matière de rendement, qui constituent une solution de rechange aux placements traditionnels en titres de capitaux propres, et des produits de base, qui sont une solution de rechange aux placements traditionnels à revenu fixe.

Dans chacun de nos secteurs d'activité, nous faisons croître nos fonds et prévoyons disposer de fonds présentant des occasions à grande échelle, soit de 10 G\$ à 20 G\$ pour chacun des secteurs. Nos clients considèrent ces fonds comme des substituts aux capitaux propres compris dans leurs portefeuilles, et les rendements que nous en tirons offrent un répit apprécié, par rapport aux placements liquides présentant un rendement plus faible ou une volatilité accrue.

De plus en plus, les investisseurs institutionnels recherchent également des solutions de rechange pour suppléer au rendement de leurs portefeuilles à revenu fixe, puisqu'en raison du taux d'intérêt à long terme de 2,5 % à 3,5 % aux États-Unis, les investisseurs doivent également tirer des rendements accrus de leur capital, tout en courant des risques modérés.

En réponse à cette demande, nous avons accru nos activités de crédit et commencé à créer des entités privées perpétuelles à long terme dans le but de permettre aux clients de détenir des actifs. En particulier, nous avons récemment établi un fonds essentiel plus privé perpétuel axé sur les occasions immobilières aux États-Unis. Au cours des 12 derniers mois, nous avons fait croître ce fonds, qui compte maintenant des actifs bruts de plus de 2 G\$ et des placements en titres de capitaux propres de 1 G\$. Compte tenu de l'échelle actuelle de nos activités, nous sommes bien placés pour être un leader dans ce domaine et croyons qu'au fil du temps, nos produits immobiliers de base pourraient dépasser la barre des 50 G\$.

Nous avons également envisagé la possibilité d'offrir ce produit de base pour des actifs à long terme d'énergie renouvelable et d'infrastructures, ce qui est idéal pour les clients qui désirent mieux apparier leur passif. Les actifs d'infrastructures et d'énergie renouvelable sont particulièrement intéressants pour les investisseurs de capitaux perpétuels et nous sommes bien placés pour offrir ces produits. À plus long terme, les activités de chaque entreprise devraient également pouvoir générer une croissance au-delà de 50 G\$ et être hautement complémentaires aux nôtres.

Activités résidentielles en Amérique du Nord

Nous détenons un certain nombre d'entreprises dans le domaine résidentiel à l'échelle mondiale. Nous construisons des édifices élevés en région urbaine et des immeubles d'appartements résidentiels en banlieue destinés à la location, aménageons des copropriétés résidentielles en vue de la vente et détenons une importante entreprise de lots destinés à l'aménagement résidentiel selon un plan d'urbanisme à l'échelle de l'Amérique du Nord. L'entreprise de lots destinés à l'aménagement résidentiel est détenue par une société fermée; par conséquent, elle jouit d'une visibilité moins grande que celle dont jouissent nos entreprises publiques. C'est pourquoi nous avons cru qu'une mise à jour à son sujet pourrait vous intéresser.

La propriété exclusive de l'entreprise de lots destinés à l'aménagement en Amérique du Nord est tributaire des capitaux du bilan de Brookfield; la valeur comptable du placement en titres de capitaux propres s'élève à 1,5 G\$ et sa valeur intrinsèque est beaucoup plus élevée. Cette entreprise génère des produits de 2 G\$ et des flux de trésorerie annuels d'environ 400 M\$. La valeur des lots que nous détenons actuellement s'élève à approximativement 8 G\$ en fonction des prix actuels sur une base non actualisée, et ces lots seront convertis en trésorerie au cours des 15 prochaines années.

Les activités liées au transfert de droits, à l'aménagement de terrains et à l'élaboration de plans d'urbanisme demandent qu'on y consacre beaucoup de temps et exigent des compétences très spécialisées. Par conséquent, peu de sociétés s'y adonnent et un très petit nombre d'entre elles disposent des capitaux nécessaires pour bien le faire. Ces activités exigent des connaissances détaillées du processus technique de transfert de droits, une connaissance des produits qui maximise la valeur des terrains, un plan de gestion des capitaux qui vise à investir et à absorber les utilisations de terrains de façon appropriée, ainsi que des compétences opérationnelles qui permettent de donner vie aux collectivités. Lorsqu'elles sont efficaces, ces activités peuvent générer d'excellents rendements ajustés en fonction du risque et d'importants flux de trésorerie sur de très longues périodes.

Nous sommes actifs dans ce secteur depuis plus de 30 ans et il s'agit de l'un de nos plus rentables. Toutefois, en raison de la nature à long terme des flux de trésorerie et du fait que la création de valeur à partir de terrains est souvent réalisée dans un avenir lointain, ces activités sont difficiles à évaluer pour la plupart des investisseurs sur le marché public. En dépit de cette insuffisance de capital des marchés publics, et en partie grâce à elle, la trésorerie et la richesse générées à long terme ont conféré à ces activités une valeur incroyable pour nous.

Nous comptons parmi les cinq principaux propriétaires de lots résidentiels en Amérique du Nord, avec environ 100 000 lots dans 12 marchés sur lesquels l'offre est restreinte. Environ 60 000 de ces lots sont notre propriété, le reste étant en voie de l'être. Après le transfert de droits, nous aménageons les lots (construction de routes, installation d'égouts, raccordement électrique, etc.) en vue de la construction d'habitations. Puis, soit nous vendons ces lots à des tiers constructeurs, soit nous bâtissons nous-mêmes des habitations sur les lots (en moyenne, à l'heure actuelle, nous bâtissons nous-mêmes des habitations sur la moitié des lots et vendons l'autre moitié à des tiers constructeurs).

Aux États-Unis, le marché de l'habitation a connu une longue et lente reprise depuis la récession survenue il y a près de dix ans, laquelle avait causé une chute des taux d'accession à la propriété. Récemment, nous avons constaté un retour des acheteurs d'une première maison dans plusieurs marchés. En outre, comme les maisons autres que neuves ne restent sur le marché que quatre mois, la demande pour des maisons neuves a connu une importante hausse d'un exercice à l'autre. Nous avons bon espoir que cette tendance et l'allègement de la réglementation dans le secteur résidentiel stimuleront le démarrage de chantiers, ce qui répondra à l'importante demande comprimée actuelle. Aussi, comme l'offre de lots sur le marché américain n'a pas suivi le rythme des variations de la demande des acheteurs, nous prévoyons que la demande de constructeurs pour des lots où construire des habitations continuera de donner lieu à des hausses de la valeur des terrains que nous contrôlons.

Au Canada, le marché résidentiel de la région du Grand Toronto atteint des niveaux records, le prix des maisons affichant un taux de croissance à deux chiffres. La réglementation récemment entrée en vigueur, laquelle visait à ralentir le rythme de ces hausses, a eu une certaine incidence : les prix de vente ont stagné et le nombre de mises en vente a augmenté. Cependant, ce ne sont que des mesures à court terme et la seule solution permanente consiste à accroître l'offre pour répondre à la demande, ce qui peut prendre du temps. En Alberta, le marché immobilier affiche un rendement raisonnable, compte tenu du ralentissement dans le secteur pétrolier et gazier. À plus long terme, nous avons pleine confiance en notre positionnement en raison de notre position foncière dominante à Calgary et à Edmonton.

Royaume-Uni

Le Royaume-Uni continue de faire la une en raison des négociations entourant le Brexit. Quoi qu'en disent les grands titres, la quasi-totalité de nos activités enregistrent de bons résultats.

Un certain nombre d'immeubles de bureaux sont en cours de construction à Londres, et les taux de location demeurent élevés. Depuis le Brexit, nous avons signé un contrat de location avec un important cabinet d'avocats visant plus de 200 000 pieds carrés dans notre projet au 100 Bishopsgate et la construction se poursuit à l'égard de plusieurs importants projets résidentiels locatifs, tandis que d'autres projets d'immeubles de bureaux sont presque entièrement loués.

Notre entreprise de raccordement aux services d'électricité, de gaz et de fibre au Royaume-Uni est robuste. Le volume de ventes est en hausse de 16 % par rapport au dernier exercice, puisque les ventes de maisons demeurent vigoureuses partout au Royaume-Uni. Center Parcs, notre entreprise dans le secteur hôtelier, affiche un taux d'occupation de 100 % et ses flux de trésorerie continuent de croître. Notre port situé sur la côte est enregistre de forts volumes, notre entreprise d'entreposage industriel est très solide, les livraisons de commandes passées par Internet stimulant la croissance, et les évaluations des immeubles industriels sont à leur apogée.

Les prix de l'immobilier à Londres pour les importants immeubles de bureaux de haute qualité ont augmenté d'au moins 30 % par rapport à leur niveau d'avant le Brexit. À preuve, nous venons de vendre deux importants immeubles : l'un à Londres et l'autre à Canary Wharf. Le prix par pied carré des biens entièrement loués à Londres, qui profitent d'un fort taux de renouvellement, se chiffre à 2 000 livres sterling. En monnaie locale, il s'agit du prix le plus élevé jamais enregistré. En dollars américains (échelle mondiale), ce prix frôle également un record.

L'incidence globale du Brexit sur le Royaume-Uni demeure inconnue, mais nous continuons de penser que son effet sera modéré, et que Londres demeurera encore longtemps l'une des plaques tournantes du commerce mondial. À notre avis, il n'existe aucun centre pouvant lui livrer concurrence en Europe. Même partout dans le monde, peu de villes sont aussi accueillantes pour le commerce mondial. New York demeure le centre des États-Unis et, à plusieurs égards, le centre du monde. Shanghai est le centre de l'activité commerciale en Asie, mais aucune ville n'est comparable à Londres en raison de la primauté du droit, du fait qu'on y parle anglais, des règles fiscales s'appliquant aux investisseurs mondiaux et de son caractère accueillant pour tous.

Nous n'avons relevé aucun risque important de difficultés découlant du Brexit, et nous ignorons si nous en relèverons. Si des faiblesses en matière de commerce se faisaient sentir, nous en tirerions parti pour continuer à élargir nos activités, comme nous l'avons toujours fait.

Rendement trimestriel

Les capitaux générant des honoraires ont augmenté de 8 % pour atteindre 117 G\$ au cours des 12 derniers mois, tandis que le bénéfice tiré des honoraires a augmenté de 15 % pour atteindre 732 M\$ au cours de la même période. Ces hausses tiennent essentiellement à la croissance des capitaux générant des honoraires de nos émetteurs cotés en raison du solide rendement des marchés et du déploiement des capitaux. Nous avons également investi des capitaux dans nos fonds privés et, par conséquent, nous avons commencé à constituer notre prochain fonds immobilier principal axé sur des occasions. Nous prévoyons que ce fonds sera plus important que son prédécesseur et qu'il conclura sa première transaction plus tard au cours de l'exercice.

AU 30 JUIN ET POUR LA PÉRIODE DE 12 MOIS CLOSE À CETTE DATE (EN MILLIONS)	2013	2014	2015	2016	2017	Taux de croissance annuel composé
Total des actifs sous gestion	183 498 \$	191 803 \$	217 948 \$	243 479 \$	257 538 \$	9 %
Capitaux générant des honoraires	78 270	81 233	93 955	108 312	117 254	11 %
Montant annualisé des honoraires et des intérêts comptabilisés ciblés	997	1 119	1 430	1 950	2 150	21 %
Bénéfice tiré des honoraires (12 derniers mois)	240	341	436	639	732	32 %

Au cours du deuxième trimestre, nous avons continué de réaliser notre plan d'affaires et avons conclu plusieurs transactions d'envergure, ce qui nous a permis d'investir des capitaux de plus de 9 G\$, essentiellement dans nos fonds d'infrastructures et de capital-investissement. À cette étape du cycle d'affaires, nous accordons également une très grande importance à l'amélioration des flux de trésorerie et à la réduction des risques connexes dans toutes nos activités grâce à des améliorations opérationnelles. Par exemple, notre équipe du secteur de l'énergie renouvelable a mis l'accent sur la conclusion de contrats à long terme et à prix plus élevés à l'égard de nos installations hydroélectriques. En Colombie, nous avons récemment signé notre premier contrat de 10 ans avec des services publics locaux. Il s'agit d'un jalon important dans un marché où la durée typique des contrats est de deux à trois ans. En ce qui concerne notre immeuble de bureaux du 5 Manhattan West, après une rénovation complète de l'immeuble, nous signons actuellement des contrats de location visant plus de 750 000 pieds carrés afin de porter le taux d'occupation à près de 100 %, à des loyers atteignant le double de ceux en vigueur avant les travaux de rénovation.

La croissance de nos émetteurs cotés a été forte, la capitalisation de ces entités ayant augmenté de 11 G\$ au cours des 12 derniers mois. Nous tirons parti de cette situation de deux principales manières. Premièrement, à titre d'investisseur dans ces entreprises, nous profitons de l'appréciation du capital et de la croissance des distributions. Chacune de ces entreprises a un solide historique de croissance des distributions et nous verse actuellement des dividendes en trésorerie annuels de plus de 1,2 G\$. Deuxièmement, nous tirons des honoraires de ces entités à titre de gestionnaire d'actifs. Les honoraires de base annualisés des sociétés de personnes cotées se chiffrent à 515 M\$, soit une hausse de 21 % d'un exercice à l'autre, et continueront de croître au même rythme que la capitalisation de ces entités. Nous gagnons également des incitatifs liés au rendement, sous la forme de distributions incitatives et d'honoraires liés au rendement, selon notre capacité d'offrir des rendements solides tout en continuant d'aligner nos intérêts sur ceux des investisseurs. Ces distributions incitatives et honoraires liés au rendement ont presque doublé au cours des 12 derniers mois et se chiffrent aujourd'hui à 203 M\$ sur une base annualisée.

Nous continuons de faire évoluer notre offre de produits pour répondre à la demande changeante sur le marché. Plus particulièrement, nous constatons une occasion de croissance dans le secteur du patrimoine, dans lequel nous pourrions étendre notre réseau de distribution pour accéder à de nouvelles sources de capitaux pour nos produits. Par exemple, en juin, nous avons lancé notre premier fonds nourricier pour faciliter les placements d'investisseurs fortunés dans certains de nos fonds privés. Nous sommes d'avis que ces fonds nous permettront d'attirer de nouveaux investisseurs dans les secteurs où nos produits sont en demande, et nous entendons étendre ce type de placement de façon plus large à l'égard d'autres produits au fil du temps. Nous continuons également de mobiliser des capitaux dans nos fonds de titres d'emprunt des secteurs de l'immobilier et des infrastructures, et prévoyons que nos stratégies de crédit stimuleront la croissance.

Chacune de nos principales divisions opérationnelles présente de l'information détaillée de façon distincte (communiqué de presse, lettre trimestrielle et supplément d'information) sur ses activités, et tous ces documents sont accessibles à partir de notre site Web. Plutôt que de répéter cette information aux présentes, nous préférons vous inviter à la lire à votre convenance.

Sommaire

Nous maintenons notre engagement visant à être une société de gestion de placements alternatifs d'envergure mondiale de premier plan en investissant des capitaux pour vous et pour nos partenaires de placement dans des actifs de grande qualité et de nature claire, qui procurent un solide rendement des capitaux propres en trésorerie, tout en mettant l'accent sur la protection du capital utilisé en cas de diminution du rendement. La société continue d'avoir pour principal objectif d'accroître ses flux de trésorerie par action, augmentant ainsi la valeur intrinsèque par action à long terme.

N'hésitez pas à communiquer avec l'un ou l'autre d'entre nous si vous avez des recommandations, des questions, des commentaires ou des idées dont vous souhaiteriez nous entretenir.

Cordialement,

Le chef de la direction,



J. Bruce Flatt

Le 10 août 2017

RAPPORT DE GESTION

Notre rapport de gestion a pour objectif de permettre au lecteur d'évaluer nos résultats d'exploitation et notre situation financière pour la période intermédiaire close le 30 juin 2017. Le présent rapport de gestion doit être lu en parallèle avec notre rapport annuel 2016. À moins que le contexte ne laisse entendre autre chose, dans ce rapport, les références à « la Société » se rapportent à Brookfield Asset Management Inc., et les références à « Brookfield », « nous », « notre » ou « la société » se rapportent à la Société et à ses filiales directes et indirectes, ainsi qu'aux entités consolidées. Les états financiers consolidés de la société sont exprimés en dollars américains et préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board.

Nous sommes constitués en société par actions en Ontario, au Canada, et sommes admissibles à titre d'émetteur canadien en vertu du régime d'information multinational et d'« émetteur privé étranger » au sens donné au terme « foreign private issuer » dans la règle intitulée Rule 405 prise en application de la Securities Act of 1933 des États-Unis, dans sa version modifiée, et de la règle intitulée Rule 3b-4 prise en application de la Securities Exchange Act of 1934 des États-Unis, dans sa version modifiée. Par conséquent, nous respectons les obligations d'information continue américaines en déposant nos documents d'information canadiens auprès de la SEC; notre rapport annuel est déposé sur formulaire 40-F, et nous présentons nos rapports intermédiaires trimestriels sur formulaire 6-K.

Structure du rapport de gestion

PARTIE 1 – Aperçu	PARTIE 3 – Résultats des secteurs opérationnels	PARTIE 4 – Structure du capital et situation de trésorerie
Nos activités 8	Mode de présentation..... 19	Structure du capital..... 33
Revue de l'économie et des marchés 9	Sommaire des résultats par secteur opérationnel 20	Situation de trésorerie..... 36
PARTIE 2 – Examen des résultats financiers consolidés	Gestion d'actifs..... 20	Examen des tableaux consolidés des flux de trésorerie..... 38
Analyse du compte de résultat 10	Immobilier 23	Dividendes de la société 39
Analyse du bilan 14	Énergie renouvelable 25	PARTIE 5 – Informations supplémentaires
Écart de change..... 16	Infrastructures..... 27	Méthodes, jugements et estimations comptables..... 40
Sommaire des résultats trimestriels 17	Capital-investissement..... 29	Déclarations de la direction et contrôles internes 44
	Aménagement résidentiel 31	
	Activités du siège social 32	

Nous fournissons des renseignements supplémentaires sur notre mode de présentation de l'information financière fournie dans le rapport de gestion et sur les mesures financières et d'exploitation clés aux pages 41 à 44 de notre rapport annuel au 31 décembre 2016.

ÉNONCÉ CONCERNANT LES DÉCLARATIONS PROSPECTIVES ET L'UTILISATION DE MESURES NON DÉFINIES PAR LES IFRS

Le présent rapport aux actionnaires contient de l'« information prospective » au sens des lois sur les valeurs mobilières des provinces canadiennes et des « déclarations prospectives » au sens de l'article 27A de la Securities Act of 1933 des États-Unis et de l'article 21E de la Securities Exchange Act of 1934 des États-Unis dans leur version modifiée respective, des dispositions refuges prévues dans la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis et de toute réglementation canadienne sur les valeurs mobilières applicable. Plusieurs informations et déclarations peuvent être présentées dans ce rapport, dans d'autres documents déposés auprès des Autorités canadiennes en valeurs mobilières ou de la Securities and Exchange Commission des États-Unis, ou dans d'autres communications. Veuillez vous reporter à la rubrique « Mise en garde à l'égard des déclarations et des informations prospectives » à la page 44.

Le présent rapport contient un certain nombre de mesures financières qui ont été calculées et sont présentées conformément à des méthodes autres que les IFRS. Nous utilisons ces mesures pour gérer nos activités, ainsi qu'aux fins de la mesure de la performance, de l'attribution du capital et de l'évaluation, et nous sommes d'avis que la présentation de ces mesures de la performance en plus de nos résultats selon les IFRS aide les investisseurs à évaluer la performance globale liée à nos activités. Ces mesures financières ne doivent pas être considérées comme un substitut des mesures financières semblables établies conformément aux IFRS. Nous avisons les lecteurs que ces mesures financières non définies par les IFRS pourraient différer des calculs présentés par d'autres entreprises et, par conséquent, pourraient ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres entreprises. Le rapprochement de ces mesures financières non définies par les IFRS et des mesures financières les plus directement comparables calculées et présentées selon les IFRS, le cas échéant, est présenté dans le présent rapport de gestion.

L'information fournie dans les sites Web mentionnés dans le présent rapport ou pouvant être obtenue par l'entremise de ces sites ne fait pas partie du présent rapport. Tous les renvois à des sites Web contenus dans le présent rapport sont inactifs et ne sont pas intégrés par renvoi.

PARTIE 1 – APERÇU

NOS ACTIVITÉS

Brookfield est une société de gestion d'actifs alternatifs d'envergure mondiale ayant des actifs sous gestion de plus de 250 G\$. Nous détenons et exploitons des actifs au nom de nos actionnaires et de nos clients depuis plus de 100 ans, tout en axant nos activités sur l'immobilier, l'énergie renouvelable, les infrastructures et le capital-investissement. Nous gérons une vaste gamme de fonds de placement et d'autres entités qui permettent à des clients institutionnels et de détail d'investir dans ces actifs.

Nous tirons des produits de la gestion d'actifs, y compris des honoraires de gestion de base, des intérêts comptabilisés et d'autres formes d'honoraires liés au rendement. Au 30 juin 2017, nos sociétés de personnes cotées, nos fonds privés et nos portefeuilles de titres cotés représentaient des capitaux générant des honoraires de 117 G\$. Ces capitaux comprennent des capitaux investis ou engagés dans nos partenariats publics qui sont inscrits à la cote des principales Bourses, des partenariats institutionnels privés offerts à des investisseurs qualifiés, généralement des caisses de retraite, des fonds de dotation et d'autres investisseurs institutionnels, ainsi que des portefeuilles gérés de titres cotés par l'entremise de fonds distincts et de fonds communs de placement. Cette démarche nous permet d'attirer divers types de capital d'investissement public et privé et d'aligner nos diverses stratégies de placement sur la source de capital la plus appropriée.

Nous harmonisons nos intérêts à ceux de nos investisseurs en investissant avec eux et, à ce titre, nous avons investi un capital de plus de 31 G\$ dans nos sociétés de personnes cotées, dans des fonds privés et dans des placements et entreprises détenus directement, d'après nos valeurs comptables établies selon les IFRS.

Notre modèle d'affaires est simple et consiste i) à regrouper nos capitaux et ceux de clients qui ciblent des stratégies de placement intéressantes, ii) à mettre à profit notre présence mondiale pour repérer et acquérir des actifs de grande qualité à des valeurs intéressantes, iii) à financer ces acquisitions à long terme, iv) à accroître les flux de trésorerie et les valeurs de ces actifs grâce à nos divisions d'exploitation afin de dégager des rendements à long terme durables et attrayants, et v) à obtenir des capitaux au moyen de la vente ou du refinancement d'actifs lorsque des occasions de réinvestissement ou de distribution à nos clients se présentent.

Structure organisationnelle

Nos activités sont regroupées en cinq divisions opérationnelles. Les divisions de l'immobilier, de l'énergie renouvelable, des infrastructures et du capital-investissement sont responsables de l'exploitation des actifs détenus par nos divers fonds et entités émettrices. Les capitaux propres investis dans ces actifs proviennent de sociétés de personnes cotées et de fonds privés que nous gérons et qui sont financés au moyen de notre capital et de celui de nos clients. Une cinquième division s'occupe de notre entreprise de gestion d'actifs, qui est responsable de la gestion de nos capitaux, de la conception de nouveaux produits pour nos clients et de la mobilisation de fonds.

Les capitaux de notre bilan sont investis essentiellement dans nos quatre principales sociétés de personnes cotées, soit Brookfield Property Partners L.P. (« BPY » ou « Brookfield Property Partners »), Brookfield Renewable Partners L.P. (« BEP » ou « Brookfield Renewable Partners »), Brookfield Infrastructure Partners L.P. (« BIP » ou « Brookfield Infrastructure Partners ») et Brookfield Business Partners L.P. (« BBU » ou « Brookfield Business Partners »). Ces sociétés de personnes à forte capitalisation et cotées sont les principaux véhicules par l'entremise desquels nous investissons nos capitaux au sein de nos entreprises des secteurs de l'immobilier, de l'énergie renouvelable, des infrastructures et du capital-investissement. Ces sociétés de personnes, en plus de détenir des actifs directement, agissent à titre d'investisseurs principaux dans nos fonds privés, parallèlement au capital engagé par des investisseurs institutionnels.

REVUE DE L'ÉCONOMIE ET DES MARCHÉS

(Au 28 juillet 2017)

La croissance s'est accentuée dans les marchés développés au cours du premier semestre de 2017, l'Inde et la Chine continuent de stimuler la croissance dans les marchés émergents, et le Brésil a renoué avec la croissance après une profonde récession. Les taux d'intérêt sont à la hausse dans les marchés développés, mais demeurent près des creux historiques. Nous nous attendons à une remontée régulière des taux d'intérêt à court terme à mesure que les perspectives économiques s'améliorent et que l'inflation atteint les cibles fixées par les banques centrales. Les perspectives économiques pour les principales régions dans lesquelles nous exerçons nos activités sont présentées ci-dessous.

États-Unis : Le produit intérieur brut (« PIB ») réel a augmenté de 2,6 % au deuxième trimestre, soutenu par des dépenses de consommation et des investissements des entreprises élevés. Le taux de chômage a atteint 4,3 % en mai, soit le niveau le plus faible depuis 2001. Le taux d'inflation, tel qu'il est mesuré par l'indice des prix à la consommation, a diminué pour atteindre 1,6 % en juin, mais devrait remonter jusqu'à 2 % plus tard cette année. Nous prévoyons que la croissance du PIB réel se maintiendra entre 2 % et 3 % durant le reste de l'année, et que la hausse des taux d'intérêt se poursuivra.

Royaume-Uni : Le PIB réel a augmenté de 1,7 % au deuxième trimestre, continuant ainsi à surpasser les attentes après le Brexit, principalement poussé par les dépenses de consommation. Le taux d'inflation a augmenté pour atteindre 2,6 % en juin, dépassant par le fait même la cible de 2 % fixée par la Banque d'Angleterre, ce qui pourrait causer un ralentissement des dépenses de consommation réelles plus tard cette année. Le parti conservateur au pouvoir a perdu la majorité aux dernières élections, ce qui pourrait atténuer les effets du Brexit par rapport à ce qui était attendu avant les élections. Les négociations avec l'Union européenne sont en cours, mais ont peu progressé.

Brésil : L'économie est sortie de la récession au premier trimestre, affichant une croissance de 1 % d'un trimestre à l'autre, et une légère augmentation de 0,5 % du PIB réel annuel est attendue en 2017. Le taux d'inflation a reculé pour s'établir à 3 % en juin, soit le niveau inférieur de la fourchette de 3 % à 6 % ciblée par la banque centrale. Cela a préparé le terrain à de nouvelles réductions du taux SELIC, qui est passé à 9,25 % en juillet, comparativement à 11,25 % en avril. Un taux d'inflation et des taux d'intérêt plus faibles soutiendront la reprise des dépenses des consommateurs et des entreprises, et nous nous attendons à une accélération de la croissance.

Australie : On estime que la croissance du PIB réel a ralenti pour s'établir à 1,6 % au deuxième trimestre en raison des perturbations causées par le cyclone Debbie dans les terminaux portuaires en avril. La croissance devrait s'intensifier plus tard cette année avec la reprise des exportations et la stabilisation des investissements dans le secteur minier, après un recul marqué pendant les deux dernières années. Les dépenses gouvernementales liées aux infrastructures sont devenues récemment un important pilier de croissance, tandis que les investissements résidentiels devraient devenir un facteur moins important au cours des prochaines années, compte tenu de l'accalmie dans le marché de l'habitation.

Canada : L'économie a affiché une croissance estimative de 3 % au deuxième trimestre grâce à la progression toujours solide du marché de l'emploi et des dépenses de consommation. Il s'est créé 34 000 nouveaux emplois par mois au Canada au deuxième trimestre, comparativement à 28 000 au premier trimestre. Le Canada s'est remis de l'effondrement du prix des marchandises qui avait entraîné une courte récession en 2015, et le ralentissement de l'économie s'est dissipé. Dans ce contexte, et en tenant compte de l'augmentation des niveaux d'endettement des ménages, la Banque du Canada a augmenté le taux de financement à un jour, qui est passé de 0,5 % à 0,75 % en juillet, une première hausse depuis 2010.

Europe : Dans la zone euro, la croissance du PIB réel s'est accentuée au premier semestre de 2017, enregistrant une hausse de 1,9 % au premier trimestre et une hausse estimative de 2,0 % au deuxième trimestre. Une fois encore, l'Espagne, et maintenant le Portugal, affichent le plus haut taux de croissance, soit un taux estimatif de 3,0 %. L'Allemagne et la France affichent une croissance entre 1,5 % et 2,0 %, tandis que l'Italie demeure en retrait par rapport aux autres pays de la région, avec une hausse de 1 %. Les marchés financiers ont poussé un soupir de soulagement après la victoire de Macron aux élections présidentielles françaises, et les écarts de taux des contrats de swaps sur défaillance des principales banques de la zone euro ont fortement diminué. L'essor que connaît la région depuis peu devrait se maintenir cette année.

Chine : Le PIB réel a enregistré une solide croissance de 6,9 % au deuxième trimestre, la vigueur du secteur de la construction ayant contribué au rebond de l'économie industrielle, y compris dans les secteurs de l'acier et du charbon. Le ralentissement dans le secteur de la construction devrait ralentir la croissance et la demande de marchandises plus tard cette année, mais l'essor plus rapide dans les marchés développés favorisera le secteur manufacturier et les exportations. La Chine s'expose à des risques en raison des niveaux d'endettement élevés des sociétés, un problème sur lequel elle devra se pencher sérieusement au cours des prochaines années.

Inde : L'économie semble avoir récupéré après le choc de la démonétisation et a affiché une croissance estimative de 7 % au deuxième trimestre après avoir enregistré une croissance de 6,1 % au premier trimestre. Les dépenses gouvernementales ont favorisé la croissance au premier semestre de l'année, alors que les investissements privés ralentissaient, de nombreuses entreprises nationales étant toujours surendettées. Ce contexte s'avère propice pour les investisseurs étrangers qui peuvent ainsi saisir des occasions pour injecter des capitaux dans des secteurs clés comme les infrastructures. L'Inde a également adopté en juillet une nouvelle législation sur la taxe sur les biens et services afin d'améliorer la perception de l'impôt, de régulariser l'économie et de stimuler le commerce intérieur. Nous nous attendons à ce que l'Inde connaisse la croissance la plus forte parmi les grandes économies du monde au cours de la prochaine décennie.

PARTIE 2 – EXAMEN DES RÉSULTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

INTRODUCTION

Compte tenu de la nature de nos activités, certains facteurs clés ont une incidence sur les variations de notre situation financière et notre performance financière consolidées d'une période à l'autre, y compris les suivants :

- Nos activités consistent à investir dans des actifs réels de haute qualité au sein de nos champs d'expertise et à vendre des actifs afin de profiter des rendements et de distribuer du capital aux investisseurs ou de le réaffecter à d'autres placements. Les acquisitions et les cessions peuvent entraîner une importante variabilité de notre situation et de notre performance financières. En tant que gestionnaire d'actifs, nous effectuons la plupart de nos placements par l'intermédiaire de filiales et de fonds que nous contrôlons. Nous combinons notre propre capital avec celui des investisseurs dans nos fonds privés et nos sociétés de personnes cotées, ainsi qu'avec celui de co-investisseurs et de coentrepreneurs, dans certains cas, de sorte que nos participations financières varient selon les actifs.
- Nos résultats sont tributaires du contexte économique actuel, notamment de la croissance du PIB, de l'inflation et du contexte des taux d'intérêt dans les marchés sur lesquels nous investissons et exerçons nos activités, y compris ceux décrits à la Partie 1 – Aperçu. Les résultats de bon nombre de nos entreprises dépendent de la croissance des marchés économiques où nous exerçons nos activités, comme le taux d'occupation de nos immeubles ou le volume de nos entreprises de transport. En outre, les produits de plusieurs de nos entreprises sont liés à l'inflation en raison d'ajustements de taux contractuels ou des prix que nous pouvons exiger. Les fluctuations des taux d'intérêt ont une incidence sur le coût du financement de nos activités. De plus, nos hypothèses relatives à ces facteurs économiques ont une incidence sur nos estimations de la juste valeur des immeubles de placement et des immobilisations corporelles, lesquelles se répercutent sur le bénéfice net et les capitaux propres, respectivement.
- Un important aspect de notre entreprise réside dans l'utilisation de notre expertise en matière d'exploitation pour améliorer notre rendement au fil du temps. Ainsi, des facteurs liés à l'exploitation, comme les mesures d'amélioration des entreprises, de nouveaux contrats et contrats de location, des modifications à nos niveaux de financement et l'achèvement de projets d'aménagement, influent sur nos résultats d'une période à l'autre.
- En raison de notre présence mondiale, nous sommes exposés à diverses devises et les variations du taux de change entre le dollar américain et les monnaies dans lesquelles sont réalisées nos activités autres que celles aux États-Unis ont une incidence sur nos résultats d'exploitation et notre situation financière. Nous avons fréquemment recours à des contrats financiers pour réduire l'incidence de cette exposition.

ANALYSE DU COMPTE DE RÉSULTAT

Le tableau suivant présente les résultats financiers de la société pour les trimestres et les semestres clos le 30 juin 2017 et le 30 juin 2016.

POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN (EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)	Trimestres			Semestres		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Produits.....	9 444 \$	5 973 \$	3 471 \$	15 445 \$	11 191 \$	4 254 \$
Charges directes.....	(7 332)	(4 330)	(3 002)	(11 719)	(7 978)	(3 741)
Autres produits et profits	—	31	(31)	265	66	199
Résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence	250	435	(185)	585	587	(2)
Charges						
Intérêts	(865)	(815)	(50)	(1 708)	(1 582)	(126)
Charges générales	(20)	(25)	5	(45)	(48)	3
Variations de la juste valeur	213	65	148	9	417	(408)
Amortissements	(613)	(516)	(97)	(1 112)	(997)	(115)
Impôt sur le résultat	(119)	(234)	115	(244)	(436)	192
Bénéfice net.....	958	584	374	1 476	1 220	256
Participations ne donnant pas le contrôle.....	(733)	(399)	(334)	(1 288)	(778)	(510)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	225 \$	185 \$	40 \$	188 \$	442 \$	(254) \$
Bénéfice net par action	0,19 \$	0,15 \$	0,04 \$	0,12 \$	0,38 \$	(0,26) \$

Trimestres clos les 30 juin

Les produits ont augmenté de 3,5 G\$ au cours du trimestre considéré, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. L'augmentation tient principalement aux récentes acquisitions, qui ont fourni collectivement des produits additionnels de 3,7 G\$ pour le trimestre visé, facteur partiellement contrebalancé par les cessions, qui ont entraîné une diminution de 158 M\$ des produits. L'incidence des récentes acquisitions et cessions est décrite plus en détail à la page 12 du présent rapport.

Les produits ont également profité de la croissance des activités existantes dans l'ensemble de nos secteurs, principalement grâce aux nouveaux contrats de location dans notre secteur Immobilier, aux hausses des tarifs découlant de l'inflation et à l'augmentation des volumes dans notre secteur Infrastructures, à l'augmentation de la production dans notre secteur Énergie renouvelable et aux avantages conférés par l'achèvement de projets d'aménagement dans tous ces secteurs. En outre, les prix et les volumes de notre entreprise de panneaux du secteur Capital-investissement ont augmenté. Ces variations positives ont été contrebalancées par des cessions d'actifs financiers ainsi que par l'incidence de la dépréciation de certaines devises dans lesquelles nous exerçons nos activités par rapport au dollar américain. Se reporter à la page 16 du présent rapport pour obtenir plus de renseignements sur les fluctuations du change.

Les charges directes ont augmenté de 3,0 G\$ en raison principalement de l'inclusion de coûts de 3,2 G\$ liés aux entreprises nouvellement acquises, facteur en partie contrebalancé par la réduction des charges découlant des cessions et par les avantages tirés des améliorations opérationnelles. Les charges directes ont également augmenté en raison de la hausse des coûts d'un projet de notre entreprise de construction.

Le résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence a diminué de 185 M\$ pour atteindre 250 M\$ pour le trimestre considéré, ce qui découle des rajustements de la valeur de biens immobiliers de faible qualité dans notre portefeuille d'immeubles de commerce de détail principaux par suite des modifications apportées aux hypothèses au chapitre des flux de trésorerie. Le bénéfice du trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenait également un profit de 103 M\$ sur une transaction visant l'achat à escompte d'une participation additionnelle dans notre entreprise de routes à péage au Brésil, profit qui ne s'est pas répété durant le trimestre considéré. Ces variations négatives ont été partiellement contrebalancées par l'apport de récents investissements, notamment une participation accrue dans notre entreprise de routes à péage au Brésil et l'achat d'un portefeuille d'immeubles de bureaux et industriels, ainsi que par les initiatives de croissance interne dans nos placements mis en équivalence.

Les charges d'intérêts ont augmenté de 50 M\$ en raison principalement de l'accroissement de la dette au sein des entreprises nouvellement acquises, en particulier dans nos activités liées aux secteurs Infrastructures et Capital-investissement. Nous présentons les détails des variations de la dette et des coûts d'emprunt à la Partie 4 – Structure du capital et situation de trésorerie.

Les profits liés à la juste valeur de 213 M\$ pour le trimestre considéré comprennent les profits à la réévaluation dans notre secteur Immobilier, partiellement contrebalancés par les pertes latentes liées à l'évaluation à la valeur de marché sur des contrats de change. Les variations de la juste valeur pour l'exercice précédent comprenaient des profits à la réévaluation de nos immeubles de bureaux principaux et de nos immeubles présentant des occasions, lesquels ont été partiellement contrebalancés par une perte de valeur de 106 M\$ ayant trait à certains actifs secondaires de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite dans notre secteur Capital-investissement. Des renseignements supplémentaires sur les variations de la juste valeur sont présentés à la page 13.

La dotation aux amortissements a augmenté de 97 M\$ en raison de l'acquisition d'actifs amortissables, en particulier de l'entreprise de distribution de gaz naturel réglementé au Brésil acquise par notre secteur Infrastructures.

La baisse de 115 M\$ de la charge d'impôt sur le résultat tient principalement au fait qu'une plus forte proportion du bénéfice provient de structures intermédiaires nous permettant de comptabiliser l'impôt différé sur notre quote-part. Notre charge d'impôt consolidée comprend uniquement notre quote-part de la charge d'impôt et n'inclut pas celle de nos partenaires dans ces entités.

L'augmentation de 40 M\$ du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires reflète l'augmentation globale du bénéfice net pour le trimestre considéré. Une plus forte proportion des profits liés à la juste valeur est attribuable à nos participations ne donnant pas le contrôle en fonction du pourcentage de propriété des actifs connexes au trimestre considéré; par conséquent, l'augmentation du bénéfice net attribuable aux actionnaires ordinaires est inférieure à celle du bénéfice net consolidé.

Semestres clos les 30 juin

Les produits et les charges directes pour le premier semestre de 2017 ont respectivement augmenté de 4,3 G\$ et de 3,7 G\$ au premier semestre de 2017, par rapport à la période correspondante de 2016, principalement en raison des récentes acquisitions qui ont généré des produits additionnels de 4,3 G\$ et des charges directes de 3,5 G\$ ainsi qu'une croissance selon les biens comparables dans l'ensemble des entreprises. Ces variations positives ont été partiellement contrebalancées par l'absence de produits et de charges liés à la cession d'actifs. L'incidence des récentes acquisitions et cessions est décrite plus en détail à la page 12 du présent rapport.

Les autres produits et profits depuis le début de l'exercice comprennent un profit de 228 M\$ à la cession d'une entreprise de fabrication de baignoires et de douches et des profits réalisés de 37 M\$ liés à des contrats de change.

Les profits liés à la juste valeur de 9 M\$ pour le premier semestre de 2017 comprennent les éléments mentionnés ci-dessus et ont été contrebalancés par les pertes liées à l'évaluation à la baisse des placements évalués à la valeur de marché, notamment en ce qui a trait à notre placement dans les bons de souscription de GGP et aux légères réductions des profits à la réévaluation de notre portefeuille d'immeubles de bureaux au premier trimestre de 2017.

Le résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence est demeuré relativement stable durant le premier semestre de 2017 par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, les apports de nos récents placements ayant été contrebalancés par les pertes sur évaluation comptabilisées au titre de nos placements mis en équivalence et par le fait qu'aucun profit sur transaction susmentionné n'a été comptabilisé au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le bénéfice net attribuable aux actionnaires s'est chiffré à 188 M\$ pour le premier semestre de 2017, en raison d'une perte subie au premier trimestre de 2017, alors qu'un montant disproportionné des pertes liées à la juste valeur était attribuable aux actionnaires ordinaires en fonction du pourcentage de propriété des actifs connexes.

Acquisitions et cessions importantes

Le tableau qui suit résume l'incidence des acquisitions et cessions importantes effectuées depuis le deuxième trimestre de l'exercice précédent sur nos résultats du trimestre et du semestre considérés.

POUR LES PÉRIODES CLOSES LE 30 JUIN 2017 (EN MILLIONS)	Trimestre				Semestre			
	Acquisitions		Cessions		Acquisitions		Cessions	
	Produits	Bénéfice net	Produits	Bénéfice net	Produits	Bénéfice net	Produits	Bénéfice net
Immobilier	225 \$	128 \$	(7) \$	(23) \$	407 \$	215 \$	(55) \$	(52) \$
Énergie renouvelable	—	—	(5)	(4)	84	3	(8)	(1)
Infrastructures.....	498	156	(25)	(12)	721	189	(56)	(23)
Capital-investissement et autres.....	2 953	3	(121)	(24)	3 039	4	(221)	(55)
	3 676	287	(158)	(63)	4 251	411	(340)	(131)
Profits comptabilisés en résultat net	—	42	—	9	—	168	—	337
	3 676 \$	329 \$	(158) \$	(54) \$	4 251 \$	579 \$	(340) \$	206 \$

Acquisitions

Les acquisitions importantes conclues depuis le deuxième trimestre de l'exercice précédent ont fourni un apport additionnel aux produits et au bénéfice net de 3,7 G\$ et de 287 M\$, respectivement, pour le trimestre clos le 30 juin 2017. L'augmentation des produits découle principalement de l'apport de 2,8 G\$ lié à l'acquisition d'un distributeur de carburants pour véhicules routiers du Royaume-Uni au sein de notre secteur Capital-investissement. En plus du coût du carburant, du transport et des autres services, les produits et coûts d'exploitation directs du distributeur de carburant comprennent des droits à payer au gouvernement du Royaume-Uni qui sont considérés comme des coûts de production engagés par le distributeur de carburants et transférés aux clients sous contrat, sans marge afférente.

Au sein de notre secteur Immobilier, nous avons récemment réalisé plusieurs acquisitions aux États-Unis, notamment un portefeuille d'installations de stockage en libre-service, la transformation en société fermée d'une entreprise de centres commerciaux régionaux et un portefeuille de quartiers de maisons préfabriquées. Nous avons également acquis un immeuble à usage mixte en Corée du Sud. Au cours du trimestre considéré, nous avons aussi ajouté des actifs à notre portefeuille de résidences pour étudiants au Royaume-Uni acquis à l'exercice précédent.

La conclusion de plusieurs placements au sein de notre secteur Infrastructures a eu une incidence sur nos résultats au cours de l'exercice considéré. Au cours du trimestre considéré, nous avons conclu l'acquisition d'une participation de 90 % dans une entreprise brésilienne de transport de gaz naturel réglementé par l'intermédiaire d'un consortium mené par Brookfield, pour une contrepartie d'environ 5,2 G\$. Les autres acquisitions importantes récemment réalisées comprennent une entreprise de ports en Australie, un portefeuille de routes à péage au Pérou et une entreprise de stockage de gaz en Amérique du Nord.

Au cours du trimestre considéré, notre secteur Capital-investissement a conclu l'acquisition d'une entreprise de traitement des eaux de premier plan au Brésil et du fournisseur de carburants pour véhicules routiers au Royaume-Uni susmentionné pour des contreparties totales de 1,0 G\$ et de 533 M\$, respectivement, ce qui a donné lieu à une augmentation des produits pour l'exercice considéré.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les produits et le bénéfice net ont augmenté de 4,3 G\$ et de 411 M\$, respectivement, grâce aux acquisitions importantes mentionnées ci-dessus. Depuis le début de l'exercice, nous avons comptabilisé des profits résultant d'acquisitions à des conditions avantageuses de 168 M\$ au moyen de plusieurs acquisitions immobilières. Se reporter à la note 4 des états financiers consolidés pour obtenir plus d'information au sujet des acquisitions importantes conclues au cours de l'exercice considéré.

Cessions

Les récentes cessions ayant eu une incidence sur les résultats du trimestre considéré comprennent un parc éolien en Irlande dans notre secteur Énergie renouvelable, des activités liées au transport d'électricité et à la distribution d'énergie dans notre secteur Infrastructures, ainsi que des immeubles de placement. Au cours du premier trimestre de 2017, notre secteur Capital-investissement a également vendu une entreprise de fabrication de baignoires et de douches. Ces cessions ont réduit les produits et le bénéfice net de 158 M\$ et de 63 M\$, respectivement, pour le trimestre considéré. Pour le premier semestre de 2017, l'incidence des cessions sur les produits et le bénéfice net s'est chiffrée à 340 M\$ et à 131 M\$, respectivement.

Pour le premier semestre de 2017, les profits comptabilisés en résultat net incluent principalement un profit de 228 M\$ réalisé sur la cession susmentionnée d'une entreprise de fabrication de baignoires et de douches et un profit de 100 M\$ réalisé sur la vente d'une participation de 50 % dans un bien commercial compris dans notre secteur Immobilier.

Variations de la juste valeur

Le tableau suivant présente la répartition des variations de la juste valeur selon les principales composantes, afin d'en faciliter l'analyse.

POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN (EN MILLIONS)	Trimestres			Semestres		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Immeubles de placement	412 \$	312 \$	100 \$	389 \$	491 \$	(102) \$
Bons de souscription de General Growth Properties ..	39	15	24	(102)	184	(286)
Pertes de valeur.....	(63)	(161)	98	(107)	(175)	68
Perte à la valeur de marché latente sur des contrats financiers.....	(111)	(71)	(40)	(275)	(31)	(244)
Autres variations de la juste valeur.....	(64)	(30)	(34)	104	(52)	156
	213 \$	65 \$	148 \$	9 \$	417 \$	(408) \$

Immeubles de placement

Nos immeubles de placement sont comptabilisés à la juste valeur et les variations sont comptabilisées en résultat net. Le tableau suivant présente la répartition des variations de la juste valeur des immeubles de placement par type d'actif.

POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN (EN MILLIONS)	Trimestres			Semestres		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Immeubles de bureaux principaux.....	(10) \$	149 \$	(159) \$	(349) \$	165 \$	(514) \$
Immeubles présentant des occasions et autres	422	163	259	738	326	412
	412 \$	312 \$	100 \$	389 \$	491 \$	(102) \$

La valeur globale de notre portefeuille d'immeubles de bureaux principaux, établie à 24,9 G\$, est demeurée stable au cours du trimestre considéré. Les profits sur évaluation ayant trait aux portefeuilles d'immeubles de bureaux de New York, de Sydney et de Toronto, qui ont été enregistrés en raison de l'amélioration des projections des flux de trésorerie et de l'augmentation des évaluations du marché, ont été contrebalancés par des pertes attribuables à la révision à la baisse des hypothèses à l'égard des loyers dans les marchés axés sur les marchandises, à Houston et à Calgary. Le profit enregistré à l'exercice précédent était attribuable aux activités de location favorables de nos immeubles de bureaux situés à New York et à l'avancement des projets d'aménagement et des activités de location connexes à Londres et à Washington D.C. Les pertes sur évaluation de 349 M\$ pour le semestre sont attribuables aux réductions au sein de notre portefeuille aux États-Unis au premier trimestre de 2017 en raison des modifications des paramètres d'évaluation et des activités de location.

Les profits à la réévaluation de 422 M\$ à l'égard de nos immeubles présentant des occasions pour le trimestre considéré ont trait à l'augmentation des évaluations en fonction de la hausse des flux de trésorerie projetés ainsi qu'aux évaluations récemment réalisées dans nos portefeuilles d'immeubles industriels et d'immeubles résidentiels. Au trimestre correspondant de l'exercice précédent, des profits ont été enregistrés à l'égard du portefeuille d'immeubles résidentiels en raison des hausses de loyers après l'achèvement de travaux de rénovation. Les profits à l'évaluation de 738 M\$ pour le semestre ont également trait à l'augmentation des évaluations en fonction des hausses des taux de location, de l'amélioration des conditions du marché en Inde, ainsi qu'aux profits sur les actifs nouvellement acquis.

Nous analysons à la Partie 5 – Informations supplémentaires les principales données utilisées dans le cadre de l'évaluation de nos immeubles de placement.

Bons de souscription de GGP Inc. (« GGP »)

Au cours du deuxième trimestre de 2017, la variation de la juste valeur de nos bons de souscription de GGP a donné lieu à un profit de 39 M\$, principalement en raison de l'augmentation du cours des actions de GGP par rapport au trimestre précédent. Ce profit a été en partie contrebalancé par notre quote-part de la perte découlant de l'augmentation correspondante du passif au titre des bons de souscription comptabilisée par GGP, comprise dans le résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence. Ces bons de souscription étaient convertibles en environ 76 millions d'actions ordinaires de GGP au 30 juin 2017 et viendront à échéance en novembre 2017.

Pertes de valeur

Les pertes de valeur de 63 M\$ pour le trimestre considéré ont principalement trait à une perte de valeur de 23 M\$ comptabilisée au sein de notre secteur Capital-investissement relativement à une entreprise de pétrole et de gaz classée comme détenue en vue de la vente, ainsi qu'à une provision de 33 M\$ comptabilisée à l'égard de nos activités résidentielles au Brésil. Pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, nous avons comptabilisé une perte de valeur de 106 M\$ au sein de notre secteur Capital-investissement attribuable à certains actifs secondaires de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite qui ont ensuite été vendus, ainsi que des pertes de valeur de 56 M\$ au titre des stocks et d'autres provisions au sein de nos activités résidentielles au Brésil.

Pertes et profits à la valeur de marché latente sur des contrats financiers

Les pertes de 111 M\$ pour le trimestre considéré et de 71 M\$ pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent ont trait aux évaluations constatées relativement à des contrats sur l'énergie, des contrats de taux d'intérêt et des contrats de change.

ANALYSE DU BILAN

Le tableau qui suit résume l'état de la situation financière de la société au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016.

(EN MILLIONS)	30 juin 2017	31 déc. 2016	Variation
Actif			
Immeubles de placement	56 827 \$	54 172 \$	2 655 \$
Immobilisations corporelles.....	46 034	45 346	688
Placements mis en équivalence.....	26 293	24 977	1 316
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 429	4 299	130
Autres actifs financiers	16 181	13 833	2 348
Immobilisations incorporelles.....	14 167	6 073	8 094
Autres actifs.....	14 252	11 126	3 126
Total de l'actif.....	178 183 \$	159 826 \$	18 357 \$
Passif			
Emprunts et autres passifs financiers non courants.....	81 519 \$	72 650 \$	8 869 \$
Autres passifs.....	22 619	17 488	5 131
Capitaux propres			
Capitaux propres privilégiés	3 949	3 954	(5)
Participations ne donnant pas le contrôle.....	47 767	43 235	4 532
Capitaux propres ordinaires	22 329	22 499	(170)
Total des capitaux propres.....	74 045	69 688	4 357
	178 183 \$	159 826 \$	18 357 \$

Au 30 juin 2017, les actifs consolidés se chiffraient à 178,2 G\$, soit une hausse de 18,4 G\$ depuis le 31 décembre 2016 qui tient surtout aux importantes acquisitions dont il est question à la page 12, en particulier celles visant l'entreprise de transport de gaz naturel réglementé et l'entreprise de traitement des eaux au Brésil, qui ont fourni un apport de 6,7 G\$ et de 4,2 G\$, respectivement, au total de l'actif. Cette hausse a été partiellement contrebalancée par les cessions et les pertes de valeur. Des renseignements au sujet des importantes acquisitions et de leur incidence sur le bilan sont présentés à la note 4 des états financiers consolidés.

Les immeubles de placement comprennent principalement les immeubles de bureaux, les immeubles de commerce de détail et les immeubles présentant des occasions de la société. Depuis le début de l'exercice, les immeubles de placement ont augmenté en raison des acquisitions et des entrées totalisant 3,6 G\$, ainsi que des profits sur évaluation et des profits de change de 1,2 G\$, facteurs partiellement contrebalancés par des cessions d'actifs de 2,1 G\$. Nous présentons la continuité des immeubles de placement à la note 8 des états financiers consolidés.

Les placements mis en équivalence ont augmenté de 1,3 G\$, en raison de l'apport de 585 M\$ au résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence et de 649 M\$ provenant des entrées et des acquisitions, déduction faite des cessions, incluant l'augmentation de la participation dans notre portefeuille de routes à péage au Brésil et dans notre entreprise de transport de gaz naturel en Amérique du Nord, ainsi que des acquisitions partielles d'immeubles de bureaux principaux. En outre, l'incidence du change a donné lieu à une hausse supplémentaire du solde.

Les immobilisations corporelles ont augmenté de 688 M\$ depuis la fin de l'exercice, principalement en raison de l'acquisition d'une entreprise de transport de gaz naturel réglementé et d'une entreprise de traitement des eaux au Brésil. Nous présentons un complément d'information sur les immobilisations corporelles à la note 9 des états financiers consolidés.

Les acquisitions susmentionnées ont également contribué à une hausse de 2,3 G\$ et de 8,1 G\$, respectivement, au titre des autres actifs financiers et des immobilisations incorporelles. Les autres actifs financiers comprennent les débiteurs et d'autres actifs financiers, tandis que les immobilisations incorporelles sont essentiellement constituées d'ententes de concession.

Les autres actifs comprennent les stocks, le goodwill, les actifs d'impôt différé et les actifs classés comme détenus en vue de la vente. Le solde des stocks, du goodwill et des actifs d'impôt différé a augmenté de 1,6 G\$ en raison des acquisitions réalisées durant l'exercice, tandis que l'augmentation de 852 M\$ des actifs détenus en vue de la vente est principalement attribuable à la décision de la direction de vendre une tour de bureaux au Royaume-Uni et une entreprise de pétrole et de gaz de notre secteur Capital-investissement au cours des 12 prochains mois.

Les emprunts et autres passifs financiers non courants ont augmenté de 8,9 G\$ depuis la fin de l'exercice, principalement en raison de nouveaux emprunts grevant des propriétés précises et emprunts de filiales se chiffrant à 4,8 G\$ et à 1,9 G\$, respectivement. Les créiteurs non courants et les autres passifs ont également augmenté de 1,7 G\$, principalement en raison des acquisitions réalisées durant l'exercice. Se reporter à la Partie 4 – Structure du capital et situation de trésorerie.

Les autres passifs comprennent les créiteurs courants, les passifs d'impôt différé, les obligations découlant des titres de capitaux propres de filiales et les passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente. L'augmentation du solde au cours de l'exercice est principalement attribuable à des créiteurs courants et aux autres passifs additionnels repris dans le cadre de récentes acquisitions, ainsi qu'aux passifs d'impôt différé comptabilisés à la suite de regroupements d'entreprises la valeur fiscale des actifs nets acquis étant inférieure à leur juste valeur.

Capitaux propres

Les variations importantes des capitaux propres ordinaires et des participations ne donnant pas le contrôle sont analysées ci-dessous. Les capitaux propres privilégiés sont analysés à la Partie 4 du présent rapport.

Capitaux propres ordinaires

Le tableau qui suit présente les éléments qui ont le plus contribué aux variations des capitaux propres ordinaires d'une période à l'autre.

AU 30 JUIN ET POUR LE SEMESTRE CLOS À CETTE DATE
(EN MILLIONS)

	Total
Capitaux propres ordinaires au début de la période	22 499 \$
Variation au cours de la période	
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	188
Dividendes sur actions ordinaires	(372)
Dividendes sur actions privilégiées.....	(71)
Écart de change.....	41
Autres éléments de bénéfice global	125
Rachats d'actions, déduction faite des émissions d'options.....	(19)
Changements de propriété et autres	(62)
	(170)
Capitaux propres ordinaires à la fin de la période.....	22 329 \$

La valeur des capitaux propres ordinaires a diminué de 170 M\$ au cours de l'exercice pour s'établir à 22,3 G\$. Le bénéfice net attribuable aux actionnaires pour le premier semestre de l'exercice a totalisé 188 M\$. Nous avons distribué 443 M\$ aux actionnaires sous forme de dividendes sur actions ordinaires et sur actions privilégiées au cours du semestre clos le 30 juin 2017, y compris une distribution de dividende exceptionnel à la suite de la scission-distribution d'une compagnie d'assurance. Ces facteurs ont été contrebalancés par des profits de change de 41 M\$ résultant du raffermissement de certaines devises autres que le dollar américain depuis la fin de l'exercice.

Participations ne donnant pas le contrôle

Les participations ne donnant pas le contrôle dans nos résultats consolidés se composent principalement des participations de tiers dans Brookfield Property Partners, Brookfield Renewable Partners, Brookfield Infrastructure Partners et Brookfield Business Partners et leurs entités consolidées, ainsi que des participations de co-investisseurs et d'autres participations dans nos placements consolidés, comme suit :

(EN MILLIONS)

	30 juin 2017	31 déc. 2016
Brookfield Property Partners L.P.....	19 253 \$	18 790 \$
Brookfield Renewable Partners L.P.....	8 757	8 879
Brookfield Infrastructure Partners L.P.....	10 839	7 710
Brookfield Business Partners L.P.	3 399	2 173
Autres participations.....	5 519	5 683
	47 767 \$	43 235 \$

Les participations ne donnant pas le contrôle ont augmenté de 4,5 G\$ pour atteindre 47,8 G\$ au 30 juin 2017. L'augmentation tient au bénéfice global attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle, qui a totalisé 1,2 G\$, ainsi qu'aux émissions nettes de titres de capitaux propres aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle totalisant 4,2 G\$ liées aux acquisitions conclues au cours de l'exercice. Ces augmentations ont été contrebalancées par une contrepartie en trésorerie de 1,6 G\$ distribuée aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle.

ÉCART DE CHANGE

Environ la moitié de notre capital est investi dans des monnaies autres que le dollar américain, et les flux de trésorerie provenant de ces activités, ainsi que nos capitaux propres, sont assujettis aux fluctuations des taux de change. De temps à autre, nous avons recours à des contrats financiers pour ajuster le degré d'exposition. Le tableau suivant illustre les taux de change les plus importants qui ont une incidence sur nos activités.

	Taux à la fin de la période			Taux moyens					
				Trimestres			Semestres		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
AU 30 JUIN 2017 ET AU 31 DÉCEMBRE 2016 ET POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN									
Dollar australien	0,7687	0,7197	7 %	0,7508	0,7457	1 %	0,7545	0,7344	3 %
Real brésilien	3,3080	3,2595	(1) %	3,2175	3,5075	8 %	3,1807	3,7010	14 %
Livre sterling	1,3026	1,2357	5 %	1,2800	1,4350	(11) %	1,2597	1,4336	(12) %
Dollar canadien.....	0,7716	0,7439	4 %	0,7439	0,7762	(4) %	0,7497	0,7529	— %

Les taux de change par rapport au dollar américain étaient plus élevés à la fin du deuxième trimestre de 2017 qu'au 31 décembre 2016 en ce qui concerne la plupart de nos placements importants libellés en monnaies autres que le dollar américain, sauf dans le cas du real brésilien, ce qui fait augmenter les valeurs comptables des actifs et des passifs de nos filiales ou de nos placements dans ces régions. Au 30 juin 2017, nos capitaux propres ordinaires de 22,3 G\$ étaient investis dans les monnaies suivantes : dollar américain – 49 %; livre sterling – 16 %; real brésilien – 18 %; dollar australien – 7 %; dollar canadien – 4 %; autres monnaies – 6 %.

Pour le trimestre et le semestre clos le 30 juin 2017, l'incidence des écarts de change sur les capitaux propres, y compris ceux attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle, a représenté une diminution de 730 M\$ et de 87 M\$, respectivement. La diminution des capitaux propres au cours du trimestre considéré est principalement attribuable à la dépréciation du real brésilien par rapport au dollar américain. Le cours au comptant du real brésilien a reculé de plus de 4 % depuis le premier trimestre de 2017, ce qui, conjointement avec l'augmentation des capitaux propres découlant des acquisitions réalisées au cours du trimestre considéré, a entraîné la perte de 709 M\$ enregistrée au cours du trimestre considéré.

Nous avons recours à des contrats financiers et à des instruments d'emprunt libellés en devises pour réduire l'exposition à la plupart des devises. Par conséquent, les variations des évaluations liées aux couvertures de change comprennent les variations de la valeur de ces instruments. Nous sommes considérablement couverts à l'égard des monnaies australienne, britannique et canadienne, et ces couvertures de change ont contrebalancé les profits réalisés au cours du trimestre. Nous ne couvrons habituellement pas nos capitaux propres libellés en reales brésiliens en raison des coûts élevés associés à ces contrats, ce qui a donné lieu à une diminution globale attribuable aux écarts de change pour l'exercice.

Le tableau suivant présente la répartition de l'incidence des écarts de change sur nos capitaux propres en fonction des monnaies autres que le dollar américain les plus importantes.

	Trimestres		Semestres	
	2017	2016	2017	2016
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN (EN MILLIONS)				
Dollar australien	49 \$	(186) \$	381 \$	81 \$
Real brésilien	(709)	797	(525)	1 423
Livre sterling	320	(663)	445	(857)
Dollar canadien.....	251	140	343	639
Autres	(72)	101	279	671
	(161)	189	923	1 957
Couvertures de change.....	(569)	388	(1 010)	(65)
	(730) \$	577 \$	(87) \$	1 892 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires.....	(170) \$	169 \$	41 \$	610 \$
Participations ne donnant pas le contrôle.....	(560)	408	(128)	1 282
	(730) \$	577 \$	(87) \$	1 892 \$

Les taux de change moyens ont une incidence sur les équivalents en dollars américains des produits et du bénéfice net liés à nos activités autres que celles aux États-Unis, sur une base comparable. Au cours du trimestre et du semestre clos le 30 juin 2017, la livre sterling et le dollar canadien se sont dépréciés par rapport au dollar américain, ce qui a entraîné une diminution de l'équivalent en dollars américains des produits et du bénéfice net dans ces monnaies pour la période considérée, par rapport à la période correspondante de l'exercice précédent, baisse partiellement contrebalancée par le raffermissement du dollar australien et du real brésilien.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS TRIMESTRIELS

Au cours des deux derniers exercices, les variations trimestrielles des produits étaient principalement attribuables aux acquisitions et aux cessions. Les variations du bénéfice net attribuable aux actionnaires s'expliquent essentiellement par le montant des variations de la juste valeur et des charges d'impôt différé comptabilisées et le moment où elles sont enregistrées, ainsi que par les fluctuations saisonnières et les influences cycliques liées à certaines activités. Des changements de propriété ont donné lieu à la consolidation ou à la déconsolidation des produits provenant de certains de nos actifs, particulièrement dans notre entreprise immobilière. D'autres facteurs incluent l'incidence de la conversion de devises sur les produits qui ne sont pas libellés en dollars américains.

Nos activités liées au secteur Immobilier génèrent habituellement des résultats stables chaque trimestre, en raison de la nature à long terme des contrats de location, sous réserve de la comptabilisation occasionnelle de profits à la cession et de profits liés à la résiliation de contrats. Nos immeubles de commerce de détail affichent habituellement des ventes au détail saisonnières plus élevées au quatrième trimestre, et nos complexes hôteliers et de villégiature ont tendance à enregistrer une hausse des produits et des coûts en raison de l'augmentation du nombre de clients au cours du premier trimestre. Nous évaluons nos biens immobiliers à la juste valeur sur une base trimestrielle, ce qui donne lieu à des variations du bénéfice net en fonction des variations de la valeur.

Les activités hydroélectriques de production d'énergie renouvelable ont un caractère saisonnier. La production a tendance à être plus élevée pendant la saison hivernale des pluies au Brésil et le dégel du printemps en Amérique du Nord, ce qui est toutefois atténué dans une certaine mesure par les prix qui ont tendance à ne pas être aussi élevés qu'en été et en hiver en raison des conditions météorologiques modérées et de la baisse de la demande d'électricité. Les conditions hydrologiques et le régime des vents peuvent également varier d'une année à l'autre. Nos activités liées au secteur Infrastructures ont un caractère généralement stable en raison de la réglementation ou des contrats de vente à long terme conclus avec nos clients qui, dans certains cas, garantissent des volumes minimaux.

Nos activités d'aménagement résidentiel sont à caractère saisonnier et une importante proportion de celles-ci sont mises en corrélation avec la reprise du marché de l'habitation aux États-Unis et, dans une moindre mesure, avec la conjoncture économique au Brésil. Ces activités génèrent des produits habituellement plus élevés aux troisième et quatrième trimestres, par rapport au premier semestre, car les conditions météorologiques sont plus favorables au second semestre, ce qui se traduit par une hausse des niveaux d'activités liées à la construction.

Nos comptes résumés de résultat pour les huit plus récents trimestres se présentent comme suit :

POUR LES PÉRIODES CLOSES
(EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS
PAR ACTION)

	2017		2016				2015	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Produits.....	9 444 \$	6 001 \$	6 935 \$	6 285 \$	5 973 \$	5 218 \$	5 538 \$	5 056 \$
Bénéfice net.....	958	518	97	2 021	584	636	1 187	845
Bénéfice net (perte nette) attribuable aux actionnaires.....	225	(37)	173	1 036	185	257	678	289
Par action								
– dilué(e).....	0,19 \$	(0,08) \$	0,14 \$	1,03 \$	0,15 \$	0,23 \$	0,66 \$	0,26 \$
– de base.....	0,20	(0,08)	0,15	1,05	0,16	0,23	0,67	0,27

Le tableau suivant présente les variations de la juste valeur et la charge d'impôt sur le résultat pour les huit derniers trimestres, ainsi que leur incidence combinée sur le bénéfice net.

POUR LES PÉRIODES CLOSES
(EN MILLIONS)

	2017		2016				2015	
	T2	T1	T4	T3	T2	T1	T4	T3
Variations de la juste valeur.....	213 \$	(204) \$	(488) \$	(59) \$	65 \$	352 \$	594 \$	389 \$
Impôt sur le résultat.....	(119)	(125)	(211)	992	(234)	(202)	(218)	(145)
Incidence nette.....	94 \$	(329) \$	(699) \$	933 \$	(169) \$	150 \$	376 \$	244 \$

Au cours des huit derniers trimestres, les facteurs suivants ont entraîné des variations d'un trimestre à l'autre au chapitre des produits et du bénéfice net attribuable aux actionnaires.

La hausse globale des résultats au deuxième trimestre de 2017 est surtout attribuable aux acquisitions conclues au cours du trimestre, y compris celles visant des activités de transport de gaz naturel réglementé et une entreprise de traitement des eaux de premier plan, situées au Brésil, ainsi qu'un fournisseur de carburants pour véhicules routiers au Royaume-Uni.

Au premier trimestre de 2017, nous avons comptabilisé des pertes liées à la juste valeur découlant essentiellement de pertes liées à la valeur de marché sur les bons de souscription de GGP, ainsi que des diminutions des évaluations liées à notre portefeuille d'immeubles de bureaux principaux. Les produits ont reculé par rapport au trimestre précédent en raison du caractère saisonnier du secteur résidentiel.

Au quatrième trimestre de 2016, l'incidence des hausses globales des produits de l'ensemble de nos entreprises a été contrebalancée par des pertes de valeur de 530 M\$ sur certains actifs financiers en raison d'évaluations à la baisse fondées sur les cours des marchés organisés au sein de nos activités liées au secteur Capital-investissement. Les résultats pour le trimestre comprennent également des intérêts comptabilisés réalisés de 149 M\$, déduction faite des coûts connexes.

Au troisième trimestre de 2016, nous avons comptabilisé une économie d'impôt de 900 M\$ découlant d'une réduction du taux d'imposition effectif attribuable à la restructuration de certaines de nos activités liées au secteur Immobilier aux États-Unis, dont une tranche de 600 M\$ était attribuable aux actionnaires.

Aux premier et deuxième trimestres de 2016, les produits ont augmenté en raison de l'acquisition de nos installations de production d'énergie hydroélectrique en Colombie, de nos biens immobiliers présentant des occasions et de nos placements en capital-investissement. Les résultats du deuxième trimestre de 2016 comprennent également des produits de 208 M\$ à la vente de trois aménagements résidentiels et des produits additionnels découlant de l'augmentation de l'ampleur de nos activités de construction.

Au quatrième trimestre de 2015, nous avons comptabilisé des profits liés à la juste valeur de 594 M\$ qui découlent de nos immeubles de bureaux. Nos produits reflètent également l'achèvement de projets importants au sein de nos activités liées à la construction, ainsi que les ventes d'habitations conclues dans le cadre de nos activités d'aménagement résidentiel.

Au troisième trimestre de 2015, nous avons acquis un exploitant de centres de villégiature au Royaume-Uni ainsi qu'un portefeuille d'immeubles résidentiels aux États-Unis par l'entremise de notre fonds privé institutionnel, ce qui s'est traduit par une augmentation des produits de 146 M\$ et de 214 M\$, respectivement, pour les troisième et quatrième trimestres de 2015.

PARTIE 3 – RÉSULTATS DES SECTEURS OPÉRATIONNELS

MODE DE PRÉSENTATION

Évaluation et présentation de nos secteurs opérationnels

Aux fins de la présentation de l'information financière interne et externe, nos activités sont structurées en fonction de notre entreprise de gestion d'actifs, de nos cinq divisions opérationnelles et des activités de notre siège social, et forment collectivement sept secteurs opérationnels. Nous mesurons notre performance opérationnelle principalement au moyen des flux de trésorerie liés aux opérations générés par chacun de nos secteurs opérationnels et du montant du capital investi par la Société dans chaque secteur au moyen des capitaux propres ordinaires par secteur.

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2017, nous avons changé le nom du secteur Immeubles pour Immobilier. La présentation de l'information financière ainsi que de l'information aux fins de la prise de décisions par la direction pour ce secteur est demeurée la même sous le nouveau nom. Aucun changement quantitatif n'a été appliqué aux périodes présentées par suite du changement de nom.

Nos secteurs opérationnels sont décrits ci-après :

- i) Les activités liées au secteur *Gestion d'actifs* comprennent la gestion de nos sociétés de personnes cotées, de nos fonds privés et de nos titres cotés en Bourse, en notre nom et en celui de nos clients. Nous générons des honoraires de gestion de base contractuels pour ces activités et nous touchons également des distributions incitatives et un revenu en fonction du rendement, ce qui comprend les honoraires en fonction du rendement et les intérêts comptabilisés.
- ii) Les activités liées au secteur *Immobilier* comprennent la propriété, l'exploitation et l'aménagement d'immeubles de bureaux, d'immeubles de commerce de détail, d'immeubles industriels, d'immeubles résidentiels, de biens hôteliers et d'autres immeubles.
- iii) Les activités liées au secteur *Énergie renouvelable* sont composées de la propriété, de l'exploitation et de l'aménagement de centrales hydroélectriques, de parcs éoliens et d'autres installations de production d'énergie.
- iv) Les activités liées au secteur *Infrastructures* comprennent la propriété, l'exploitation et l'aménagement de services publics et de services liés au transport, à l'énergie, aux infrastructures de communications et aux actifs liés aux ressources durables.
- v) Les activités liées au secteur *Capital-investissement* comprennent une gamme variée de secteurs, et elles sont surtout axées sur la construction, les services commerciaux, l'énergie et les activités industrielles.
- vi) Les activités liées au secteur *Aménagement résidentiel* englobent la construction de maisons, l'aménagement de copropriétés et l'aménagement de terrains résidentiels.
- vii) Le secteur *Activités du siège social* comprend le placement de la trésorerie et des actifs financiers ainsi que la gestion de la structure du capital de la Société, y compris les emprunts généraux et les capitaux propres privilégiés, qui financent une partie du capital investi dans nos autres activités. Certaines charges générales, notamment celles liées à la technologie et à l'exploitation, sont engagées pour le compte de nos secteurs opérationnels et sont affectées de façon précise à chaque secteur opérationnel en fonction d'un cadre d'établissement des prix interne.

Mesures financières des secteurs

Dans les rubriques suivantes, les mesures d'exploitation des secteurs que nous employons pour décrire et évaluer la performance sectorielle sont utilisées. Le calcul de ces mesures peut différer de celui utilisé par d'autres sociétés et, par conséquent, ces mesures peuvent ne pas être comparables à des mesures semblables présentées par d'autres sociétés.

Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations comme le bénéfice net excluant les variations de la juste valeur, les amortissements et l'impôt différé, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations, nous incluons notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations des placements mis en équivalence, après dilution. Les flux de trésorerie liés aux opérations comprennent également les profits ou les pertes à la cession réalisés, qui correspondent aux profits ou aux pertes découlant des transactions effectuées au cours de la période de présentation de l'information financière, ajustés pour tenir compte des variations connexes de la juste valeur et de l'écart de réévaluation comptabilisés au cours de périodes précédentes, de l'impôt à payer ou à recevoir dans le cadre de ces transactions, ainsi que des montants qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres, comme les changements de propriété.

Nous calculons les actifs des secteurs en fonction des capitaux propres ordinaires par secteur, soit le montant des capitaux propres ordinaires attribués à chaque secteur. Les capitaux propres ordinaires par secteur nous servent dans l'examen de notre bilan déconsolidé ainsi que dans la prise de décision à l'égard de l'attribution du capital. Ces mesures d'exploitation et leur définition respective sont présentées aux pages 41 à 44 de notre rapport annuel au 31 décembre 2016.

Le total des flux de trésorerie liés aux opérations est une mesure non définie par les IFRS. Un rapprochement du bénéfice net et du total des flux de trésorerie liés aux opérations est présenté à la Partie 5 – Informations supplémentaires du présent rapport.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS PAR SECTEUR OPÉRATIONNEL

Le tableau qui suit illustre les produits, les flux de trésorerie liés aux opérations et les capitaux propres ordinaires par secteur d'une période à l'autre à des fins de comparaison.

AU 30 JUIN 2017 ET AU 31 DÉCEMBRE 2016 ET POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN (EN MILLIONS)	Produits par secteur ¹			Flux de trésorerie liés aux opérations par secteur ²			Capitaux propres ordinaires par secteur		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Gestion d'actifs.....	353 \$	292 \$	61 \$	231 \$	190 \$	41 \$	338 \$	328 \$	10 \$
Immobilier.....	1 757	1 697	60	661	275	386	16 792	16 727	65
Énergie renouvelable.....	654	617	37	65	37	28	4 702	4 826	(124)
Infrastructures.....	1 042	554	488	84	111	(27)	2 571	2 697	(126)
Capital-investissement.....	5 453	2 532	2 921	62	105	(43)	2 867	2 862	5
Aménagement résidentiel.....	499	565	(66)	(30)	(7)	(23)	2 749	2 679	70
Activités du siège social.....	73	64	9	(47)	(74)	27	(7 690)	(7 620)	(70)
	9 831 \$	6 321 \$	3 510 \$	1 026 \$	637 \$	389 \$	22 329 \$	22 499 \$	(170) \$

1. Les produits par secteur comprennent les produits intersectoriels, qui sont ajustés de manière à obtenir les produits externes en vertu des IFRS. Se reporter à la note 3b) des états financiers consolidés pour un rapprochement des produits par secteur et des produits externes.

2. Le total des flux de trésorerie liés aux opérations par secteur est une mesure non définie par les IFRS. Se reporter au rapprochement du bénéfice net et du total des flux de trésorerie liés aux opérations par secteur présenté à la Partie 5 – Informations supplémentaires.

Le total des produits par secteur et des flux de trésorerie liés aux opérations par secteur s'est chiffré à 9,8 G\$ et à 1,0 G\$, respectivement, au deuxième trimestre de 2017, comparativement à 6,3 G\$ et à 637 M\$, respectivement, au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Les flux de trésorerie liés aux opérations comprennent des profits à la cession réalisés de 464 M\$ pour le trimestre, comparativement à 123 M\$ à la période précédente. Les produits par secteur, les flux de trésorerie liés aux opérations par secteur et les capitaux propres ordinaires par secteur sont analysés plus en détail ci-après.

GESTION D'ACTIFS

Les activités liées au secteur Gestion d'actifs comprennent la gestion de nos portefeuilles de sociétés de personnes cotées, de fonds privés et de titres cotés en Bourse. Au 30 juin 2017, nous gérons des capitaux générant des honoraires de 117 G\$, dont une tranche de 91 G\$ provenait des clients et le solde de 26 G\$, de la Société. Le tableau qui suit présente un sommaire des capitaux générant des honoraires.

AU 30 JUIN 2017 ET AU 31 DÉCEMBRE 2016 (EN MILLIONS)	Sociétés de personnes cotées ¹		Fonds privés ¹	Titres cotés en Bourse	Total – 2017	Total – 2016
	Immobilier.....	21 379 \$	20 152 \$	— \$	— \$	41 531 \$
Énergie renouvelable.....	12 687	6 907	—	—	19 594	18 690
Infrastructures.....	18 456	17 974	—	—	36 430	28 909
Capital-investissement.....	2 423	5 017	—	—	7 440	6 811
Autres.....	—	—	—	12 259	12 259	10 577
30 juin 2017.....	54 945 \$	50 050 \$	— \$	12 259 \$	117 254 \$	s.o.
31 décembre 2016.....	49 375 \$	49 624 \$	— \$	10 577 \$	s.o.	109 576 \$

1. Inclut des capitaux de Brookfield de 26 G\$ investis dans des sociétés de personnes cotées (31 décembre 2016 – 22 G\$) et des capitaux de 0,4 G\$ investis dans des fonds privés (31 décembre 2016 – 0,3 G\$).

Sociétés de personnes cotées : Nous gérons 55 G\$ de capitaux générant des honoraires dans des entités inscrites en Bourse à capital perpétuel, y compris BPY, BEP, BIP, BBU et Acadian Timber Corp. Nous recevons, à titre de rémunération pour notre gestion de ces entités, des honoraires de gestion de base qui sont principalement déterminés en fonction de la capitalisation boursière de ces entités, ainsi que des distributions incitatives et des honoraires en fonction du rendement. Les distributions incitatives pour BPY, BEP et BIP équivalent à une tranche de la hausse des distributions de sociétés de personnes qui dépasse les seuils minimaux préétablis. Les honoraires en fonction du rendement de BBU sont calculés en fonction des hausses du prix des parts de BBU supérieures à 25,00 \$, sous réserve d'un seuil croissant qui se réinitialise à chacun des paiements.

Fonds privés : Nous gérons 50 G\$ de capitaux générant des honoraires répartis dans 38 fonds privés, dont 8 en sont à l'étape de l'investissement. Les capitaux des fonds privés à capital fixe sont généralement engagés pour une période de dix ans à partir de la constitution du fonds, avec deux options de prorogation de un an. Les capitaux des fonds privés à capital variable n'ont pas de date de fin établie; toutefois, les clients peuvent racheter sur demande leur capital, sous réserve de certaines dispositions et restrictions déterminées dans les ententes relatives aux fonds. Les investisseurs dans nos fonds privés comptent approximativement 465 investisseurs mondiaux dont l'engagement moyen est de 110 M\$. Nous touchons, à titre de rémunération pour la gestion de ces fonds privés, des honoraires de base qui sont généralement déterminés en fonction des engagements appelés et non appelés. De façon générale, nous sommes également en droit de recevoir des intérêts comptabilisés qui correspondent à une tranche du rendement des placements réalisés, à condition que les clients reçoivent d'abord un rendement minimal préétabli.

Titres cotés en Bourse : Nous gérons 12 G\$ de capitaux générant des honoraires répartis dans de nombreux fonds ainsi que des comptes gérés séparément, la priorité étant accordée aux titres à revenu fixe et aux titres de capitaux propres. Nous agissons tant comme conseiller que comme sous-conseiller et nous touchons des honoraires de gestion de base ainsi que des honoraires en fonction du rendement.

Les principales variations de nos capitaux générant des honoraires au cours du trimestre sont présentées dans le tableau ci-dessous.

POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2017 (EN MILLIONS)	Sociétés de personnes cotées	Fonds privés	Titres cotés en Bourse	Total
Solde au 31 mars 2017.....	52 102 \$	49 744 \$	11 268 \$	113 114 \$
Rentrées de fonds	—	3 536	817	4 353
Sorties de fonds	—	—	(102)	(102)
Distributions	(568)	(117)	—	(685)
Évaluation du marché	3 491	67	276	3 834
Autres	2 423	(15)	—	2 408
Variations	5 346	3 471	991	9 808
Capital géré par BPY ¹	(2 503)	(3 165)	—	(5 668)
Solde au 30 juin 2017.....	54 945 \$	50 050 \$	12 259 \$	117 254 \$

1. Représente le retrait du capital géré par BPY des sociétés de personnes cotées et des fonds privés, respectivement, à la fin du trimestre, ce qui tient compte de la privatisation de notre fonds auparavant coté en Bourse de BOX et du reclassement de plusieurs fonds privés de BPO afin de simplifier notre présentation de l'information financière.

Les capitaux générant des honoraires ont augmenté de 4,1 G\$ au cours du trimestre.

Les prix des parts de nos sociétés de personnes cotées ont augmenté, ce qui a donné lieu à une hausse de 3,5 G\$ de la capitalisation. Les emprunts nets de filiales compris dans les valeurs de capitalisation ont augmenté de 2,4 G\$ en raison du déploiement de ressources en trésorerie dans divers placements. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par des distributions de 568 M\$ aux porteurs de parts.

Les rentrées de fonds à l'égard des fonds privés, qui se chiffraient à 3,5 G\$, comprennent une nouvelle clôture relative à notre plus récent fonds de financement immobilier et des capitaux de 3,1 G\$ destinés au co-investissement relatifs à des acquisitions réalisées par nos fonds d'infrastructures et liés au capital-investissement, qui ont été partiellement contrebalancés par un remboursement de capital de 117 M\$ dans plusieurs fonds.

Les capitaux générant des honoraires ont connu une baisse de 5,7 G\$. Ils sont composés du capital géré par BPY des sociétés de personnes cotées et des fonds privés à la fin du trimestre, ce qui tient compte de la privatisation de notre fonds auparavant coté en Bourse de Brookfield Canada Office Properties (« BOX ») et du reclassement de plusieurs anciens fonds privés de Brookfield Office Properties (« BPO ») afin de simplifier notre présentation de l'information financière.

Les rentrées de fonds de 817 M\$ liées aux titres cotés en Bourse, attribuables à des flux positifs au sein de nos fonds communs de placement axés sur l'immobilier et de nos comptes gérés, et l'appréciation des marchés de 276 M\$ au cours du trimestre ont été en partie contrebalancées par les rachats de 102 M\$.

Sommaire des résultats d'exploitation

Les produits tirés de la gestion d'actifs comprennent le bénéfice tiré des honoraires et les intérêts comptabilisés que nous gagnons à l'égard du capital géré pour les investisseurs, y compris le capital investi par nous dans les sociétés de personnes cotées. Cette façon de faire est représentative de la façon dont nous gérons les activités et constitue une façon plus précise de calculer le rendement de nos activités de gestion d'actifs.

Le tableau qui suit présente la répartition des produits par secteur et des flux de trésorerie liés aux opérations par secteur relatifs à la gestion d'actifs en fonction du bénéfice tiré des honoraires et des intérêts comptabilisés réalisés pour en faciliter l'analyse. Nous avons fourni des informations supplémentaires, au moyen de renvois, pour expliquer les fluctuations importantes par rapport à la période précédente.

POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN (EN MILLIONS)	Renvois	Produits par secteur		Flux de trésorerie liés aux opérations par secteur	
		2017	2016	2017	2016
Bénéfice tiré des honoraires.....	i	353 \$	292 \$	231 \$	190 \$
Intérêts comptabilisés réalisés	ii	—	—	—	—
		353 \$	292 \$	231 \$	190 \$

i) Bénéfice tiré des honoraires

Le tableau qui suit présente plus en détail la répartition du bénéfice tiré des honoraires afin de faciliter l'analyse de cette composante de nos flux de trésorerie liés aux opérations par secteur.

POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN
(EN MILLIONS)

	<u>2017</u>	<u>2016</u>
Produits sous forme d'honoraires		
Honoraires de gestion de base	268 \$	267 \$
Distributions incitatives	37	25
Honoraires en fonction du rendement	25	—
Frais transactionnels et honoraires liés aux services-conseils ¹	23	—
	<u>353</u>	<u>292</u>
Charges directes et autres ¹	<u>(122)</u>	<u>(102)</u>
Bénéfice tiré des honoraires	<u>231 \$</u>	<u>190 \$</u>

1. Les frais transactionnels et honoraires liés aux services-conseils ainsi que les charges directes pour 2016 ont été retraités pour reclasser les produits sous forme d'honoraires liés aux services-conseils tirés des activités qui sont détenues par BBU dans notre secteur Capital-investissement.

Le bénéfice tiré des honoraires a augmenté de 41 M\$, la hausse de la capitalisation et des distributions au sein de nos sociétés de personnes cotées ayant fait augmenter les honoraires de gestion de base et les distributions incitatives reçues de 34 % et de 48 %, respectivement. Nous avons aussi reçu nos premiers honoraires en fonction du rendement pour BBU ce trimestre, qui ont représenté un apport de 25 M\$. Ils ont été en partie contrebalancés par des honoraires de rattrapage, lesquels ont été reçus de clients lors de la clôture de mobilisation de capitaux survenue après la clôture initiale de certains fonds privés, au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, tandis qu'aucuns honoraires de ce type n'ont été comptabilisés au cours du trimestre considéré. En outre, nous avons engagé des coûts plus élevés à mesure que nous avons élargi nos activités.

Les honoraires de gestion de base sont demeurés relativement stables à 268 M\$, comparativement à 267 M\$ au deuxième trimestre de 2016. Nos fonds privés ont fourni un apport de 112 M\$ en honoraires de base, comparativement à 142 M\$ pour la période correspondante de 2016. Les honoraires des fonds privés pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenaient des honoraires de rattrapage de 31 M\$ de même que des honoraires de 5 M\$ provenant de fonds privés pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent, qui sont maintenant reçus à titre d'honoraires de sociétés de personnes cotées par suite de la scission-distribution de BBU. Compte non tenu de l'incidence de ces honoraires, les honoraires de base provenant de nos fonds privés ont augmenté en raison de la hausse des niveaux de capitaux générant des honoraires en raison du capital mobilisé au cours des 12 derniers mois. Cette hausse a été en partie contrebalancée par des réductions des honoraires de base relativement aux sorties de capitaux et aux distributions. Les honoraires de gestion de base de nos sociétés de personnes cotées ont augmenté de 34 M\$ par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent pour se chiffrer à 135 M\$, ce qui comprend des honoraires de gestion de base de 129 M\$ provenant de BPY, de BIP, de BEP et de BBU, en raison des niveaux supérieurs de capitalisation et de l'inclusion d'honoraires provenant de BBU.

Nous avons reçu des distributions incitatives de 37 M\$ de BIP, de BEP et de BPY, ce qui représente une hausse de 48 % par rapport au deuxième trimestre de 2016. Cette croissance représente notre quote-part en tant que gestionnaire de la hausse de 11 %, de 5 % et de 5 % des distributions sur les parts de BIP, de BEP et de BPY, respectivement. Les distributions de BIP et de BEP ont dépassé leur seuil minimal respectif aux fins des distributions incitatives et, par conséquent, nous recevons 25 % des hausses futures au titre des distributions effectuées par ces entités. BPY verse des distributions incitatives de 15 % étant donné que ses distributions annualisées actuelles de 1,18 \$ par part dépassent le premier seuil aux fins des distributions de 1,10 \$ par part. Nous avons reçu des honoraires en fonction du rendement de 25 M\$ de BBU au cours du trimestre, ce qui constitue les premiers honoraires en fonction du rendement que nous ayons reçus depuis que nous gérons cette entité. BBU verse des honoraires en fonction du rendement équivalant à 20 % des hausses des prix par part supérieures à 25,00 \$, sous réserve d'un seuil croissant qui se réinitialise à chacun des paiements et qui a maintenant été augmenté à 26,17 \$. Les frais transactionnels et honoraires liés aux services-conseils de 23 M\$ représentent les honoraires gagnés sur les co-investissements.

Les charges directes et autres se composent principalement des charges liées au personnel et des honoraires, ainsi que des coûts relatifs aux technologies liés aux activités et autres services partagés. Les charges directes ont augmenté de 20 % pour atteindre 122 M\$ en raison de l'expansion de nos activités, et comprennent des participations ne donnant pas le contrôle de 2 M\$ dans les bénéfices tirés des honoraires comptabilisés par des entités détenues partiellement (2016 – 4 M\$).

ii) Intérêts comptabilisés réalisés

Nous n'inscrivons les intérêts comptabilisés qu'à la fin de la période de calcul pertinente en vertu des IFRS, soit habituellement à la fin ou à l'approche de la fin de la durée du fonds. Néanmoins, nous fournissons de l'information supplémentaire et l'analyse ci-dessous quant au montant estimatif des intérêts comptabilisés latents qui ont été accumulés en fonction du rendement du fonds jusqu'à la date de clôture des états financiers. Les intérêts comptabilisés latents représentent le montant des intérêts comptabilisés auquel nous aurions droit si les fonds privés étaient liquidés le dernier jour de la période de présentation de l'information financière, selon la valeur estimative des placements sous-jacents. Les intérêts comptabilisés latents sont une mesure non définie par les IFRS et nous présentons un rapprochement des intérêts comptabilisés réalisés et des intérêts comptabilisés latents à la Partie 5 – Informations supplémentaires du présent rapport.

Les montants des intérêts comptabilisés latents et des charges connexes sont présentés dans le tableau qui suit.

AUX 30 JUIN ET POUR LES TRIMESTRES CLOS À CES DATES (EN MILLIONS)	2017			2016		
	Intérêts comptabilisés latents	Charges directes	Montant net	Intérêts comptabilisés latents	Charges directes	Montant net
Solde latent, au début de la période	1 064 \$	(354) \$	710 \$	795 \$	(263) \$	532 \$
Variation au cours de la période						
Montant généré ¹	155	(30)	125	130	(47)	83
Solde latent, à la fin de la période.....	1 219 \$	(384) \$	835 \$	925 \$	(310) \$	615 \$

1. Intérêts comptabilisés latents générés au cours de la période. Les montants dépendent du rendement futur des placements. Représente l'estimation de la direction du montant des intérêts comptabilisés auquel nous aurions droit si les fonds privés étaient liquidés à la fin de la période.

Le rendement des placements dans nos fonds privés a généré des intérêts comptabilisés latents de 155 M\$ au cours du trimestre. Compte non tenu de l'incidence du change sur nos placements libellés en monnaies autres que le dollar américain, nous avons généré des intérêts comptabilisés latents de 181 M\$, comparativement à 120 M\$ au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, soit une hausse de 51 %, car les placements dans l'ensemble de nos principaux fonds privés les plus récents ont commencé à générer des coûts de portage. De plus, le rendement des placements généré par l'intermédiaire du capital précédemment investi au sein de nos capitaux admissibles comptabilisés a connu une hausse au cours du trimestre considéré. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par des cessions de placements dans les fonds privés dont le produit a été remis aux clients au cours des 12 derniers mois.

Le cumul des intérêts comptabilisés latents totalisait 1,2 G\$ au 30 juin 2017. Nous estimons que des coûts connexes d'environ 384 M\$ découleront de la réalisation du cumul des montants à ce jour. Le délai moyen pondéré de réalisation des fonds qui comprennent le solde des intérêts comptabilisés latents de l'exercice considéré est de six ans. La constatation des intérêts comptabilisés dépend du rendement futur des placements.

IMMOBILIER

Aperçu

Nous détenons la quasi-totalité de nos biens immobiliers commerciaux par l'entremise de notre participation financière de 64 % dans BPY, qui est inscrite à la cote de la Bourse de New York et de la Bourse de Toronto et avait une capitalisation boursière de 18,8 G\$ au 30 juin 2017, d'après les prix en vigueur sur le marché. BPY détient des actifs immobiliers directement ainsi que par l'intermédiaire de fonds privés que nous gérons. Nous détenons également 1,3 G\$ d'actions privilégiées de BPY, qui offrent un rendement d'environ 6,2 % en fonction de leur valeur de rachat.

Les activités de BPY sont structurées essentiellement de la façon suivante :

Immeubles de bureaux principaux : Nous détenons des participations dans des portefeuilles d'immeubles de bureaux, et exploitons ces immeubles, qui sont au nombre de 146 et représentent un total de 99 millions de pieds carrés de locaux pour bureaux. Les immeubles sont principalement situés dans les marchés commerciaux les plus importants du monde, comme New York, Londres, Los Angeles, Washington, D.C., Sydney, Toronto et Berlin. Nous aménageons également des immeubles de bureaux soigneusement choisis, et nos projets d'aménagement actifs se composent de participations dans 15 emplacements d'une superficie totale de 11 millions de pieds carrés.

Immeubles de commerce de détail principaux : Notre portefeuille d'immeubles de commerce de détail principaux se compose de participations dans 126 centres commerciaux régionaux et immeubles de commerce de détail urbains représentant un total de 123 millions de pieds carrés aux États-Unis. Nos activités liées au commerce de détail sont détenues par l'intermédiaire de notre placement mis en équivalence de 22 %, après dilution, dans GGP. Notre portefeuille de centres commerciaux comprend des projets de réaménagement pour lesquels les coûts d'aménagement se chiffrent à environ 439 M\$ (sur une base proportionnelle).

Immeubles présentant des occasions : Nous détenons et exploitons un portefeuille mondial de placements immobiliers qui visent à dégager des rendements supérieurs à ceux de nos portefeuilles d'immeubles de bureaux et de commerce de détail. Notre portefeuille d'immeubles présentant des occasions se compose d'actifs de grande qualité à fort potentiel opérationnel dans diverses catégories d'actifs, y compris les immeubles de bureaux, les immeubles de commerce de détail, les immeubles résidentiels, les immeubles industriels, les biens hôteliers, les biens à bail hypernet, les immeubles de stockage en libre-service, les résidences pour étudiants et les maisons préfabriquées.

Le tableau qui suit présente la répartition des produits, des flux de trésorerie liés aux opérations et des capitaux propres ordinaires par secteur en fonction des montants attribuables à notre participation dans BPY, des montants représentés par d'autres placements immobiliers et des profits à la cession réalisés, afin d'en faciliter l'analyse. Nous avons fourni des informations supplémentaires, au moyen de renvois, pour expliquer les fluctuations importantes par rapport à la période précédente.

Renvois	Produits par secteur		Flux de trésorerie liés aux opérations par secteur		Capitaux propres ordinaires par secteur		
	2017	2016	2017	2016	2017	2016	
Brookfield Property Partners							
Parts de capitaux propres ¹	i	1 489 \$	1 293 \$	173 \$	163 \$	15 240 \$	15 371 \$
Actions privilégiées.....		19	19	19	19	1 265	1 265
		1 508	1 312	192	182	16 505	16 636
Autres placements immobiliers.....		249	385	5	13	287	91
Profits à la cession réalisés.....	ii	—	—	464	80	—	—
		1 757 \$	1 697 \$	661 \$	275 \$	16 792 \$	16 727 \$

1. Les parts de capitaux propres de Brookfield dans BPY comprennent 432,6 millions de parts rachetables-échangeables, 50,4 millions de parts de société en commandite de catégorie A, 4,8 millions de parts de société en commandite spéciales et 0,1 million de parts de commandité, qui représentent collectivement une participation financière de 64 % dans BPY.

Les flux de trésorerie liés aux opérations provenant de BPY, y compris les actions privilégiées, ont augmenté pour s'établir à 192 M\$ au cours du trimestre considéré. Les résultats ont profité des récentes acquisitions au sein de notre fonds d'immeubles présentant des occasions, des activités de location au sein de nos portefeuilles d'immeubles de commerce de détail et d'immeubles de bureaux principaux, ainsi que des profits non récurrents provenant de règlements, en partie contrebalancés par l'incidence des cessions. Par ailleurs, les produits et les flux de trésorerie liés aux opérations relatifs à la vente de trois immeubles de commerce destinés à l'aménagement qui ne s'est pas répétée au cours du trimestre considéré sont inclus dans les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a eu une incidence sur les résultats de BPY et d'autres placements immobiliers, lesquels comprennent principalement des actifs immobiliers directement détenus, des emprunts connexes et des obligations relatives à des actions privilégiées. Les flux de trésorerie liés aux opérations du trimestre considéré comprenaient aussi de plus importants profits à la cession réalisés, qui provenaient principalement de la vente d'une tour de bureaux à New York.

i) Brookfield Property Partners

Le tableau qui suit présente la répartition des flux de trésorerie liés aux opérations de BPY par secteur, afin de faciliter l'analyse des variations d'un exercice à l'autre des flux de trésorerie liés aux opérations par secteur.

POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN
(EN MILLIONS)

	2017	2016
Immeubles de bureaux principaux.....	162 \$	150 \$
Immeubles de commerce de détail principaux.....	119	108
Immeubles présentant des occasions.....	96	110
Siège social.....	(119)	(118)
Attribuables aux porteurs de parts.....	258	250
Participations ne donnant pas le contrôle.....	(81)	(80)
Réaffectation sectorielle et autres.....	(4)	(7)
Participation de Brookfield.....	173 \$	163 \$

Au deuxième trimestre de 2017, les flux de trésorerie liés aux opérations de BPY se sont chiffrés à 258 M\$, et notre quote-part, à 173 M\$ comparativement à 163 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les flux de trésorerie liés aux opérations provenant des immeubles de bureaux principaux ont augmenté de 12 M\$ pour atteindre 162 M\$ grâce à la croissance de 2,0 % des flux de trésorerie liés aux opérations selon des biens comparables, laquelle tient principalement au début de contrats de location dans le Lower Manhattan, ainsi qu'à un profit de 32 M\$ lié au règlement d'anciens litiges. Ces variations positives ont été contrebalancées en partie par l'absence de flux de trésorerie liés aux opérations à l'égard des actifs vendus, ainsi que par l'incidence du change, particulièrement en ce qui a trait à la dépréciation de la livre sterling.

Le total des loyers moyens nets en vigueur consolidés a augmenté de 3,4 % depuis la fin de l'exercice pour atteindre 28,82 \$ par pied carré en raison des activités de location. Le total du taux d'occupation consolidé a augmenté pour s'établir à 90,9 %, soit une hausse de 20 points de base par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Globalement, les loyers nets en vigueur sont actuellement de 14 % inférieurs à ceux du marché.

En ce qui concerne le total du portefeuille, nous avons loué une superficie d'environ 3,9 millions de pieds carrés assujettie à des loyers moyens nets en vigueur de 37,93 \$ par pied carré depuis la fin de l'exercice, en hausse de 31 % par rapport aux loyers nets arrivant à expiration, qui s'établissaient à 28,92 \$ par pied carré.

Nous avons actuellement des projets d'aménagement actifs qui portent sur 11 millions de pieds carrés, notamment aux édifices Manhattan West à New York, Brookfield Place à Calgary, ICD Dubai, ainsi qu'aux édifices 100 Bishopgate, One Bank et London Wall Place à Londres, au Royaume-Uni. Les actifs liés à l'aménagement d'immeubles de bureaux sont préloués, dans l'ensemble, à 49 %, et nous estimons devoir engager des coûts supplémentaires de 2,6 G\$ pour en terminer les travaux de construction.

Les flux de trésorerie liés aux opérations des activités de commerce de détail de BPY, lesquels découlent de sa participation dans GGP, ont augmenté de 11 M\$ pour s'établir à 119 M\$ au cours du trimestre considéré, ce qui est surtout attribuable à une croissance positive selon des biens comparables. GGP a aussi généré des flux de trésorerie liés aux opérations de 9 M\$ à partir des ventes de copropriétés dans un immeuble situé à Hawaï étant donné qu'elle favorise l'aménagement complémentaire de ses propriétés à titre de sources additionnelles de revenus. Ces types d'aménagements ont aussi l'avantage d'accroître l'achalandage à mesure que la population se densifie autour du centre commercial. Le taux d'occupation de notre portefeuille d'immeubles de commerce de détail comparables s'établissait à 94,6 % au 30 juin 2017, ce qui représente une baisse de 50 points de base par rapport au 30 juin 2016, du fait qu'un nombre peu élevé de faillites des locataires a eu une incidence sur le taux d'occupation, même si la majeure partie de cet espace a été reloué par la suite. Le début de contrats de location selon des biens comparables a donné lieu à une hausse des loyers en vigueur, qui sont passés de 61,52 \$ au 30 juin 2016 à 62,81 \$ au 30 juin 2017. Les écarts de loyers moyens et initiaux sur les contrats de location signés, qui ont débuté au deuxième trimestre de l'exercice précédent, étaient de 10,0 % et de 20,1 %, par rapport aux contrats de location arrivant à expiration les uns après les autres.

BPY détient ses actifs présentant des occasions principalement par l'intermédiaire de fonds privés que nous gérons. La quote-part de BPY des flux de trésorerie liés aux opérations provenant de ces actifs s'est établie à 96 M\$ au cours du trimestre considéré. Les flux de trésorerie liés aux opérations ont profité de la croissance sur une base comparable de nos portefeuilles d'immeubles industriels, de commerce de détail et de bureaux au Brésil et en Inde, ainsi que du capital investi au cours du dernier exercice, y compris les acquisitions visant un complexe à usage mixte en Corée, la privatisation d'un portefeuille de centres commerciaux régionaux aux États-Unis, d'un portefeuille de résidences pour étudiants au Royaume-Uni et d'un portefeuille de maisons préfabriquées aux États-Unis. Ces variations positives ont été davantage contrebalancées par l'absence de flux de trésorerie liés aux opérations découlant des ventes d'immeubles de commerce destinés à l'aménagement au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, par des cessions d'actifs arrivés à maturité, ainsi que par l'incidence défavorable du change.

ii) Profits à la cession réalisés

Les profits à la cession réalisés de 464 M\$ pour le trimestre considéré se rapportent à la cession de l'édifice 245 Park Avenue, un immeuble de bureaux situé dans le quartier Midtown de Manhattan, tandis que les profits de 80 M\$ comptabilisés pour le trimestre correspondant de l'exercice précédent comprenaient la vente d'une participation partielle dans un immeuble de bureaux principal dans le Lower Manhattan, ainsi que des ventes d'actifs dans les fonds présentant des occasions.

Capitaux propres ordinaires par secteur

Notre secteur Immobilier comprend surtout des placements dans des entreprises liées à des biens commerciaux, dont les actifs sont principalement des immeubles de placement qui sont comptabilisés à la juste valeur et réévalués trimestriellement. Les capitaux propres ordinaires par secteur se chiffraient à 16,8 G\$ au 30 juin 2017 (31 décembre 2016 – 16,7 G\$) du fait que l'apport positif des flux de trésorerie liés aux opérations et les profits sur évaluation de nos immeubles de placement ont été en partie contrebalancés par les distributions versées.

ÉNERGIE RENOUVELABLE

Aperçu

Nous détenons principalement nos activités liées au secteur Énergie renouvelable par l'intermédiaire de notre participation financière de 60,3 % dans BEP, qui est inscrite à la cote des Bourses de New York et de Toronto et dont la capitalisation boursière était de 9,6 G\$ au 30 juin 2017, d'après les prix en vigueur sur le marché. Le 6 juillet 2017, BEP a conclu l'émission de 13,2 millions de parts en contrepartie d'environ 550 M\$ CA. De ce nombre, Brookfield a acquis 4,9 millions de parts, ce qui s'est traduit par une hausse de nos dépenses d'investissement et par une dilution de notre participation financière, qui est passée de 61,3 % à 60,3 %. BEP détient l'un des portefeuilles cotés en Bourse axés sur l'énergie renouvelable les plus importants du monde, réparti entre 15 marchés énergétiques en Amérique du Nord, en Colombie, au Brésil et en Europe.

Les activités de BEP sont structurées essentiellement de la façon suivante :

Centrales hydroélectriques : Nous détenons et exploitons 218 centrales hydroélectriques situées sur 82 réseaux hydrographiques en Amérique du Nord, au Brésil et en Colombie. Nos activités liées aux centrales hydroélectriques ont une capacité installée de 8 478 MW et une production annuelle moyenne à long terme de 20 741 gigawattheures (« GWh ») sur une base proportionnelle.

Énergie éolienne : Nous détenons et exploitons 36 parcs éoliens en Amérique du Nord, en Europe et au Brésil. La puissance installée de nos activités liées à l'énergie éolienne est de 1 468 MW, et leur production moyenne à long terme est de 2 506 GWh sur une base proportionnelle.

Nous gérons la vente de l'énergie produite par BEP en Amérique du Nord par l'intermédiaire de nos activités liées à la commercialisation de l'énergie (« Brookfield Energy Marketing » ou « BEMI »). Nous achetons une partie de l'énergie de BEP en vertu de contrats à long terme à des prix préétablis, ce qui accroît la stabilité des produits de BEP. Nous vendons de l'énergie en vertu de contrats à long terme et sur le marché libre et gagnons aussi des produits accessoires, comme des crédits ou des primes au titre de la capacité et de l'énergie renouvelable, ce qui nous confère une participation accrue dans les augmentations (ou les diminutions) futures des prix de l'énergie.

Le tableau suivant présente la répartition des produits, des flux de trésorerie liés aux opérations et des capitaux propres ordinaires par secteur en fonction des montants attribuables à notre participation dans BEP et aux activités de BEMI et des profits à la cession réalisés. Nous avons fourni des informations supplémentaires, au moyen de renvois, pour expliquer les fluctuations importantes par rapport à la période précédente.

AU 30 JUIN 2017 ET AU 31 DÉCEMBRE 2016
ET POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN
(EN MILLIONS)

	Renvois	Produits par secteur		Flux de trésorerie liés aux opérations par secteur		Capitaux propres ordinaires par secteur	
		2017	2016	2017	2016	2017	2016
Brookfield Renewable Partners ¹	i	693 \$	637 \$	108 \$	62 \$	3 642 \$	3 793 \$
Brookfield Energy Marketing ²	ii	(39)	(20)	(43)	(25)	1 060	1 033
		654 \$	617 \$	65 \$	37 \$	4 702 \$	4 826 \$

1. La participation pro forma de Brookfield dans BEP, y compris l'incidence de l'émission de capitaux propres effectuée le 6 juillet 2017, comprend 129,7 millions de parts rachetables-échangeables, 56,1 millions de parts de société en commandite de catégorie A et 2,7 millions de parts de commandité, qui représentent ensemble une participation économique de 60,3 % dans BEP.
2. Les produits par secteur de BEMI représentent le bénéfice ou le déficit additionnel à l'égard de l'électricité produite en Amérique du Nord par BEP et vendue par l'intermédiaire de BEMI en vertu de contrats ou non.

Les produits et les flux de trésorerie liés aux opérations tirés des actifs liés à l'énergie renouvelable ont augmenté au cours du trimestre en raison de la hausse de la production hydroélectrique en Amérique du Nord, en partie contrebalancée par une baisse des produits et des flux de trésorerie liés aux opérations provenant de BEMI par suite d'une modification de la composition de la production achetée et vendue d'un marché à l'autre, marchés dans lesquels nous menons nos activités.

i) Brookfield Renewable Partners

Le tableau suivant présente la répartition de la production d'énergie et des flux de trésorerie liés aux opérations de BEP par secteur afin de faciliter l'analyse des variations d'un exercice à l'autre des flux de trésorerie liés aux opérations par secteur.

	Production réelle (Gwh) ¹		Moyenne à long terme (Gwh) ¹		Flux de trésorerie liés aux opérations par secteur	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Centrales hydroélectriques.....	6 096	4 630	5 709	5 610	218 \$	133 \$
Énergie éolienne	579	525	641	667	24	28
Siège social et autres.....	44	42	52	59	(61)	(56)
	6 719	5 197	6 402	6 336	181	105
Participations ne donnant pas le contrôle et autres ²					(73)	(43)
Participation de Brookfield.....					108 \$	62 \$

1. Quote-part de Brookfield Renewable Partners.
2. Comprend les distributions incitatives de 7 M\$ (2016 – 5 M\$) versées à Brookfield en tant que commandité de BEP.

Les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté de 76 M\$ d'un trimestre à l'autre, surtout en raison d'une hausse de la production hydroélectrique globale, ainsi que d'apports additionnels provenant d'installations mises en service au cours des 12 derniers mois.

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, la production a totalisé 6 719 GWh, sur une base proportionnelle pour BEP, ce qui est supérieur à la moyenne à long terme de 6 402 GWh et représente une augmentation de 29 % des GWh par rapport à l'exercice précédent.

La production hydroélectrique s'est établie à 6 096 GWh, un résultat au-dessus de la moyenne à long terme de 5 709 GWh, ce qui représente une hausse de 32 % par rapport à l'exercice précédent. L'augmentation est principalement attribuable à la hausse de la production de nos activités en Amérique du Nord par suite de la fonte printanière et de pluies abondantes dans toute la région, par rapport à l'exercice précédent. En Colombie, l'incidence de la hausse de la production découlant de l'amélioration des conditions hydrologiques a été contrebalancée par une diminution des cours du marché par suite de l'augmentation de l'offre, ce marché étant principalement basé sur la production hydroélectrique. Au Brésil, la hausse des cours du marché a été en partie modérée par l'incidence de la baisse de la production.

Le portefeuille éolien a généré 579 GWh, soit une production inférieure à la moyenne à long terme de 641 GWh, mais supérieure à celle de l'exercice précédent de 525 GWh. La hausse globale de la production en Ontario et en Californie a été en partie contrebalancée par une baisse de la production en Europe en raison de la cession de parcs éoliens en Irlande. De plus, un profit de 6 M\$ lié au règlement d'une question juridique avec des parcs éoliens avoisinants aux États-Unis était inclus dans les résultats du trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Le déficit des activités du secteur Siège social et autres a augmenté pour s'établir à 61 M\$ (2016 – 56 M\$) en raison de la hausse des frais de gestion. Les activités du secteur Siège social et autres comprennent les charges d'intérêts sur les débetures de la société, les distributions sous forme d'actions privilégiées et les charges générales non attribuées, lesquelles se composent principalement des honoraires de gestion d'actifs payés et de l'impôt en trésorerie.

ii) Brookfield Energy Marketing

Notre groupe de marketing d'énergie en propriété exclusive a conclu des contrats de vente à long terme et des garanties de prix avec BEP. Nous avons le droit de vendre l'énergie que nous achetons pour BEP ainsi que tous les produits accessoires comme les crédits ou les primes au titre de la capacité et de l'énergie renouvelable.

Le déficit au titre des flux de trésorerie liés aux opérations provenant de BEMI a augmenté de 18 M\$ pour s'établir à 43 M\$ au cours du trimestre en raison d'une hausse de l'électricité achetée auprès de BEP dans les marchés du nord-est des États-Unis, où nous avons réalisé des marges négatives à la revente, étant donné la production accrue enregistrée par BEP. Cependant, nous avons tiré parti de l'augmentation de la production en ce qui a trait aux résultats de BEP, ce qui atténue cette perte. Au cours du trimestre considéré, la production des installations de New York a augmenté de 475 GWh par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a entraîné une diminution additionnelle des flux de trésorerie liés aux opérations, les marges étant défavorables dans ce marché par rapport aux autres marchés de l'Amérique du Nord. En outre, les contrats à court terme au cours de l'exercice considéré ont été conclus en 2015 lorsque les prix étaient peu élevés par rapport aux contrats applicables au cours du trimestre correspondant de l'exercice précédent, ce qui a donné lieu à une baisse des prix réalisés moyens au cours de la période considérée.

BEMI a acheté environ 2 790 GWh d'électricité de BEP (2016 – 1 951 GWh) au cours du deuxième trimestre de 2017, à un prix moyen de 68 \$ par MWh (2016 – 67 \$ par MWh), et a vendu cette énergie à un prix moyen, y compris les produits accessoires, de 53 \$ par MWh (2016 – 54 \$ par MWh).

Une tranche d'environ 921 GWh des ventes d'énergie a été effectuée en vertu de contrats à long terme à un prix moyen de 83 \$ par MWh (2016 – 554 GWh et 85 \$ par MWh). La tranche résiduelle d'environ 1 869 GWh a été vendue sur le marché à court terme à un prix moyen de 38 \$ par MWh, y compris les produits accessoires (2016 – 1 397 GWh et 42 \$ par MWh). Les produits accessoires, qui comprennent les paiements au titre de la capacité, les crédits verts et des produits générés pour la capacité de pointe de nos usines, ont totalisé 24 M\$ (2016 – 22 M\$), ce qui a entraîné une hausse de 9 \$ par MWh (2016 – 11 \$ par MWh) des prix moyens réalisés sur les ventes d'énergie à court terme au cours du trimestre considéré.

Capitaux propres ordinaires par secteur

Les capitaux propres par secteur se chiffraient à 4,7 G\$ au 30 juin 2017, ce qui représente une légère baisse par rapport au 31 décembre 2016, ce qui est attribuable au fait que l'incidence du bénéfice a été plus que contrebalancée par les distributions. Notre capital investi a trait surtout aux immobilisations corporelles mises en place dans nos installations de production. Nous comptabilisons les immobilisations corporelles relatives à l'énergie renouvelable à la juste valeur et réévaluons les actifs une fois par année, au quatrième trimestre. Par conséquent, les capitaux propres ne sont généralement pas influencés par les éléments de réévaluation au cours des trois premiers trimestres.

INFRASTRUCTURES

Aperçu

Les activités liées à notre secteur Infrastructures sont principalement détenues par l'intermédiaire de notre participation financière de 30 % dans BIP, qui est inscrite à la cote des Bourses de New York et de Toronto et dont la capitalisation boursière était de 15,1 G\$ au 30 juin 2017, d'après les prix en vigueur sur le marché. BIP possède des entreprises liées aux infrastructures directement et par l'intermédiaire de fonds privés que nous gérons. Nous avons également des placements directs dans les activités liées aux ressources durables.

Les activités de BIP sont organisées comme suit :

Services publics : Ces activités se composent des activités de transport réglementé, des activités de distribution réglementée et des activités liées au terminal réglementé. Ces activités génèrent habituellement un rendement prédéterminé en fonction de leurs actifs, du capital investi ou de leur capacité, ainsi que des cadres réglementaires applicables et des contrats à long terme. Par conséquent, le rendement tend à être prévisible et n'est généralement pas touché de manière importante par les fluctuations de volume ou de prix à court terme.

Transport : Ces activités se composent de réseaux à libre accès qui fournissent des services de traitement de fret et de transport de marchandises en vrac et de passagers, à l'égard desquels nous touchons des frais d'accès. La rentabilité est fonction du volume des services fournis et du prix obtenu pour ces services. Ces plateformes d'exploitation comprennent des activités à tarifs réglementés, comme nos activités ferroviaires et nos activités liées aux routes à péage, ainsi que des activités à tarifs non réglementés, comme nos ports. Certaines de ces activités, comme nos routes à péage, sont accordées par les gouvernements sous forme de concessions. Environ 80 % de nos activités liées au transport sont appuyées par des contrats à long terme ou la réglementation.

Énergie : Ces activités se composent de systèmes fournissant des services de transport, de stockage d'énergie et de distribution. La rentabilité est fonction du volume des services fournis et du prix obtenu pour ces services. Ces plateformes d'exploitation comprennent des activités assujetties à une réglementation souple, comme nos activités liées au transport de gaz naturel dont le prix des services fait l'objet d'un plafonnement, ainsi que des activités essentiellement non réglementées, comme nos activités liées à l'énergie de quartier.

Infrastructures de communications : Ces activités se composent d'activités liées à une société d'infrastructures de tours de communications en France qui fournit des services et des infrastructures essentiels aux secteurs des télécommunications et de la radiodiffusion, pour lesquels nous recevons des honoraires. Ces activités génèrent des flux de trésorerie stables liés à l'inflation soutenus par des contrats à long terme.

Le tableau qui suit présente la répartition des produits, des flux de trésorerie liés aux opérations et des capitaux propres ordinaires par secteur en fonction des montants attribuables à notre participation financière dans BIP, à nos activités liées aux ressources durables détenues directement et aux profits à la cession réalisés. Nous avons fourni des informations supplémentaires, au moyen de renvois, pour expliquer les fluctuations importantes par rapport à la période précédente.

AU 30 JUIN 2017 ET AU 31 DÉCEMBRE 2016
ET POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN
(EN MILLIONS)

Renvois	Produits par secteur		Flux de trésorerie liés aux opérations par secteur		Capitaux propres ordinaires par secteur	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Brookfield Infrastructure Partners ¹	975 \$	483 \$	80 \$	62 \$	1 783 \$	1 934 \$
Ressources durables.....	67	71	4	6	788	763
Profits à la cession réalisés	—	—	—	43	—	—
	1 042 \$	554 \$	84 \$	111 \$	2 571 \$	2 697 \$

1. La participation de Brookfield dans BIP se compose de 108,4 millions de parts rachetables-échangeables, de 0,2 million de parts de société en commandite et de 1,6 million de parts de commandité, qui représentent conjointement une participation financière de 30 % dans BIP.

L'augmentation des produits et des flux de trésorerie liés aux opérations de notre secteur Infrastructures tient principalement aux acquisitions conclues par BIP au cours des 12 derniers mois au Brésil, en Australie et au Pérou. Les flux de trésorerie liés aux opérations selon les biens comparables ont augmenté de 10 %, en supposant un cours de change constant, en raison de l'apport des projets d'aménagement ainsi que des avantages conférés par l'augmentation des tarifs et des volumes dans l'ensemble des activités, facteurs en partie contrebalancés par une baisse du rendement réglementé à notre terminal réglementé en Australie, par l'incidence du change et par la hausse des honoraires de gestion.

i) Brookfield Infrastructure Partners

Le tableau qui suit présente la répartition des flux de trésorerie liés aux opérations par secteur de BIP, afin de permettre une analyse des variations d'un exercice à l'autre des flux de trésorerie liés aux opérations de chaque secteur.

POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN
(EN MILLIONS)

	2017	2016
Services publics.....	168 \$	100 \$
Transport	134	102
Énergie	43	43
Infrastructures de communications	19	19
Siège social et autres.....	(69)	(34)
Attribuables aux porteurs de parts	295	230
Participations ne donnant pas le contrôle et autres ¹	(215)	(168)
Participation de Brookfield.....	80 \$	62 \$

1. Comprend les distributions incitatives de 28 M\$ (2016 – 19 M\$) versées à Brookfield en tant que commandité de BIP.

BIP a comptabilisé des flux de trésorerie liés aux opérations de 295 M\$ au deuxième trimestre de 2017, ce qui représente une augmentation de 28 % par rapport à l'exercice précédent, laquelle est attribuable aux apports de nouveaux placements, plus particulièrement l'acquisition récente de nos activités de transport du gaz naturel réglementé au Brésil, à la croissance sur une base comparable découlant des améliorations opérationnelles dans l'ensemble de nos activités, ainsi qu'à l'augmentation de la participation dans notre entreprise de routes à péage au Brésil. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par l'incidence du change et par la hausse des honoraires de gestion.

Les flux de trésorerie liés aux opérations provenant de nos activités liées aux services publics ont augmenté de 68 M\$ pour s'établir à 168 M\$, ce qui est surtout attribuable à l'acquisition de nos activités de transport du gaz naturel réglementé au Brésil, à l'intensité des activités de raccordement dans notre entreprise de services publics au Royaume-Uni, ainsi qu'à l'indexation en fonction de l'inflation et au capital pris en compte dans notre base tarifaire à l'échelle des activités, facteurs en partie contrebalancés par la vente des activités de transport d'électricité au cours du quatrième trimestre de 2016 et par la baisse du rendement réglementé de notre terminal de charbon en Australie.

Les flux de trésorerie liés aux opérations provenant des activités de transport ont augmenté de 32 M\$ pour atteindre 134 M\$; cette augmentation tient surtout à la hausse des tarifs et des volumes au sein de certaines activités, à la hausse de la participation dans notre entreprise de routes à péage au Brésil et aux apports des actifs nouvellement acquis au cours des 12 derniers mois, y compris notre entreprise de ports en Australie et de routes à péage au Pérou. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par l'incidence du change.

Les flux de trésorerie liés aux opérations provenant de nos activités liées à l'énergie sont demeurés stables à 43 M\$, en raison principalement de notre participation accrue et de l'augmentation des volumes liés aux contrats récemment conclus dans nos activités de transport du gaz naturel en Amérique du Nord, facteurs contrebalancés par l'absence de flux de trésorerie liés aux opérations provenant des activités de distribution du gaz au Royaume-Uni, lesquelles ont été vendues au cours du deuxième trimestre de 2016.

Les flux de trésorerie liés aux opérations provenant de nos infrastructures de communications sont demeurés stables par rapport à l'exercice précédent, à 19 M\$, les avantages conférés par les investissements de croissance ayant été contrebalancés par une hausse des charges d'intérêts puisque nous avons refinancé des acquisitions au moyen d'une dette à long terme assortie de coûts plus élevés.

Les flux de trésorerie liés aux opérations du secteur Siège social et autres ont représenté un déficit de 69 M\$, comparativement à un déficit de 34 M\$ à l'exercice précédent, en raison de la hausse des honoraires de gestion de base et des charges d'intérêts découlant de la hausse des soldes de la dette utilisés pour financer les acquisitions.

Capitaux propres ordinaires par secteur

Les capitaux propres par secteur se chiffraient à 2,6 G\$ au 30 juin 2017 (31 décembre 2016 – 2,7 G\$), les apports du bénéfice et de la réévaluation positive des monnaies ayant été contrebalancés par les distributions versées. Les capitaux propres par secteur représentent essentiellement notre investissement net dans les immobilisations corporelles du secteur Infrastructures ainsi que dans certaines concessions. Les immobilisations corporelles liées au secteur Infrastructures sont comptabilisées à la juste valeur et réévaluées chaque année. Les concessions sont considérées comme des immobilisations incorporelles en vertu des IFRS et sont présentées au coût historique et amorties sur la durée de la concession. Ainsi, par rapport à nos secteurs Immobilier et Énergie renouvelable, une part moins importante de nos capitaux propres subit l'incidence de la réévaluation, et les éléments de réévaluation sont habituellement comptabilisés seulement à la fin de l'exercice.

CAPITAL-INVESTISSEMENT

Nos activités de capital-investissement sont essentiellement détenues par l'entremise de notre participation de 75 % dans BBU. BBU est inscrite à la cote des Bourses de New York et de Toronto et sa capitalisation boursière était de 2,9 G\$ au 30 juin 2017. Nous détenons également certaines entreprises directement, y compris une participation de 41 % dans Norbord Inc. (« Norbord »), l'un des plus importants fabricants de panneaux à copeaux orientés du monde.

Les activités de BBU sont structurées essentiellement de la façon suivante :

Services de construction : Nous offrons des services de conclusion de contrats axés sur des projets de construction de qualité supérieure qui visent les immeubles de prestige complexes et de grande envergure et l'infrastructure sociale. Les projets de construction sont en général exécutés aux termes de contrats en vertu desquels nous prenons la responsabilité de la conception, du programme, de l'approvisionnement et de la construction pour un prix défini.

Services commerciaux : Ces services se composent essentiellement de la distribution de carburants pour véhicules routiers et du marketing, des services immobiliers commerciaux et résidentiels et des services de gestion d'installations pour des sociétés et des organismes publics. Ces services sont habituellement régis par des contrats à moyen et à long terme. De plus, ces services ont un caractère saisonnier et sont tributaires du niveau général de l'activité économique ainsi que du volume de services achetés par nos clients qui en découle.

Énergie : Nos activités liées à l'énergie se composent pour l'essentiel d'activités d'exploration et de production de pétrole et de gaz, principalement par l'entremise d'une entreprise d'exploration et de production de pétrole et de gaz en zone extracôtière en Australie-Occidentale et de nos activités de méthane de houille dans le centre de l'Alberta, au Canada. Les activités de notre secteur énergétique comprennent également des activités liées aux services énergétiques au Canada.

Activités industrielles : Nos autres activités industrielles englobent principalement le traitement des eaux, les activités de fabrication et les activités minières qui sont exercées par des entreprises hautement capitalistiques présentant d'importantes barrières à l'entrée et exigeant une expertise technique pour faire croître l'entreprise et assurer sa rentabilité. Nos activités de distribution des eaux comprennent des activités de traitement, de collecte et de traitement de premier plan au Brésil. Nos activités de fabrication comprennent un fabricant d'électrodes de graphite de premier plan ainsi qu'un vaste éventail de produits d'infrastructure et de solutions d'ingénierie de construction. Nos activités minières comprennent des participations dans des activités d'exploitation minière de métaux de spécialité et dans des activités d'exploitation minière regroupées au Canada.

Le tableau qui suit présente la répartition des produits, des flux de trésorerie liés aux opérations et des capitaux propres ordinaires par secteur en fonction des montants attribuables au capital que nous avons investi dans BBU et dans Norbord, à d'autres placements, ainsi qu'aux profits à la cession, le cas échéant. Nous avons fourni des informations supplémentaires, au moyen de renvois, pour expliquer les fluctuations importantes par rapport à la période précédente.

AU 30 JUIN 2017 ET AU 31 DÉCEMBRE 2016 ET POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN (EN MILLIONS)	Renvois	Produits par secteur		Flux de trésorerie liés aux opérations par secteur		Capitaux propres ordinaires par secteur	
		2017	2016	2017	2016	2017	2016
Brookfield Business Partners ¹	i	4 879 \$	2 008 \$	13 \$	57 \$	1 928 \$	1 865 \$
Norbord	ii	536	447	56	31	330	276
Autres placements		38	77	(7)	17	609	721
		<u>5 453 \$</u>	<u>2 532 \$</u>	<u>62 \$</u>	<u>105 \$</u>	<u>2 867 \$</u>	<u>2 862 \$</u>

1. En ce qui concerne les actifs inclus dans BBU, les données de la période précédente ont été reclassées pour refléter la présentation actuelle.

Les produits générés par nos activités de capital-investissement ont augmenté de 2,9 G\$ en raison principalement de notre acquisition d'une entreprise de distribution de carburants pour véhicules routiers au Royaume-Uni pendant le trimestre, ce qui a donné lieu à une hausse disproportionnée des produits de 2,7 G\$. Compte non tenu de l'incidence de cette entreprise, les produits ont augmenté en raison de l'acquisition d'une entreprise de traitement des eaux de premier plan au Brésil ayant trait à BBU, de l'amélioration des prix et des variations de volumes dans notre secteur Activités industrielles et de la hausse des prix et des volumes des panneaux à copeaux orientés au sein de Norbord. Ces hausses ont été contrebalancées en partie par la vente de notre entreprise de fabrication de baignoires et de douches au premier trimestre de 2017 et par la compression des marges dans le cadre d'un projet en Australie au sein de nos activités liées aux services de construction. Le total des flux de trésorerie liés aux opérations a diminué de 43 M\$, en raison des variations précédemment mentionnées, d'une baisse de la participation de BBU à la suite de sa scission-distribution vers la fin du deuxième trimestre de 2016, et de l'absence de produits d'intérêts sur les titres d'emprunt qui ont été convertis en capitaux propres au quatrième trimestre de 2016.

i) Brookfield Business Partners

Le tableau qui suit présente la répartition des flux de trésorerie liés aux opérations par secteur de BBU, afin de permettre une analyse des variations d'un exercice à l'autre des flux de trésorerie liés aux opérations de chaque secteur.

POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN
(EN MILLIONS)

	2017	2016
Services de construction	12 \$	25 \$
Services commerciaux.....	17	15
Énergie	11	17
Activités industrielles	8	2
Siège social et autres.....	(5)	(1)
Brookfield Business Partners	43	58
Honoraires en fonction du rendement.....	(25)	—
Participations ne donnant pas le contrôle.....	(5)	(1)
Participation de Brookfield.....	13 \$	57 \$

BBU a généré des flux de trésorerie liés aux opérations de 43 M\$, ce qui représente une diminution de 15 M\$ par rapport à la période précédente. Les apports provenant de notre secteur Activités industrielles, qui ont tiré parti de l'acquisition effectuée au cours trimestre ainsi que de l'amélioration des prix et des variations des volumes, ont été plus que contrebalancés par une baisse de la participation de BBU depuis sa scission-distribution au deuxième trimestre de l'exercice précédent, par une diminution des résultats au sein des activités liées aux services de construction et à l'énergie, ainsi que par une hausse des charges générales découlant des honoraires de gestion engagés par BBU après sa scission-distribution.

Les flux de trésorerie liés aux opérations générés par nos services de construction ont diminué de 13 M\$, en raison surtout d'un ajustement au cours de la période concernant un projet en Australie pour tenir compte de la réduction de la marge prévue à l'égard d'un projet qui a eu une incidence disproportionnée sur les résultats de la période considérée. Notre portefeuille, qui compte 104 projets, continue de fournir un apport positif aux flux de trésorerie liés aux opérations grâce à sa diversité sur les plans géographique et des produits. Au cours du trimestre, nous avons signé des contrats visant de nouveaux projets d'environ 900 M\$, y compris des immeubles en Australie et au Royaume-Uni. Comme à l'exercice précédent, notre carnet de commandes se chiffre à 7,4 G\$, ce qui représente une période d'activité moyenne pondérée de près de deux ans.

Les flux de trésorerie liés aux opérations du secteur Services commerciaux ont augmenté de 2 M\$ en raison d'un profit réalisé à la vente d'un titre de placement, en partie contrebalancé par une hausse des coûts de financement liée à l'acquisition de notre entreprise de distribution de carburants pour véhicules routiers au Royaume-Uni au cours du trimestre et par une baisse des niveaux d'activité dans notre entreprise de services-conseils financiers.

Les flux de trésorerie liés aux opérations de notre secteur Énergie ont connu une baisse de 6 M\$, car la hausse de l'apport de nos activités du secteur Énergie au Canada découlant de l'augmentation des prix réalisés du pétrole et du gaz a été plus que contrebalancée par une réduction de la participation dans nos activités pétrolières et gazières en Australie-Occidentale à la suite de la vente d'une partie de notre participation vers la fin de 2016.

En ce qui concerne nos activités industrielles, les flux de trésorerie liés aux opérations ont augmenté de 6 M\$, puisque les résultats du trimestre considéré ont profité de l'acquisition d'une entreprise de traitement des eaux au Brésil, d'une hausse des volumes et des prix au sein de notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite et de nos activités d'exploitation minière de palladium, ainsi que d'une réduction des charges d'exploitation principalement dans notre entreprise de fabrication d'électrodes de graphite.

Le déficit des flux de trésorerie liés aux opérations se rapportant aux activités générales a augmenté pour s'établir à 5 M\$ en raison des honoraires de gestion qui ont été engagés par BBU après sa scission-distribution.

BBU a versé des honoraires en fonction du rendement de 25 M\$ au cours du trimestre considéré, ce qui représente 20 % de la hausse du prix par part de BBU au-delà du seuil initial de 25,00 \$ en fonction de la capitalisation boursière de BBU. Les produits tirés des honoraires en fonction du rendement sont compris dans notre secteur Gestion d'actifs.

ii) Norbord

Notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations de Norbord a augmenté de 25 M\$ pour s'établir à 56 M\$, les prix de référence des panneaux à copeaux orientés ayant augmenté en Amérique du Nord. La demande accrue découle de la reprise du marché de l'habitation en cours aux États-Unis, puisque ces panneaux sont un intrant clé du secteur de la construction résidentielle. Les prix moyens des panneaux à copeaux orientés en Amérique du Nord ont augmenté de 31 % pour s'établir à 262 \$ par millier de pieds carrés, comparativement à 201 \$ par millier de pieds carrés au deuxième trimestre de 2016. Les volumes en Amérique du Nord se sont établis à 1,5 milliard de pieds carrés, en hausse de 3 % par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Capitaux propres ordinaires par secteur

Les capitaux propres par secteur sont demeurés stables à 2,9 G\$ par rapport au 31 décembre 2016, car nos placements continuent de bénéficier de l'apport des flux de trésorerie liés aux opérations, facteur légèrement contrebalancé par l'amortissement et les distributions versées. La majorité des actifs détenus à l'égard de ces activités sont inscrits au coût amorti, et l'amortissement est comptabilisé trimestriellement.

AMÉNAGEMENT RÉSIDENTIEL

Nos entreprises d'aménagement résidentiel exercent principalement leurs activités en Amérique du Nord et au Brésil.

Nous exerçons nos activités en Amérique du Nord par l'entremise de Brookfield Residential Properties Inc. au sein de 12 grands marchés au Canada et aux États-Unis, et nous contrôlons environ 96 000 terrains dans ces marchés. Nous nous concentrons surtout sur l'obtention de droits et l'aménagement de terrains afin de construire des habitations ou de vendre des lots à d'autres constructeurs.

Nos activités au Brésil comprennent l'acquisition et l'aménagement de terrains, la construction, la vente ainsi que la commercialisation d'une vaste gamme de locaux à vocation résidentielle à vendre; nous nous concentrons principalement sur le secteur des locaux résidentiels à revenu intermédiaire des plus importants marchés du Brésil, notamment São Paulo et Rio de Janeiro.

Le tableau suivant présente la répartition des produits, des flux de trésorerie liés aux opérations et des capitaux propres ordinaires par secteur en fonction des montants attribuables aux deux principales régions dans lesquelles nous exerçons nos activités.

AU 30 JUIN 2017 ET AU 31 DÉCEMBRE 2016 ET POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN (EN MILLIONS)	Produits par secteur		Flux de trésorerie liés aux opérations par secteur		Capitaux propres ordinaires par secteur	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Aménagement résidentiel						
Amérique du Nord	445 \$	363 \$	22 \$	15 \$	1 524 \$	1 441 \$
Brésil et autres	54	202	(52)	(22)	1 225	1 238
	<u>499 \$</u>	<u>565 \$</u>	<u>(30) \$</u>	<u>(7) \$</u>	<u>2 749 \$</u>	<u>2 679 \$</u>

Les produits tirés de nos activités résidentielles ont diminué de 66 M\$, l'augmentation des prix de l'immobilier et des volumes à l'échelle de la majorité de nos activités en Amérique du Nord ayant été plus que contrebalancée par une baisse des apports de nos activités au Brésil, qui ne comptaient aucune livraison importante de projets pour le trimestre.

Les produits et les flux de trésorerie liés aux opérations provenant de nos activités en Amérique du Nord ont augmenté de 82 M\$ et de 7 M\$, respectivement. L'augmentation des produits est attribuable à une hausse de 9 % des maisons vendues, ainsi qu'à une modification de la composition des produits ayant entraîné une hausse de 15 % du prix de vente moyen des habitations, de façon générale, découlant de nos activités en Californie et en Ontario. Nous avons aussi enregistré une hausse des ventes de terrains au sein de nos marchés de l'Ouest canadien, en raison de signes précurseurs de stabilisation dans le secteur Énergie, ce qui nous a permis de lancer avec succès notre nouvelle communauté aménagée selon un plan d'urbanisme à Calgary, au début de l'exercice. L'augmentation des produits et des volumes a donné lieu à une hausse des flux de trésorerie liés aux opérations, ce qui indique une augmentation de 39 %, soit 19 M\$, des marges brutes pour les habitations. Ces augmentations ont été en partie contrebalancées par une diminution des marges brutes pour les terrains, ce qui a eu une incidence de 9 M\$ sur les résultats, en raison d'un changement apporté à la composition géographique des terrains vendus aux États-Unis. Au 30 juin 2017, nous détenions 27 communautés foncières actives (2016 – 27) et 79 quartiers actifs (2016 – 79).

Les flux de trésorerie liés aux opérations relatifs à nos activités au Brésil ont diminué de 30 M\$ en raison d'une perte de 52 M\$ enregistrée au trimestre considéré, comparativement à une perte de 22 M\$ au trimestre correspondant de l'exercice précédent. Nous n'avons livré aucun projet important pendant le trimestre, alors que huit projets ont été livrés au cours de la période correspondante du trimestre précédent. Nous continuons de vendre le stock restant d'unités liées à nos projets existants qui ont été achevés au cours de périodes précédentes. Toutefois, les apports de ces ventes au cours du trimestre considéré se situent sous le niveau requis pour couvrir nos coûts fixes, ce qui comprenait les frais de marketing relativement aux nouveaux projets d'aménagement. Au cours des deux dernières années, nous avons axé nos efforts sur la livraison de ces projets existants et la réduction des stocks invendus. Nous disposons actuellement de 27 projets en cours d'aménagement, dont 11 ont trait à de nouveaux projets lancés vers la fin de 2016 et au premier trimestre de 2017, comparativement à un total de 44 projets au 30 juin 2016.

Capitaux propres ordinaires par secteur

Les capitaux propres par secteur se chiffraient à 2,7 G\$ au 30 juin 2017 (31 décembre 2016 – 2,7 G\$) et comprenaient essentiellement des terrains destinés à l'aménagement résidentiel. Nos activités liées aux immeubles résidentiels sont principalement comptabilisées au coût historique ou au moindre du coût et de la valeur de marché, indépendamment de la durée de détention de certains de nos actifs et de la valeur créée dans le cadre du processus d'aménagement.

ACTIVITÉS DU SIÈGE SOCIAL

Nos activités du siège social consistent principalement à attribuer des capitaux à nos divisions opérationnelles, essentiellement par l'intermédiaire de nos sociétés de personnes cotées (BPY, BEP, BIP et BBU) et de nos placements directs, ainsi qu'à financer ces capitaux au moyen de l'émission de titres d'emprunt de sociétés et d'actions privilégiées. Nous détenons également des actifs financiers dans le cadre de nos activités de gestion des liquidités et nous concluons des contrats financiers afin de gérer les risques de change et de taux d'intérêt auxquels nous sommes exposés, ainsi que de diminuer notre coût du capital.

Le tableau suivant présente la répartition des produits, des flux de trésorerie liés aux opérations et des capitaux propres ordinaires par secteur en fonction des montants attribuables aux principaux actifs et passifs relatifs à nos activités du siège social, ainsi que les flux de trésorerie liés aux opérations correspondants, afin d'en faciliter l'analyse.

AU 30 JUIN 2017 ET AU 31 DÉCEMBRE 2016 ET POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN (EN MILLIONS)	Produits par secteur		Flux de trésorerie liés aux opérations par secteur		Capitaux propres ordinaires par secteur	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
	Trésorerie et actifs financiers, montant net.....	19 \$	62 \$	11 \$	27 \$	1 341 \$
Emprunts généraux.....	—	—	(63)	(60)	(4 924)	(4 500)
Actions privilégiées ¹	—	—	—	—	(3 949)	(3 954)
Autres placements généraux.....	54	2	2	—	33	42
Charges générales et impôts/fonds de roulement net.....	—	—	3	(41)	(191)	(351)
	73 \$	64 \$	(47) \$	(74) \$	(7 690) \$	(7 620) \$

1. Les flux de trésorerie liés aux opérations excluent les distributions sur actions privilégiées de 35 M\$ (2016 – 34 M\$).

Notre portefeuille de trésorerie et d'actifs financiers est habituellement comptabilisé à la juste valeur et les variations sont comptabilisées trimestriellement par le biais du résultat net. Dans certains cas, les placements financiers sous-jacents sont classés comme des titres disponibles à la vente, auquel cas ils sont comptabilisés à la juste valeur, et les variations de la valeur sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global. Les prêts et créances sont habituellement comptabilisés au coût amorti. Nos actifs financiers comprennent la trésorerie, les titres et les autres actifs financiers d'un montant de 1,6 G\$ (31 décembre 2016 – 1,4 G\$), partiellement contrebalancés par les dépôts et autres passifs d'un montant de 258 M\$ (31 décembre 2016 – 190 M\$).

Les flux de trésorerie liés aux opérations provenant de ces activités incluent les dividendes et les intérêts sur nos actifs financiers, les profits ou pertes liés à la valeur de marché au sein de notre portefeuille d'actifs financiers et les profits ou pertes à la cession réalisés. Les flux de trésorerie liés aux opérations provenant de notre portefeuille de trésorerie et d'actifs financiers se sont chiffrés à 11 M\$, ce qui reflète une baisse des profits de placement pour le trimestre considéré, par rapport au trimestre correspondant de l'exercice précédent.

Les emprunts généraux sont généralement obtenus à des taux d'intérêt fixes et inscrits au coût amorti. Bon nombre de ces emprunts sont libellés en dollars canadiens, ce qui fait en sorte que leur valeur comptable fluctue selon les fluctuations du taux de change. Un certain nombre de ces emprunts ont été désignés à titre de couvertures des investissements nets en dollars canadiens au sein de nos autres secteurs, ce qui se traduit par la comptabilisation de la majorité des réévaluations des monnaies dans les autres éléments du résultat global. Les actions privilégiées ne sont pas réévaluées en vertu des IFRS. Le déficit au titre des flux de trésorerie liés aux opérations provenant des emprunts généraux reflète les charges d'intérêts sur ces emprunts, qui ont augmenté par rapport à l'exercice précédent en raison d'émissions de titres d'emprunt de sociétés au cours de l'exercice.

Nous décrivons plus en détail la trésorerie et les actifs financiers, les emprunts généraux et les actions privilégiées à la Partie 4, Structure du capital et situation de trésorerie.

Le fonds de roulement net se compose des débiteurs, des créditeurs et des autres actifs et passifs, et représentait un déficit net de 191 M\$. L'actif d'impôt différé net de 904 M\$ (31 décembre 2016 – 648 M\$) est inclus dans ce solde. Les flux de trésorerie liés aux opérations comprennent les charges générales et l'impôt payé en trésorerie, qui ont diminué pour le trimestre considéré, puisque nous avons enregistré des économies d'impôt exigible plutôt que des charges d'impôt exigible, comme ce fut le cas à l'exercice précédent.

Les capitaux propres ordinaires relatifs à notre secteur Activités du siège social sont demeurés stables et représentaient un déficit de 7,7 G\$ au 30 juin 2017. L'émission de 750 M\$ de billets de la Société au cours de l'exercice ainsi que le raffermissement du dollar canadien ont été contrebalancés par l'augmentation de la trésorerie et des actifs financiers, par le remboursement de billets de la Société de 250 M\$ US et de 250 M\$ CA, ainsi que par la baisse du passif au titre du fonds de roulement net.

PARTIE 4 – STRUCTURE DU CAPITAL ET SITUATION DE TRÉSORERIE

STRUCTURE DU CAPITAL

Aperçu

Dans les paragraphes qui suivent, nous passons en revue les principales composantes de notre structure du capital consolidé. À plusieurs reprises, nous avons scindé les soldes et les avons répartis entre nos secteurs opérationnels afin de faciliter la compréhension et l'analyse. Le tableau ci-dessous présente notre structure du capital selon une approche après consolidation et déconsolidée et sur une base proportionnelle.

(EN MILLIONS)	Après consolidation ¹		Approche déconsolidée		Sur une base proportionnelle ¹	
	30 juin 2017	31 déc. 2016	30 juin 2017	31 déc. 2016	30 juin 2017	31 déc. 2016
Emprunts généraux.....	4 924 \$	4 500 \$	4 924 \$	4 500 \$	4 924 \$	4 500 \$
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises.....	57 905	52 502	—	—	27 944	26 421
Emprunts de filiales.....	9 829	7 949	—	—	6 174	5 231
	72 658	64 951	4 924	4 500	39 042	36 152
Créditeurs et autres.....	15 934	11 982	2 254	1 901	8 552	7 726
Passifs d'impôt différé.....	11 928	9 640	275	246	5 291	4 572
Obligations découlant des titres de capitaux propres des filiales.....	3 618	3 565	—	—	1 636	1 828
Capitaux propres						
Participations ne donnant pas le contrôle.....	47 767	43 235	—	—	—	—
Capitaux propres privilégiés.....	3 949	3 954	3 949	3 954	3 949	3 954
Capitaux propres ordinaires.....	22 329	22 499	22 329	22 499	22 329	22 499
	74 045	69 688	26 278	26 453	26 278	26 453
Total du capital investi.....	178 183 \$	159 826 \$	33 731 \$	33 100 \$	80 799 \$	76 731 \$

1. Les chiffres reflètent les passifs associés aux actifs détenus en vue de la vente sur une base consolidée ou sur une base proportionnelle, selon la nature du solde.

Structure du capital consolidé

La structure du capital consolidé reflète la consolidation intégrale des entités en propriété exclusive et détenues partiellement. Nous remarquons que, dans bien des cas, notre structure du capital consolidé comprend l'ensemble de la dette des entités consolidées même si, dans la plupart des cas, nous ne détenons qu'une partie de l'entité et que notre quote-part de cette dette est, par conséquent, beaucoup moindre. Dans d'autres cas, ce mode de présentation exclut la dette des entités détenues partiellement qui sont comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence, comme nos participations dans GGP et Canary Wharf et plusieurs de nos entreprises liées aux infrastructures.

Le total de la structure du capital consolidé a augmenté principalement en raison des acquisitions, qui ont donné lieu à la reprise des emprunts connexes, des soldes du fonds de roulement et des participations ne donnant pas le contrôle.

Structure du capital de la Société

La structure du capital de la Société (approche déconsolidée) présente le montant de la dette qui est assortie d'un recours contre la Société. Les capitaux propres ordinaires et les capitaux propres privilégiés totalisaient 26,3 G\$ (31 décembre 2016 – 26,5 G\$) et comptaient pour environ 78 % de la structure du capital de la Société.

Consolidation proportionnelle

La consolidation proportionnelle, qui reflète notre quote-part des entités sous-jacentes, présente la mesure dans laquelle nos actifs sous-jacents comportent un effet de levier, ce qui constitue, à notre avis, une importante composante de l'augmentation des rendements pour les actionnaires. Nous sommes d'avis que le niveau d'endettement est approprié par rapport au total du capital investi en raison de la grande qualité des actifs, de la stabilité des flux de trésorerie connexes, du niveau d'endettement habituellement nécessaire pour les actifs de cette nature ainsi que de notre profil de liquidité.

La consolidation proportionnelle est une mesure non définie par les IFRS. Nous présentons un rapprochement de la consolidation proportionnelle et de la structure du capital consolidé à la Partie 5, Informations supplémentaires.

Emprunts généraux

(EN MILLIONS DE DOLLARS)	Taux moyen		Durée moyenne		Données consolidées	
	30 juin 2017	31 déc. 2016	2017	2016	30 juin 2017	31 déc. 2016
Emprunts à terme.....	4,6 %	4,8 %	8	8	4 958 \$	4 529 \$
Facilités renouvelables	—	—	5	4	—	—
Coûts de financement différés	s.o.	s.o.	s.o.	s.o.	(34)	(29)
Total					4 924 \$	4 500 \$

Les emprunts généraux au 30 juin 2017 comprenaient des emprunts à terme de 5,0 G\$ (31 décembre 2016 – 4,5 G\$). L'augmentation du solde tient principalement à l'émission susmentionnée de billets de 750 M\$ et à l'appréciation du change de 106 M\$, en partie contrebalancée par le remboursement de 250 M\$ US et de 250 M\$ CA sur la dette à terme. Nous n'avons aucun papier commercial ou emprunt bancaire en cours au 30 juin 2017 (31 décembre 2016 – néant). Le papier commercial est adossé à des facilités de crédit à terme renouvelables engagées d'une valeur de 1,9 G\$, dont les durées sont principalement de cinq ans, et les emprunts bancaires sont effectués en vertu de celles-ci. De façon générale, nous renouvelons nos facilités et en prorogons la durée chaque année. Au 30 juin 2017, un montant de 83 M\$ (31 décembre 2016 – 61 M\$) de ces facilités était utilisé pour des lettres de crédit ayant principalement trait à nos entreprises d'assurance.

Nos emprunts généraux à terme ont une durée moyenne de huit ans (31 décembre 2016 – huit ans). Le taux d'intérêt moyen sur nos emprunts généraux s'établissait à 4,6 % au 30 juin 2017 (31 décembre 2016 – 4,8 %).

Emprunts grevant des propriétés précises

Conformément à notre stratégie de financement, la majorité de nos capitaux d'emprunt sont des emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises et le financement de projets, libellés en monnaies locales, qui comportent un recours uniquement contre les actifs financés et qui sont sans recours contre la Société.

(EN MILLIONS DE DOLLARS)	Taux moyen		Durée moyenne		Données consolidées	
	30 juin 2017	31 déc. 2016	30 juin 2017	31 déc. 2016	30 juin 2017	31 déc. 2016
Immobilier	4,4 %	4,5 %	5	4	37 021 \$	34 322 \$
Énergie renouvelable	6,3 %	6,6 %	9	8	7 890	7 963
Infrastructures.....	4,6 %	4,9 %	8	9	8 556	7 901
Capital-investissement et autres.....	6,6 %	4,4 %	6	3	3 496	1 836
Aménagement résidentiel	8,2 %	8,6 %	2	1	283	420
Total	4,8 %	4,9 %	6	5	57 246 \$	52 442 \$

L'augmentation de 4,8 G\$ des emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises au cours du premier semestre de 2017 découle des emprunts de 5,1 G\$ repris ou émis dans le cadre d'acquisitions et de prélèvements sur les facilités destinées aux souscriptions à l'égard d'acquisitions récentes et sont remboursés dans le cours normal des activités au moyen de la mobilisation d'engagements de capitaux. Ces hausses ont été en partie contrebalancées par le remboursement de montants prélevés précédemment sur les facilités bancaires renouvelables ou à terme. L'augmentation des emprunts découlait des acquisitions effectuées au sein de nos activités, y compris les acquisitions dans les fonds présentant des occasions dans le secteur immobilier, dans les activités de transport du gaz naturel réglementé au Brésil du secteur Infrastructures et dans l'entreprise de traitement des eaux au Brésil de notre division du capital-investissement.

En ce qui concerne les emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises, nous faisons habituellement correspondre la durée des emprunts à la durée des contrats de location ou des contrats, selon le cas, dans les placements connexes; toutefois, cette correspondance est souvent contrebalancée par des projets d'aménagement, la cession prévue d'actifs et les marchés où la durée des emprunts est plus courte, comme l'Australie.

Emprunts de filiales

Nous nous efforçons de capitaliser nos principales filiales afin de leur procurer un accès continu aux marchés des capitaux d'emprunt, habituellement en fonction de notations de première qualité, ce qui réduit, par conséquent, la demande de capital auprès de la Société et donne lieu au partage égal des coûts de financement entre les porteurs d'instruments de capitaux propres de filiales détenues partiellement.

(EN MILLIONS DE DOLLARS)	Taux moyen		Durée moyenne		Données consolidées	
	30 juin 2017	31 déc. 2016	30 juin 2017	31 déc. 2016	30 juin 2017	31 déc. 2016
Immobilier	3,1 %	2,9 %	2	2	2 935 \$	2 765 \$
Énergie renouvelable	4,0 %	3,9 %	6	6	2 173	2 029
Infrastructures.....	3,1 %	3,4 %	4	3	2 356	1 002
Capital-investissement et autres.....	5,2 %	4,6 %	2	2	629	538
Aménagement résidentiel	6,1 %	6,4 %	5	6	1 736	1 615
Total	4,0 %	4,1 %	4	4	9 829 \$	7 949 \$

Les emprunts de filiales sont généralement sans recours contre la Société, mais sont avec recours contre ses principales filiales (principalement BPY, BEP, BIP et BBU). Les emprunts de filiales ont augmenté de 1,9 G\$ depuis la fin de l'exercice, en raison de la conclusion, par BIP, d'une émission de billets de 700 M\$ CA ainsi que de l'utilisation de ses facilités de crédit pour l'acquisition de ses activités de transport de gaz naturel réglementé au Brésil; les emprunts liés aux activités immobilières ont diminué en raison du remboursement partiel d'emprunts au moyen du produit de cessions d'actifs au cours de la période.

Exposition aux taux d'intérêt fixes et variables

La majorité de nos emprunts constituent un financement à long terme, à taux fixe. Par conséquent, les fluctuations des taux d'intérêt ne sont habituellement attribuables qu'au refinancement d'emprunts aux taux courants ou aux variations du niveau de la dette en raison d'acquisitions et de cessions.

Le tableau qui suit présente les taux fixes et variables associés à nos charges d'intérêts.

(EN MILLIONS DE DOLLARS)	Taux fixe				Taux variable			
	30 juin 2017		31 déc. 2016		30 juin 2017		31 déc. 2016	
	Taux moyen	Données consolidées	Taux moyen	Données consolidées	Taux moyen	Données consolidées	Taux moyen	Données consolidées
Emprunts généraux.....	4,6 %	4 924 \$	4,8 %	4 500 \$	— %	— \$	— %	— \$
Emprunts grevant des propriétés précises..	4,9 %	29 801	5,2 %	28 531	4,7 %	27 445	4,6 %	23 911
Emprunts de filiales.....	4,8 %	5 009	5,1 %	4 570	3,1 %	4 820	2,7 %	3 379
Total.....	4,9 %	39 734 \$	5,1 %	37 601 \$	4,3 %	32 265 \$	4,4 %	27 290 \$

Le taux d'intérêt variable moyen de nos emprunts grevant des propriétés précises a diminué pour le trimestre considéré en raison essentiellement de prélèvements additionnels sur des facilités destinées aux souscriptions assorties d'un taux variable et de moindres coûts afin de financer les acquisitions.

De temps à autre, les sociétés concluent des contrats de taux d'intérêt visant à convertir leur dette à taux variable en dette à taux fixe. Au 30 juin 2017, la tranche à taux fixe de notre dette proportionnelle en cours, déduction faite des swaps, se situait à environ 70 %.

Capitaux propres privilégiés

Les capitaux propres privilégiés se composent d'actions privilégiées perpétuelles et représentent des capitaux propres permanents sans participation offrant un levier financier pour nos capitaux propres ordinaires. Le tableau suivant présente le classement des actions en fonction de leurs principales caractéristiques.

(EN MILLIONS DE DOLLARS)	Durée	Taux moyen		30 juin 2017	31 déc. 2016
		30 juin 2017	31 déc. 2016		
Taux fixe révisé.....	Perpétuelles	4,3 %	4,4 %	2 669 \$	2 669 \$
Taux fixe.....	Perpétuelles	4,8 %	4,8 %	749	753
Taux variable.....	Perpétuelles	2,0 %	2,0 %	531	532
Total.....		4,1 %	4,2 %	3 949 \$	3 954 \$

Les actions privilégiées à taux fixe révisé émises sont assorties d'un coupon initialement à taux fixe qui est révisé après une période donnée, généralement cinq ans, à un écart prédéterminé sur le rendement de l'obligation du gouvernement du Canada de cinq ans. Au 30 juin 2017, l'écart de taux révisé moyen était de 282 points de base.

Au cours du trimestre, nous avons racheté 24 186 de nos actions privilégiées à taux fixe révisé, d'une valeur nominale de 0,5 M\$.

Capitaux propres ordinaires

Actions émises et en circulation

Le tableau suivant présente les variations du nombre d'actions ordinaires de catégorie A (les « actions de catégorie A ») émises et en circulation au cours des périodes.

POUR LES PÉRIODES CLOUSES LES 30 JUIN (EN MILLIONS)	Trimestres		Semestres	
	2017	2016	2017	2016
En circulation au début de la période.....	958,6	958,6	958,2	961,3
Émises (rachetées)				
Rachats	(0,1)	—	(2,0)	(3,3)
Programmes d'actionnariat à long terme ¹	0,2	0,3	2,4	0,8
Régime de réinvestissement des dividendes et autres	—	0,1	0,1	0,2
En circulation à la fin de la période	958,7	959,0	958,7	959,0
Options non exercées et autres régimes fondés sur des actions ¹	49,3	45,3	49,3	45,3
Nombre total d'actions, après dilution, à la fin de la période	1 008,0	1 004,3	1 008,0	1 004,3

1. Comprend le régime d'options sur actions à l'intention de la direction et le régime d'actions à négociation restreinte.

La société détient 29,2 millions d'actions de catégorie A (31 décembre 2016 – 27,8 millions) achetées par des entités consolidées aux fins des programmes d'actionnariat à long terme. Ce nombre a été déduit du nombre total d'actions en circulation à la date d'acquisition. Le nombre dilué d'actions en circulation comprend 7,1 millions d'actions (31 décembre 2016 – 4,2 millions) pouvant être émises en vertu de ces régimes en fonction de la valeur de marché des actions de catégorie A au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016, ce qui se traduit par une réduction nette de 22,1 millions du nombre d'actions en circulation après dilution (31 décembre 2016 – 23,6 millions).

Au cours du deuxième trimestre de 2017, 561 900 options ont été exercées et réglées au montant net, donnant lieu à l'émission de 92 950 actions de catégorie A et à l'annulation de 468 950 options dont les droits étaient acquis. La valeur des options non exercées était de 1,1 G\$ (31 décembre 2016 – 0,9 G\$) en fonction du produit à recevoir à l'exercice des options.

Au 11 août 2017, 958 655 542 actions de catégorie A et 85 120 actions de catégorie B de la Société étaient en circulation. Veuillez vous reporter à la note 11 des états financiers consolidés pour plus d'information au sujet des capitaux propres ordinaires.

SITUATION DE TRÉSORERIE

Aperçu

En tant que gestionnaire d'actifs, la plupart de nos opérations de placement et de nos activités de financement se déroulent à l'intérieur de nos fonds privés et de nos sociétés de personnes cotées. Nous nous efforçons de structurer nos sociétés de personnes cotées de manière à ce qu'elles soient autofinancées, de préférence au moyen de placements de première qualité, et que dans presque toutes les situations, elles ne dépendent pas d'un soutien financier de la Société. Notre quote-part de l'engagement en capital envers les fonds privés est généralement financée par les sociétés de personnes cotées connexes, en fonction de la stratégie de placement de chaque fonds. De temps à autre, nous investissons des capitaux additionnels dans nos sociétés de personnes cotées en participant à des émissions de titres de capitaux propres ou bien en vendant les parts dans le cadre de placements secondaires.

Liquidités essentielles

Nos liquidités à court terme proviennent principalement de la trésorerie et des actifs financiers, ainsi que des montants non prélevés sur les facilités de crédit engagées au niveau de la Société et des sociétés de personnes cotées; nous appelons ces sources de liquidités « liquidités essentielles ». Nous maintenons de la trésorerie et des actifs financiers, ainsi que des montants non prélevés sur les facilités de crédit, afin de financer les opérations sur capitaux propres. Nos facilités de crédit, conclues avec diverses grandes institutions bancaires, ont généralement une durée de cinq ans, et nous nous efforçons de les renouveler et d'en proroger la durée chaque année.

Les liquidités au niveau de la Société peuvent être facilement utilisées, sans conséquence fiscale significative. Nous pouvons également réunir des liquidités additionnelles en procédant à l'émission de titres d'emprunt ou de titres de capitaux propres et à la vente de placements cotés détenus dans nos principales filiales et d'autres entités, notamment celles présentées dans le tableau ci-après. Ces liquidités ne sont toutefois pas considérées comme des liquidités essentielles au niveau de la Société, puisque nous sommes généralement en mesure de financer nos activités et nos exigences en matière de capital par d'autres moyens, essentiellement grâce aux activités poursuivies, comme il est décrit ci-après.

Le montant total des liquidités essentielles comprend les liquidités essentielles de nos principales filiales, soit BPY, BEP, BIP et BBU, et celui-ci s'élevait à 7,4 G\$ à la fin de la période. La majorité des actifs sous-jacents et des entreprises actives sont financés par nos principales filiales. Elles devraient suffire à financer notre investissement continu dans ces secteurs et, par conséquent, nous incluons les ressources de ces entités dans l'évaluation de notre situation de trésorerie. Les liquidités essentielles de nos sociétés de personnes cotées, y compris le produit de la cession d'actifs, les distributions des fonds privés et les financements, sont généralement conservées au niveau de chaque société de personnes cotée et ne sont pas distribuées à la Société ni aux autres porteurs de parts. Si, par l'entremise de notre participation donnant le contrôle, nous décidions de rapatrier ces liquidités, la Société recevrait sa quote-part comme une distribution des principales filiales. Ces rapatriements n'auraient pas de conséquences fiscales significatives pour la Société.

Le tableau qui suit présente les liquidités essentielles, qui comprennent la trésorerie et les actifs financiers, montant net, ainsi que les montants non prélevés sur les facilités de crédit engagées de la Société et après consolidation.

(EN MILLIONS)	Société		Principales filiales		Total	
	30 juin 2017	31 déc. 2016	30 juin 2017	31 déc. 2016	30 juin 2017	31 déc. 2016
Trésorerie et actifs financiers, montant net.....	1 341 \$	1 207 \$	877 \$	1 385 \$	2 218 \$	2 592 \$
Montants non prélevés sur les facilités de crédit engagées.....	1 847	1 869	3 327	4 506	5 174	6 375
	3 188 \$	3 076 \$	4 204 \$	5 891 \$	7 392 \$	8 967 \$

Nous continuons de maintenir des niveaux de liquidité élevés ainsi que des engagements de clients dans nos fonds privés, dont le total se chiffrait à 17,5 G\$ à la fin de la période, parce que nous continuons d'être à l'affût de nombreuses occasions de placement intéressantes.

Au 30 juin 2017, les liquidités essentielles au niveau de la Société s'élevaient à 3,2 G\$ et se composaient de trésorerie et d'actifs financiers de 1,3 G\$, déduction faite des dépôts et autres passifs, et de montants non prélevés sur les facilités de crédit de 1,8 G\$. La diminution des montants non prélevés sur les facilités de crédit est attribuable aux prélèvements sur les facilités destinées aux souscriptions à l'égard d'acquisitions dans nos secteurs Infrastructures et Capital-investissement et sont remboursés dans le cours normal des activités au moyen de la mobilisation d'engagements de capitaux. Nous comptons financer les transactions et les engagements financiers au niveau de la Société au moyen des soldes existants pour la trésorerie et les actifs financiers et d'emprunts sur les facilités de crédit de la Société, ainsi que de la trésorerie générée sur une base continue.

Liquidités de la Société

Nos principales sources de flux de trésorerie récurrents au niveau de la Société sont le bénéfice tiré des honoraires de gestion d'actifs et les distributions du capital investi, particulièrement nos sociétés de personnes cotées. De temps à autre, nous recevons également des distributions de capital provenant de la vente d'actifs directement détenus et sous la forme d'intérêts comptabilisés réalisés provenant des ventes d'actifs au sein de nos fonds privés.

Au cours du trimestre considéré, nous avons gagné un bénéfice tiré des honoraires de 231 M\$. Au cours du trimestre, nous avons reçu des distributions de 304 M\$ de nos filiales cotées et nous sommes en mesure de distribuer les flux de trésorerie excédentaires de placements dans des sociétés fermées contrôlées. De plus, le bénéfice généré par notre portefeuille d'actifs financiers s'est chiffré à 13 M\$. Les charges d'intérêts et les distributions sous forme d'actions privilégiées ont totalisé 63 M\$ et 35 M\$, respectivement, tandis que les charges d'exploitation et l'impôt en trésorerie de la Société représentaient une économie nette de 3 M\$. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, nous avons versé des dividendes de 135 M\$ sur nos capitaux propres ordinaires.

Le tableau suivant présente les cours du marché des titres cotés en Bourse de la société et les distributions en trésorerie annuelles selon les politiques actuelles de distribution pour chaque entité, à l'exception de notre portefeuille de trésorerie et d'actifs financiers.

AU 30 JUIN 2017 (EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR PART)	Participation (%)	Parts détenues par Brookfield	Distributions par part ¹	Cours du marché ²	Distributions (annualisées) ³
Brookfield Property Partners ⁴	69,3 %	488,0	1,18 \$	12 816 \$	652 \$
Brookfield Renewable Partners ⁵	60,3 %	188,4	1,87	6 017	352
Brookfield Infrastructure Partners.....	29,8 %	110,3	1,74	4 510	192
Brookfield Business Partners.....	74,9 %	80,9	0,25	2 189	20
Norbord.....	40,5 %	34,9	1,54	1 087	54
Acadian Timber Corp.	44,9 %	7,5	0,85	109	6
				26 728 \$	1 276 \$

1. Selon les politiques actuelles de distributions.

2. Le cours du marché est calculé d'après les prix en vigueur sur le marché au 30 juin 2017.

3. Selon les politiques actuelles de distributions trimestrielles pour chaque émetteur et le pourcentage actuel de participation de Brookfield; annualisé en multipliant par quatre le montant trimestriel.

4. Le cours du marché comprend des actions privilégiées d'une valeur de 1,3 M\$ et les distributions comprennent des distributions privilégiées d'une valeur de 76 M\$. La participation après dilution est de 63,9 %, en supposant la conversion des actions privilégiées convertibles détenues par un tiers.

5. Comprend l'incidence de l'émission de titres de capitaux propres de BEP en juillet 2017.

EXAMEN DES TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

Le tableau qui suit résume les tableaux consolidés des flux de trésorerie figurant dans nos états financiers consolidés.

POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN (EN MILLIONS)	Trimestres		Semestres	
	2017	2016	2017	2016
Activités d'exploitation	1 159 \$	865 \$	1 698 \$	1 084 \$
Activités de financement	3 756	1 548	6 614	5 975
Activités d'investissement	(6 894)	(1 943)	(8 219)	(5 878)
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	(1 979) \$	470 \$	93 \$	1 181 \$

Ce tableau tient compte des activités au sein de nos entités consolidées et, par conséquent, exclut les activités d'entités non consolidées, comme notre placement mis en équivalence dans GGP.

Activités d'exploitation

Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation ont totalisé 1,2 G\$ au deuxième trimestre de 2017, soit une augmentation de 294 M\$ par rapport à 2016. Ces flux de trésorerie sont composés du bénéfice net, y compris le montant attribuable aux co-investisseurs, déduction faite des éléments sans effet sur la trésorerie tels que les produits comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence non distribués, les variations de la juste valeur, l'amortissement et l'impôt différé, et ajustés pour tenir compte des variations des éléments hors trésorerie du fonds de roulement. Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation comprennent le montant net du capital investi ou recouvré du fait du placement et de la vente subséquente de terrains résidentiels, de maisons ou d'habitations en copropriété. Au deuxième trimestre de 2017, ces activités ont représenté une sortie nette de 11 M\$ (2016 – entrée de 57 M\$). Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, avant déduction des éléments hors trésorerie du fonds de roulement et des stocks de propriétés résidentielles, se sont établis à 1,2 G\$ au deuxième trimestre de 2017, en hausse de 366 M\$ par rapport à 2016, en raison de la croissance sur une base comparable de nos activités existantes et de l'apport des actifs acquis au cours des 12 derniers mois.

Activités de financement

Les flux de trésorerie provenant des activités de financement de la société se sont chiffrés à 3,8 G\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017, comparativement à 1,5 G\$ en 2016. Nos filiales ont émis des emprunts grevant des propriétés précises et des emprunts de filiales de 7,5 G\$ (2016 – 5,2 G\$) et remboursé un montant de 4,5 G\$ (2016 – 4,6 G\$) au même titre, pour une émission nette de 3,0 G\$ (2016 – 0,5 G\$) au cours du trimestre. Nous avons mobilisé un capital de 4,3 G\$ obtenu auprès de nos partenaires institutionnels dans nos fonds privés et d'autres investisseurs et nous avons remboursé 1,3 G\$ sur des emprunts à court terme adossés à des engagements de fonds privés. La majeure partie de ces activités était liée aux acquisitions au sein de nos fonds liés aux immeubles et aux infrastructures. La Société a affecté le produit des billets de 750 M\$ émis au cours du trimestre précédent au remboursement de 250 M\$ US et de 250 M\$ CA de billets à moyen terme au cours du trimestre considéré.

Activités d'investissement

Au cours du deuxième trimestre de 2017, nous avons investi 8,5 G\$ et généré un produit de 1,6 G\$ découlant de cessions, les flux de trésorerie nets affectés aux activités d'investissement s'étant établis à 6,9 G\$, comparativement à des investissements de trésorerie nets de 1,9 G\$ au deuxième trimestre de 2016. Nous avons acquis des filiales consolidées d'un montant de 5,9 G\$ au sein de nos activités liées aux secteurs Infrastructures et Capital-investissement. Nous avons continué à acquérir des actifs financiers, ce qui représente une sortie nette de 369 M\$, relativement à des placements dans des titres d'emprunt et des titres de capitaux propres. À l'exercice précédent, les activités d'investissement comprenaient un portefeuille de 0,9 G\$ d'actifs de production d'hydroélectricité en Pennsylvanie et un placement de 1,1 G\$ dans des activités liées aux immeubles.

DIVIDENDES DE LA SOCIÉTÉ

Les dividendes versés par Brookfield à l'égard des titres en circulation au cours du premier semestre de 2017 et des périodes correspondantes de 2016 et de 2015 sont présentés dans le tableau suivant.

	Distribution par titre		
	2017	2016	2015 ¹
Actions de catégorie A et de catégorie B ²	0,28 \$	0,26 \$	0,23 \$
Distribution spéciale d'actions de catégorie A et de catégorie B ²	0,11 ³	0,45 ⁴	—
Actions privilégiées de catégorie A			
Série 2.....	0,18	0,18	0,21
Séries 4 et 7	0,18	0,18	0,21
Série 8.....	0,25	0,25	0,29
Série 9.....	0,26	0,36	0,38
Série 13.....	0,18	0,18	0,21
Série 14 ⁵	—	0,11	0,74
Série 15.....	0,12	0,12	0,15
Série 17.....	0,45	0,45	0,48
Série 18.....	0,45	0,45	0,48
Série 24 ⁶	0,28	0,51	0,55
Série 25 ⁶	0,26	—	—
Série 26.....	0,37	0,42	0,46
Série 28.....	0,43	0,43	0,47
Série 30.....	0,45	0,45	0,49
Série 32.....	0,42	0,42	0,46
Série 34.....	0,39	0,40	0,43
Série 36.....	0,45	0,46	0,49
Série 37.....	0,46	0,46	0,50
Série 38.....	0,41	0,41	0,45
Série 40.....	0,42	0,42	0,46
Série 42.....	0,42	0,42	0,46
Série 44 ⁷	0,47	0,47	—
Série 46 ⁸	0,55	—	—

1. Les dividendes versés en 2015 par action de catégories A et B ont été ajustés pour tenir compte d'un fractionnement d'actions à raison de trois pour deux survenu le 12 mai 2015.
2. Actions de catégorie B à droit de vote restreint (« actions de catégorie B »).
3. Distribution de une action ordinaire de Trisura Group Ltd. pour chaque groupe de 170 actions de catégorie A et de catégorie B détenues à la fermeture des bureaux le 1^{er} juin 2017.
4. Distribution d'une participation de 20,7 % dans Brookfield Business Partners le 20 juin 2016, calculée en fonction des valeurs selon les IFRS.
5. Rachetées le 1^{er} mars 2016.
6. 1 533 133 actions de la série 24 ont été converties en actions de série 25 le 1^{er} juillet 2016.
7. Émises le 2 octobre 2015.
8. Émises le 18 novembre 2016.

Les dividendes sur actions de catégories A et B sont déclarés en dollars américains, tandis que les dividendes sur actions privilégiées de catégorie A sont déclarés en dollars canadiens.

PARTIE 5 – INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES

MÉTHODES, JUGEMENTS ET ESTIMATIONS COMPTABLES

Méthodes comptables

Nous présentons nos bilans consolidés sans faire de distinction entre les actifs ou les passifs courants et les actifs ou les passifs non courants. Nous sommes d'avis que cette présentation est appropriée, compte tenu de la nature de notre stratégie commerciale.

La préparation d'états financiers exige que la direction ait recours à des méthodes comptables appropriées et établisse des jugements et des estimations qui ont une incidence sur les montants comptabilisés de l'actif et du passif et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que sur les montants présentés des produits et des charges au cours de la période de présentation de l'information financière. Les résultats réels pourraient différer de ces estimations.

Afin d'établir ces estimations et jugements, la direction s'appuie sur des renseignements externes et des conditions observables qui, dans la mesure du possible, sont appuyés par les analyses internes nécessaires. Ces estimations ont été appliquées d'une manière conforme à celles de l'exercice précédent et il n'existe aucun engagement, aucune tendance, aucun événement, ni aucune incertitude connus qui, selon nous, influenceront de façon significative sur la méthode ou les hypothèses utilisées dans ce rapport.

Pour plus de renseignements sur les méthodes comptables, jugements et estimations, veuillez vous reporter aux principales méthodes comptables figurant à la note 2 du présent rapport intermédiaire et des états financiers consolidés au 31 décembre 2016.

Jugements et estimations comptables

i) Immeubles de placement

Chaque trimestre, nous mettons à jour la juste valeur de nos portefeuilles d'immeubles de placement et reflétons dans le bénéfice net les profits et les pertes enregistrés. Le tableau suivant présente les principaux paramètres d'évaluation de nos immeubles de placement, sur une base moyenne pondérée, répartis selon les principales activités de notre secteur Immobilier à des fins d'analyse. Ces évaluations sont particulièrement sensibles aux variations des flux de trésorerie, des taux d'actualisation et des taux de capitalisation finaux. Le tableau suivant présente les éléments qui ont le plus contribué aux variations des soldes de nos immeubles de placement d'une période à l'autre.

AU 30 JUIN 2017 ET AU 31 DÉCEMBRE 2016	Immeubles de bureaux principaux		Immeubles présentant des occasions et autres		Moyenne pondérée	
	2017	2016	2017	2016	2017	2016
Taux d'actualisation	6,9 %	6,7 %	7,0 %	7,6 %	6,9 %	7,1 %
Taux de capitalisation final.....	5,7 %	5,6 %	6,9 %	7,6 %	6,1 %	6,2 %
Horizon de placement (années).....	11	12	9	10	11	11

Afin de déterminer la juste valeur des immeubles de placement, la direction s'appuie sur des renseignements externes et des conditions observables qui, dans la mesure du possible, sont appuyés par les analyses internes nécessaires. Le calcul de la juste valeur exige le recours à des estimations, lesquelles ont été appliquées d'une manière conforme à celles de l'exercice précédent. À l'heure actuelle, nous pouvons raisonnablement croire qu'aucun événement ni aucune tendance ou incertitude ne pourrait avoir une incidence suffisamment étendue sur nos activités, qui sont diversifiées sur les plans des catégories d'actifs, du territoire et du marché, pour avoir une incidence significative sur les méthodes ou les hypothèses utilisées pour calculer les justes valeurs estimatives qui figurent dans le présent rapport. Les taux d'actualisation et les taux de capitalisation sont incertains de nature et pourraient être influencés, notamment, par les fluctuations des taux d'intérêt dans les territoires et les marchés dans lesquels les actifs sont situés. Les modifications des estimations d'un territoire à l'autre et d'un marché à l'autre, comme celles relatives aux taux d'actualisation et aux taux de capitalisation finaux, sont souvent indépendantes les unes des autres et ces modifications ne vont pas nécessairement dans le même sens ni n'ont la même ampleur. De plus, les incidences des variations des taux d'actualisation ainsi que des taux de capitalisation finaux et des flux de trésorerie sur l'estimation de nos justes valeurs sont habituellement en corrélation inverse, car les facteurs qui entraînent généralement des hausses des taux d'intérêt (par exemple, une forte croissance économique, l'inflation) donnent également lieu à une augmentation des flux de trésorerie en ce qui concerne l'actif.

Le tableau suivant présente l'incidence d'une variation de 25 points de base des données non observables pertinentes sur la juste valeur de nos immeubles de placement au 30 juin 2017. Pour les immeubles évalués selon la méthode d'actualisation des flux de trésorerie, la variation des points de base dans les paramètres d'évaluation est liée à une variation du taux d'actualisation et du taux de capitalisation final. Pour les immeubles évalués selon la méthode de la capitalisation directe, la variation des points de base dans les paramètres d'évaluation est liée à une variation du taux de capitalisation global.

Immeubles de bureaux principaux

États-Unis	828 \$
Canada	239
Australie	123
Europe	—
Brésil	10
Immeubles présentant des occasions et autres	
Immeubles de bureaux présentant des occasions	220
Immeubles de commerce de détail présentant des occasions	186
Immeubles industriels	103
Immeubles résidentiels	195
Biens à bail hypernet	183
Installations de stockage en libre-service	71
Résidences pour étudiants	47
Maisons préfabriquées	88
Total	2 293 \$

ii) Impôt sur le résultat

Le tableau suivant présente le rapprochement de notre taux d'imposition effectif.

POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN	Trimestres			Semestres		
	2017	2016	Variation	2017	2016	Variation
Taux d'imposition prévu par la loi	26 %	26 %	— %	26 %	26 %	— %
Augmentation (diminution) du taux découlant des éléments suivants :						
Tranche des profits assujettie à des taux d'imposition différents	1	—	1	3	—	3
Activités internationales assujetties à des taux d'imposition différents	(6)	(5)	(1)	(2)	(2)	—
Bénéfice imposable attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle	(7)	(3)	(4)	(9)	(6)	(3)
Comptabilisation d'actifs d'impôt différé non comptabilisés antérieurement	(4)	(2)	(2)	(6)	(2)	(4)
Non-comptabilisation des avantages liés aux pertes fiscales de l'exercice considéré	4	9	(5)	5	7	(2)
Autres	(3)	4	(7)	(3)	3	(6)
Taux d'imposition effectif	11 %	29 %	(18) %	14 %	26 %	(12) %

Nous exerçons nos activités dans des pays où la plupart des taux d'imposition diffèrent du taux d'imposition prévu par la loi au Canada, et nous tirons également parti d'incitatifs fiscaux mis en place par divers pays afin de favoriser l'activité économique. Les écarts entre les taux d'imposition à l'échelle mondiale ont donné lieu à une diminution de 6 % de notre taux d'imposition effectif, comparativement à une diminution de 5 % en 2016. L'écart varie d'une période à l'autre selon l'importance relative du bénéfice comptabilisé dans chaque pays.

À titre de gestionnaire d'actifs, bon nombre de nos activités sont détenues par des entités intermédiaires partiellement détenues telles que des partenariats, et tout passif d'impôt est engagé par les investisseurs contrairement à l'entité. Par conséquent, bien que notre bénéfice net consolidé comprenne le bénéfice attribuable aux participations ne donnant pas le contrôle dans ces entités, notre charge d'impôt consolidée comprend uniquement notre quote-part de la charge d'impôt de ces entités. Autrement dit, nous consolidons la totalité du bénéfice net, mais seulement notre quote-part de leur charge d'impôt connexe; cela a donné lieu à une diminution de 7 % et de 3 % de notre taux d'imposition effectif par rapport au taux d'imposition prévu par la loi en 2017 et en 2016, respectivement.

Rapprochement des mesures non définies par les IFRS

i) Bénéfice net et flux de trésorerie liés aux opérations

Le tableau suivant présente un rapprochement du bénéfice net et du total des flux de trésorerie liés aux opérations par secteur.

	Total		Par action	
	2017	2016	2017	2016
POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN (EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)				
Bénéfice net.....	958 \$	584 \$	0,94 \$	0,56 \$
Profits à la cession réalisés comptabilisés dans les variations de la juste valeur ou au cours des périodes précédentes	499	123	0,51	0,13
Participations ne donnant pas le contrôle dans les flux de trésorerie liés aux opérations	(1 103)	(687)	(1,13)	(0,70)
Composantes des états financiers non incluses dans les flux de trésorerie liés aux opérations				
Variations de la juste valeur comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et autres éléments ne faisant pas partie des flux de trésorerie liés aux opérations	241	4	0,25	—
Variations de la juste valeur	(213)	(65)	(0,22)	(0,07)
Amortissements	613	516	0,63	0,53
Impôt différé.....	31	162	0,03	0,17
Total des flux de trésorerie liés aux opérations par secteur	1 026 \$	637 \$	1,01 \$	0,62 \$

	Total		Par action	
	2017	2016	2017	2016
POUR LES SEMESTRES CLOS LES 30 JUIN (EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)				
Bénéfice net.....	1 476 \$	1 220 \$	1,44 \$	1,18 \$
Profits à la cession réalisés comptabilisés dans les variations de la juste valeur ou au cours des périodes précédentes	651	335	0,67	0,34
Participations ne donnant pas le contrôle dans les flux de trésorerie liés aux opérations	(2 032)	(1 405)	(2,08)	(1,44)
Composantes des états financiers non incluses dans les flux de trésorerie liés aux opérations				
Variations de la juste valeur comptabilisées selon la méthode de la mise en équivalence et autres éléments ne faisant pas partie des flux de trésorerie liés aux opérations.....	363	278	0,37	0,28
Variations de la juste valeur	(9)	(417)	(0,01)	(0,43)
Amortissements	1 112	997	1,14	1,02
Impôt différé.....	139	332	0,14	0,35
Total des flux de trésorerie liés aux opérations par secteur	1 700 \$	1 340 \$	1,67 \$	1,30 \$

ii) Intérêts comptabilisés latents

Nous n'inscrivons les intérêts comptabilisés qu'à la fin de la période de calcul pertinente en vertu des IFRS, soit habituellement à la fin ou à l'approche de la fin de la durée d'un fonds. Nous analysons la méthode comptable liée aux intérêts comptabilisés à la note 2, Principales méthodes comptables, de notre rapport annuel au 31 décembre 2016. Néanmoins, nous fournissons de l'information supplémentaire quant au montant estimatif des intérêts comptabilisés latents qui ont été accumulés en fonction du rendement du fonds jusqu'à la date de clôture des états financiers ci-après. Les intérêts comptabilisés latents sont calculés selon l'hypothèse que le fonds a été liquidé à la date de clôture, en fonction de la valeur estimative des placements sous-jacents. Les intérêts comptabilisés latents sont une mesure non définie par les IFRS qui représente le montant des intérêts comptabilisés auquel nous aurions droit si les fonds privés étaient liquidés le dernier jour de la période de présentation de l'information financière, selon la valeur estimative des placements sous-jacents. Nous utilisons cette mesure pour obtenir de l'information additionnelle sur la façon dont le rendement des placements influe sur notre capacité de gagner des intérêts comptabilisés au cours de périodes futures. Pour cette raison, nous sommes d'avis qu'elle est utile pour les investisseurs.

Nous déterminons à chaque période le montant des intérêts comptabilisés latents gagnés ou perdus au cours de cette période. Nous ne comptabilisons pas la tranche latente dans nos résultats financiers; cette tranche n'est comptabilisée que lorsqu'elle est réalisée en vertu des IFRS. Le tableau qui suit présente un rapprochement des intérêts comptabilisés réalisés et des intérêts comptabilisés latents.

POUR LES TRIMESTRES CLOS LES 30 JUIN
(EN MILLIONS)

	2017	2016
Intérêts comptabilisés réalisés, montant net.....	— \$	— \$
Comptabilisation du montant latent.....	—	—
Comptabilisation différée, montant net ¹	125	83
Ajouter : coûts connexes.....	30	47
Intérêts comptabilisés latents générés au cours de la période ¹	155 \$	130 \$

1. Les montants dépendent du rendement futur des placements. Représente l'estimation de la direction du montant des intérêts comptabilisés auquel nous aurions droit si les fonds étaient liquidés à la fin de la période.

iii) Rapprochement de la structure du capital consolidé et de la consolidation proportionnelle

La consolidation proportionnelle est une mesure non définie par les IFRS qui présente notre quote-part de la dette et d'autres obligations en fonction de notre propriété des placements connexes. Nous avons recours à cette mesure afin de permettre l'analyse de notre niveau d'endettement par rapport à nos capitaux propres ordinaires. Cette mesure peut différer de notre levier financier consolidé en raison des participations variables que nous détenons dans nos placements consolidés et nos placements mis en équivalence.

Le tableau qui suit présente un rapprochement de la structure du capital consolidé et de la consolidation proportionnelle.

(EN MILLIONS)	30 juin 2017	31 déc. 2016
Total – structure du capital consolidé.....	178 183 \$	159 826 \$
Ajouter : quote-part de la dette des participations dans des entreprises associées.....		
Déduire : passifs attribuables aux participations ne donnant pas le contrôle.....	8 708	8 396
Emprunts sans recours.....	(41 965)	(37 146)
Passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente.....	(359)	(49)
Créditeurs et autres.....	(7 382)	(4 256)
Passifs d'impôt différé.....	(6 637)	(5 068)
Obligations découlant des titres de capitaux propres des filiales.....	(1 982)	(1 737)
Participations ne donnant pas le contrôle.....	(47 767)	(43 235)
Total – consolidation proportionnelle.....	80 799 \$	76 731 \$

DÉCLARATIONS DE LA DIRECTION ET CONTRÔLES INTERNES

Contrôle interne à l'égard de l'information financière

Au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, aucun changement n'a été apporté à notre contrôle interne à l'égard de l'information financière qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence significative sur notre contrôle interne à l'égard de l'information financière.

Déclarations en vertu de la Financial Supervision Act des Pays-Bas

Comme l'exige le paragraphe 2 de l'article 5:25d de la Financial Supervision Act des Pays-Bas (la « Loi des Pays-Bas »), les membres du comité de direction (au sens défini par la Loi des Pays-Bas) confirment qu'à leur connaissance :

- les états financiers consolidés inclus dans le présent rapport intermédiaire donnent une image fidèle des actifs, des passifs, de la situation financière et du résultat net de la société, ainsi que des activités comprises dans la consolidation prise dans son ensemble;
- le rapport de gestion inclus dans le présent rapport intermédiaire comprend une analyse fidèle des renseignements requis en vertu du paragraphe 8 et, s'il y a lieu, du paragraphe 9 de l'article 5:25d de la Loi des Pays-Bas concernant la société, ainsi que des activités comprises dans la consolidation prise dans son ensemble.

MISE EN GARDE À L'ÉGARD DES DÉCLARATIONS ET DES INFORMATIONS PROSPECTIVES

Note : Le présent rapport aux actionnaires contient de l'« information prospective » au sens des lois sur les valeurs mobilières des provinces canadiennes et des « déclarations prospectives » au sens de l'article 27A de la Securities Act of 1933 des États-Unis et de l'article 21E de la Securities Exchange Act of 1934 des États-Unis dans leur version modifiée respective, des dispositions refuges prévues dans la Private Securities Litigation Reform Act of 1995 des États-Unis et de toute réglementation canadienne sur les valeurs mobilières applicable. Les déclarations prospectives comprennent des déclarations qui sont de nature prévisionnelle, dépendent de conditions ou d'événements futurs ou s'y rapportent, comprennent des déclarations pouvant porter sur les activités, les affaires, la situation financière, les résultats financiers attendus, la performance, les prévisions, les occasions, les priorités, les cibles, les buts, les objectifs continus, les stratégies et les perspectives de la société et de ses filiales, de même que les perspectives économiques en Amérique du Nord et à l'échelle mondiale, pour l'exercice en cours et les périodes subséquentes, et comprennent des termes tels que « s'attendre à », « anticiper », « planifier », « croire », « estimer », « chercher à », « avoir l'intention de », « viser », « projeter » et « prévoir », ainsi que les formes négatives de ces termes et d'autres expressions semblables, ou se caractérisent par l'emploi de la forme future ou conditionnelle de verbes tels que « être », « devoir » et « pouvoir ».

Bien que nous soyons d'avis que nos résultats, notre performance et nos réalisations futurs énoncés ou sous-entendus dans l'information et les déclarations prospectives sont fondés sur des hypothèses et des attentes raisonnables, le lecteur ne doit pas accorder une confiance indue à l'information et aux déclarations prospectives, puisque celles-ci sous-tendent des risques, des incertitudes et d'autres facteurs, connus et inconnus, dont plusieurs sont indépendants de notre volonté, qui pourraient faire en sorte que les résultats, la performance ou les réalisations réels de la société diffèrent significativement des résultats, de la performance ou des réalisations futurs attendus qui sont énoncés ou sous-entendus dans cette information et ces déclarations prospectives.

Les facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent significativement de ceux qui sont envisagés ou indiqués implicitement dans les déclarations prospectives sont notamment les suivants : l'incidence ou l'incidence imprévue de la conjoncture économique, de la situation politique et des marchés des pays dans lesquels nous exerçons nos activités; le comportement des marchés des capitaux, notamment les fluctuations des taux d'intérêt et de change; les marchés boursiers et financiers mondiaux et la disponibilité du financement et du refinancement par actions et par emprunt au sein de ces marchés; les mesures stratégiques, notamment les cessions; la capacité de réaliser et d'intégrer de façon efficace les acquisitions à nos activités existantes et la capacité d'enregistrer les bénéfices prévus; les changements de conventions et de méthodes comptables utilisées pour présenter la situation financière (y compris les incertitudes liées aux hypothèses et aux estimations comptables); l'incidence de l'application de modifications comptables futures; la concurrence; le risque opérationnel et le risque lié à la réputation; les changements liés aux technologies; les changements liés à la réglementation gouvernementale et à la législation dans les pays où nous exerçons nos activités; les modifications des lois fiscales; les catastrophes, par exemple les tremblements de terre et les ouragans; les répercussions possibles des conflits internationaux ou d'autres événements, notamment des actes terroristes; et les autres risques et facteurs décrits de façon détaillée à l'occasion dans les documents que nous déposons auprès des organismes de réglementation des valeurs mobilières au Canada et aux États-Unis.

Nous apportons cette mise en garde : la liste précédente des facteurs importants qui peuvent avoir des répercussions sur les résultats futurs n'est pas exhaustive. Lorsqu'ils se fient à nos déclarations prospectives pour prendre des décisions, les investisseurs et les autres personnes devraient examiner attentivement ces facteurs et autres incertitudes ainsi que les événements qui pourraient survenir. Sauf lorsque la loi l'exige, la société ne s'engage nullement à publier une mise à jour de ces déclarations ou informations prospectives, de façon écrite ou orale, qui pourrait s'avérer nécessaire par suite de nouveaux renseignements, d'événements futurs ou autrement.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

BILANS CONSOLIDÉS

(NON AUDITÉ)
(EN MILLIONS)

	Note	30 juin 2017	31 déc. 2016
Actif			
Trésorerie et équivalents de trésorerie		4 429 \$	4 299 \$
Autres actifs financiers	5, 6	4 998	4 700
Débiteurs et autres	6	11 183	9 133
Stocks	6	6 290	5 349
Actifs classés comme détenus en vue de la vente	7	1 284	432
Placements mis en équivalence.....		26 293	24 977
Immeubles de placement	8	56 827	54 172
Immobilisations corporelles.....	9	46 034	45 346
Immobilisations incorporelles	4	14 167	6 073
Goodwill.....		4 984	3 783
Actifs d'impôt différé		1 694	1 562
Total de l'actif		178 183 \$	159 826 \$
Passif et capitaux propres			
Créditeurs et autres	6	15 870 \$	11 915 \$
Passifs liés à des actifs classés comme détenus en vue de la vente.....	7	742	127
Emprunts généraux		4 924	4 500
Emprunts sans recours			
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises	6	57 246	52 442
Emprunts de filiales	6	9 829	7 949
Passifs d'impôt différé.....		11 909	9 640
Obligations découlant des titres de capitaux propres des filiales		3 618	3 565
Capitaux propres			
Capitaux propres privilégiés		3 949	3 954
Participations ne donnant pas le contrôle.....		47 767	43 235
Capitaux propres ordinaires	11	22 329	22 499
Total des capitaux propres		74 045	69 688
Total du passif et des capitaux propres		178 183 \$	159 826 \$

COMPTES CONSOLIDÉS DE RÉSULTAT

(NON AUDITÉ)
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN
(EN MILLIONS, SAUF LES MONTANTS PAR ACTION)

	Note	Trimestres		Semestres	
		2017	2016	2017	2016
Produits		9 444 \$	5 973 \$	15 445 \$	11 191 \$
Charges directes		(7 332)	(4 330)	(11 719)	(7 978)
Autres produits et profits		—	31	265	66
Résultat comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence		250	435	585	587
Charges					
Intérêts		(865)	(815)	(1 708)	(1 582)
Charges générales		(20)	(25)	(45)	(48)
Variations de la juste valeur	12	213	65	9	417
Amortissements		(613)	(516)	(1 112)	(997)
Impôt sur le résultat		(119)	(234)	(244)	(436)
Bénéfice net		958 \$	584 \$	1 476 \$	1 220 \$
Bénéfice net attribuable aux :					
Actionnaires		225 \$	185 \$	188 \$	442 \$
Participations ne donnant pas le contrôle		733	399	1 288	778
		958 \$	584 \$	1 476 \$	1 220 \$
Bénéfice net par action :					
Dilué	11	0,19 \$	0,15 \$	0,12 \$	0,38 \$
De base	11	0,20	0,16	0,12	0,39

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(NON AUDITÉ)
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN
(EN MILLIONS)

	Trimestres		Semestres	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice net.....	958 \$	584 \$	1 476 \$	1 220 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)				
Éléments susceptibles d'être reclassés en résultat net				
Contrats financiers et contrats de vente d'énergie	78	(150)	128	(264)
Titres disponibles à la vente.....	47	180	54	175
Placements mis en équivalence.....	4	(24)	7	(60)
Écart de change.....	(730)	577	(87)	1 892
Impôt sur le résultat	6	(25)	11	39
	(595)	558	113	1 782
Éléments qui ne seront pas reclassés en résultat net				
Réévaluation des immobilisations corporelles.....	11	21	11	22
Réévaluation des obligations à l'égard des régimes de retraite.....	(9)	(11)	(12)	(21)
Placements mis en équivalence	—	2	—	17
Impôt sur le résultat	—	(1)	1	6
	2	11	—	24
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale)				
	(593)	569	113	1 806
Bénéfice global.....	365 \$	1 153 \$	1 589 \$	3 026 \$
Attribuable aux :				
Actionnaires				
Bénéfice net.....	225 \$	185 \$	188 \$	442 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale).....	(94)	211	166	602
Bénéfice global	131 \$	396 \$	354 \$	1 044 \$
Participations ne donnant pas le contrôle				
Bénéfice net.....	733 \$	399 \$	1 288 \$	778 \$
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale).....	(499)	358	(53)	1 204
Bénéfice global	234 \$	757 \$	1 235 \$	1 982 \$

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

(NON AUDITÉ) POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2017 (EN MILLIONS)	Cumul des autres éléments du résultat global										
	Capital social ordinaire	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Changements de propriété ¹	Écart de réévaluation	Écart de change	Autres réserves ²	Capitaux propres ordinaires	Capitaux propres priviliés	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2017.....	4 404 \$	237 \$	11 234 \$	1 213 \$	6 733 \$	(1 049) \$	(261) \$	22 511 \$	3 950 \$	43 965 \$	70 426 \$
Variations au cours de la période											
Bénéfice net.....	—	—	225	—	—	—	—	225	—	733	958
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale).....	—	—	—	—	2	(170)	74	(94)	—	(499)	(593)
Bénéfice global	—	—	225	—	2	(170)	74	131	—	234	365
Distributions aux actionnaires											
Capitaux propres ordinaires.....	—	—	(237)	—	—	—	—	(237)	—	—	(237)
Capitaux propres privilégiés.....	—	—	(35)	—	—	—	—	(35)	—	—	(35)
Participations ne donnant pas le contrôle....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(813)	(813)
Autres éléments											
Émissions de titres de capitaux propres, déduction faite des rachats.....	9	(3)	(5)	—	—	—	—	1	(1)	3 580	3 580
Rémunération fondée sur des actions.....	—	14	3	—	—	—	—	17	—	1	18
Changements de propriété.....	—	—	—	(76)	—	18	(1)	(59)	—	800	741
Total des variations au cours de la période....	9	11	(49)	(76)	2	(152)	73	(182)	(1)	3 802	3 619
Solde au 30 juin 2017.....	4 413 \$	248 \$	11 185 \$	1 137 \$	6 735 \$	(1 201) \$	(188) \$	22 329 \$	3 949 \$	47 767 \$	74 045 \$

1. Comprend les profits ou les pertes découlant des changements de propriété des filiales consolidées.
2. Comprend les titres disponibles à la vente, les couvertures de flux de trésorerie, les écarts actuariels liés aux régimes de retraite et les autres éléments du résultat global liés aux placements mis en équivalence, déduction faite de l'impôt sur le résultat connexe.

(NON AUDITÉ) POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2016 (EN MILLIONS)	Cumul des autres éléments du résultat global										
	Capital social ordinaire	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Changements de propriété ¹	Écart de réévaluation	Écart de change	Autres réserves ²	Capitaux propres ordinaires	Capitaux propres priviliés	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 mars 2016.....	4 376 \$	202 \$	11 067 \$	1 393 \$	6 797 \$	(1 355) \$	(598) \$	21 882 \$	3 739 \$	35 806 \$	61 427 \$
Variations au cours de la période											
Bénéfice net.....	—	—	185	—	—	—	—	185	—	399	584
Autres éléments de bénéfice global	—	—	—	—	3	169	39	211	—	358	569
Bénéfice global	—	—	185	—	3	169	39	396	—	757	1 153
Distributions aux actionnaires											
Capitaux propres ordinaires	—	—	(622)	—	—	54	2	(566)	—	441	(125)
Capitaux propres privilégiés.....	—	—	(34)	—	—	—	—	(34)	—	—	(34)
Participations ne donnant pas le contrôle....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(400)	(400)
Autres éléments											
Émissions de titres de capitaux propres, déduction faite des rachats.....	8	(3)	(1)	—	—	—	—	4	(5)	2 551	2 550
Rémunération fondée sur des actions.....	—	13	(19)	—	—	—	—	(6)	—	—	(6)
Changements de propriété.....	—	—	41	40	(161)	42	(5)	(43)	—	17	(26)
Total des variations au cours de la période....	8	10	(450)	40	(158)	265	36	(249)	(5)	3 366	3 112
Solde au 30 juin 2016	4 384 \$	212 \$	10 617 \$	1 433 \$	6 639 \$	(1 090) \$	(562) \$	21 633 \$	3 734 \$	39 172 \$	64 539 \$

1. Comprend les profits ou les pertes découlant des changements de propriété des filiales consolidées.
2. Comprend les titres disponibles à la vente, les couvertures de flux de trésorerie, les écarts actuariels liés aux régimes de retraite et les autres éléments du résultat global liés aux placements mis en équivalence, déduction faite de l'impôt sur le résultat connexe.

(NON AUDITÉ) POUR LE SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2017 (EN MILLIONS)	Cumul des autres éléments du résultat global										
	Capital social ordinaire	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Changements de propriété ¹	Écart de réévaluation	Écart de change	Autres réserves ²	Capitaux propres ordinaires	Capitaux propres privilégiés	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2016	4 390 \$	234 \$	11 490 \$	1 199 \$	6 750 \$	(1 256) \$	(308) \$	22 499 \$	3 954 \$	43 235 \$	69 688 \$
Variations au cours de la période											
Bénéfice net.....	—	—	188	—	—	—	—	188	—	1 288	1 476
Autres éléments de bénéfice global (de perte globale).....	—	—	—	—	2	41	123	166	—	(53)	113
Bénéfice global	—	—	188	—	2	41	123	354	—	1 235	1 589
Distributions aux actionnaires											
Capitaux propres ordinaires.....	—	—	(372)	—	—	—	—	(372)	—	—	(372)
Capitaux propres privilégiés.....	—	—	(71)	—	—	—	—	(71)	—	—	(71)
Participations ne donnant pas le contrôle....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(1 598)	(1 598)
Autres éléments											
Émissions de titres de capitaux propres, déduction faite des rachats.....	23	(14)	(58)	—	—	—	—	(49)	(5)	4 187	4 133
Rémunération fondée sur des actions.....	—	28	2	—	—	—	—	30	—	2	32
Changements de propriété.....	—	—	6	(62)	(17)	14	(3)	(62)	—	706	644
Total des variations au cours de la période....	23	14	(305)	(62)	(15)	55	120	(170)	(5)	4 532	4 357
Solde au 30 juin 2017.....	4 413 \$	248 \$	11 185 \$	1 137 \$	6 735 \$	(1 201) \$	(188) \$	22 329 \$	3 949 \$	47 767 \$	74 045 \$

1. Comprend les profits ou les pertes découlant des changements de propriété des filiales consolidées.
2. Comprend les titres disponibles à la vente, les couvertures de flux de trésorerie, les écarts actuariels liés aux régimes de retraite et les autres éléments du résultat global liés aux placements mis en équivalence, déduction faite de l'impôt sur le résultat connexe.

(NON AUDITÉ) POUR LE SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2016 (EN MILLIONS)	Cumul des autres éléments du résultat global										
	Capital social ordinaire	Surplus d'apport	Bénéfices non distribués	Changements de propriété ¹	Écart de réévaluation	Écart de change	Autres réserves ²	Capitaux propres ordinaires	Capitaux propres privilégiés	Participations ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2015	4 378 \$	192 \$	11 045 \$	1 500 \$	6 787 \$	(1 796) \$	(538) \$	21 568 \$	3 739 \$	31 920 \$	57 227 \$
Variations au cours de la période											
Bénéfice net.....	—	—	442	—	—	—	—	442	—	778	1 220
Autres éléments de bénéfice global	—	—	—	—	13	610	(21)	602	—	1 204	1 806
Bénéfice global	—	—	442	—	13	610	(21)	1 044	—	1 982	3 026
Distributions aux actionnaires											
Capitaux propres ordinaires	—	—	(747)	—	—	54	2	(691)	—	441	(250)
Capitaux propres privilégiés.....	—	—	(67)	—	—	—	—	(67)	—	—	(67)
Participations ne donnant pas le contrôle....	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(841)	(841)
Autres éléments											
Émissions de titres de capitaux propres, déduction faite des rachats.....	6	(6)	(81)	—	—	—	—	(81)	(5)	4 149	4 063
Rémunération fondée sur des actions.....	—	26	(16)	—	—	—	—	10	—	5	15
Changements de propriété.....	—	—	41	(67)	(161)	42	(5)	(150)	—	1 516	1 366
Total des variations au cours de la période....	6	20	(428)	(67)	(148)	706	(24)	65	(5)	7 252	7 312
Solde au 30 juin 2016	4 384 \$	212 \$	10 617 \$	1 433 \$	6 639 \$	(1 090) \$	(562) \$	21 633 \$	3 734 \$	39 172 \$	64 539 \$

1. Comprend les profits ou les pertes découlant des changements de propriété des filiales consolidées.
2. Comprend les titres disponibles à la vente, les couvertures de flux de trésorerie, les écarts actuariels liés aux régimes de retraite et les autres éléments du résultat global liés aux placements mis en équivalence, déduction faite de l'impôt sur le résultat connexe.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(NON AUDITÉ)
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN
(EN MILLIONS)

	Note	Trimestres		Semestres	
		2017	2016	2017	2016
Activités d'exploitation					
Bénéfice net		958 \$	584 \$	1 476 \$	1 220 \$
Autres produits et profits		—	(31)	(265)	(66)
Quote-part du bénéfice non distribué des placements mis en équivalence		(155)	(298)	(262)	(359)
Variations de la juste valeur	12	(213)	(65)	(9)	(417)
Amortissements		613	516	1 112	997
Impôt différé		31	162	139	332
Investissements dans les stocks de propriétés résidentielles		(11)	57	(107)	(155)
Variation nette des soldes hors trésorerie du fonds de roulement		(64)	(60)	(386)	(468)
		1 159	865	1 698	1 084
Activités de financement					
Emprunts généraux contractés		—	492	743	492
Emprunts généraux remboursés		(434)	—	(434)	—
Papier commercial et emprunts bancaires, montant net		—	(371)	—	(174)
Emprunts sans recours contractés		7 520	5 177	13 753	11 892
Emprunts sans recours remboursés		(4 505)	(4 634)	(9 770)	(8 975)
Facilités de crédit sans recours, montant net		(1 296)	(942)	184	4
Obligations découlant des titres de capitaux propres de filiales émis		—	1	249	9
Obligations découlant des titres de capitaux propres de filiales rachetés		(123)	(164)	(299)	(175)
Capital fourni par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		4 282	4 014	5 609	5 850
Capital remboursé aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		(702)	(1 463)	(1 422)	(1 701)
Rachat de capitaux propres privilégiés		(1)	(5)	(4)	(5)
Émissions d'actions ordinaires		2	2	9	10
Rachats d'actions ordinaires		(4)	—	(65)	(94)
Distributions aux détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle		(813)	(400)	(1 598)	(841)
Distributions aux actionnaires		(170)	(159)	(341)	(317)
		3 756	1 548	6 614	5 975
Activités d'investissement					
Acquisitions					
Immeubles de placement		(500)	(715)	(890)	(1 127)
Immobilisations corporelles		(412)	(330)	(809)	(631)
Placements mis en équivalence		(555)	(692)	(712)	(826)
Actifs financiers et autres actifs		(1 115)	(1 023)	(1 896)	(2 377)
Acquisition de filiales		(5 949)	(2 284)	(7 260)	(4 888)
Cessions					
Immeubles de placement		175	1 240	777	1 784
Immobilisations corporelles		13	7	55	12
Placements mis en équivalence		701	324	723	497
Actifs financiers et autres actifs		746	933	1 387	1 658
Cession de filiales		(37)	127	470	127
Liquidités et dépôts soumis à restrictions		39	470	(64)	(107)
		(6 894)	(1 943)	(8 219)	(5 878)
Trésorerie et équivalents de trésorerie					
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie		(1 979)	470	93	1 181
Écart de réévaluation de change		(19)	(13)	37	65
Solde au début de la période		6 427	3 563	4 299	2 774
Solde à la fin de la période		4 429 \$	4 020 \$	4 429 \$	4 020 \$

NOTES ANNEXES

1. INFORMATION SUR LA SOCIÉTÉ

Brookfield Asset Management Inc. (la « Société ») est une société de gestion d'actifs alternatifs d'envergure mondiale. Dans les présents états financiers intermédiaires, les références à « Brookfield », « nous », « notre » ou « la société » se rapportent à la Société et à ses filiales directes et indirectes, ainsi qu'aux entités consolidées. La société possède et gère des actifs en axant ses activités sur l'immobilier, l'énergie renouvelable, les infrastructures et le capital-investissement. La Société est inscrite à la Bourse de New York, à la Bourse de Toronto et à la Bourse Euronext sous les symboles BAM, BAM.A et BAMA, respectivement. La Société a été constituée conformément à des statuts de fusion en vertu de la *Loi sur les sociétés par actions* (Ontario) et est inscrite en Ontario, au Canada. Le siège social de la société est situé au Brookfield Place, 181 Bay Street, Suite 300, Toronto (Ontario) M5J 2T3.

2. PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

a) Déclaration de conformité

Les états financiers intermédiaires ont été préparés conformément à la Norme comptable internationale (« IAS ») 34, *Information financière intermédiaire*, et selon les mêmes méthodes comptables publiées dans les états financiers consolidés audités de l'exercice clos le 31 décembre 2016, sauf dans les cas mentionnés à la note 2b) ci-après.

Ces états financiers intermédiaires doivent être lus en parallèle avec le plus récent rapport annuel publié par la société, qui comprend l'information nécessaire ou pertinente pour comprendre les activités de la société et la présentation des états financiers. Plus particulièrement, les principales méthodes comptables de la société sont présentées à la note 2 des états financiers consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2016 inclus dans ce rapport.

Les états financiers intermédiaires ne sont pas audités, et ils reflètent tous les ajustements (soit les ajustements récurrents normaux) qui, de l'avis de la direction, sont nécessaires afin de refléter fidèlement les résultats pour les périodes intermédiaires conformément aux Normes internationales d'information financière (les « IFRS »), telles qu'elles ont été publiées par l'International Accounting Standards Board (l'« IASB »).

Les résultats présentés dans ces états financiers intermédiaires ne donnent pas nécessairement une indication des résultats qui pourraient être obtenus pour l'exercice complet. La publication des états financiers intermédiaires a été autorisée par le conseil d'administration de la société le 9 août 2017.

b) Adoption de normes comptables

i) *Impôt sur le résultat*

Les modifications à IAS 12, *Impôts sur le résultat*, clarifient les aspects suivants : i) les pertes latentes sur les instruments d'emprunt évalués à la juste valeur et évalués au coût à des fins fiscales donnent lieu à une différence temporaire déductible, que le détenteur de cet instrument d'emprunt prévoit recouvrer la valeur comptable de l'instrument d'emprunt au moyen de sa vente ou de son utilisation; ii) la valeur comptable d'un actif ne restreint pas l'estimation du bénéfice imposable futur probable; iii) l'estimation du bénéfice imposable futur probable exclut les déductions fiscales résultant de la résorption des différences temporaires déductibles; iv) une entité évalue un actif d'impôt différé en relation avec les autres actifs d'impôt différé. La société a adopté les modifications sur une base prospective le 1^{er} janvier 2017, et cette adoption n'a pas eu d'incidence importante sur ses états financiers consolidés.

ii) *Tableau des flux de trésorerie*

En janvier 2016, l'IASB a publié des modifications à IAS 7, *Tableau des flux de trésorerie* (« IAS 7 »), qui entrent en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2017. L'IASB exige la présentation des variations suivantes des passifs issus des activités de financement (au besoin) : i) les changements issus des flux de trésorerie de financement; ii) les changements découlant de l'obtention ou de la perte de contrôle de filiales ou d'autres entreprises; iii) l'effet des variations des cours des monnaies étrangères; iv) les variations des justes valeurs; et v) les autres changements. Puisque les modifications sont publiées moins de un an avant la date d'entrée en vigueur, la société n'est pas tenue de fournir des données comparatives lors de la première application des modifications. La société a déterminé que les modifications n'ont pas d'incidence importante sur ses états financiers consolidés, puisque les informations fournies comprennent déjà les informations requises par les modifications.

c) Modifications futures de normes comptables

i) *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*

IFRS 15, *Produits des activités ordinaires tirés de contrats conclus avec des clients*, précise les circonstances dans lesquelles les produits devraient être comptabilisés, ainsi que les exigences en matière de présentation d'informations plus précises et pertinentes. La norme exige également la présentation d'informations additionnelles au sujet de la nature, du montant, du calendrier et du degré d'incertitude des produits et des flux de trésorerie provenant de contrats conclus avec des clients. La norme remplace IAS 18, *Produits des activités ordinaires*, IAS 11, *Contrats de construction*, et un certain nombre d'interprétations liées aux produits. IFRS 15 s'applique à presque tous les contrats conclus avec des clients, les principales exceptions concernant les contrats de location, les instruments financiers et les contrats d'assurance. Elle doit être appliquée pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'application anticipée est autorisée. Les entités peuvent adopter la norme de façon entièrement rétrospective ou selon l'approche rétrospective modifiée.

Jusqu'à présent, la direction a participé à des séances de planification stratégique avec ses filiales et ses entreprises associées et a élaboré un plan d'adoption. La direction a également relevé des sources de produits importantes qui doivent être évaluées, et procède actuellement à la collecte, à l'identification et au recensement de renseignements détaillés sur les principaux contrats pouvant être touchés par les modifications à la date de transition. Les étapes suivantes consisteront à terminer l'analyse globale, à évaluer toute incidence possible sur les systèmes informatiques et les contrôles internes et à examiner les informations supplémentaires requises par la norme.

Actuellement, la direction prévoit adopter la norme en utilisant l'approche rétrospective modifiée. Cette méthode entraîne un ajustement cumulatif des résultats non distribués au 1^{er} janvier 2018, comme si la norme avait toujours été en vigueur.

La direction continue d'évaluer l'incidence globale d'IFRS 15 sur les états financiers consolidés.

ii) *Instruments financiers*

En juillet 2014, l'IASB a publié la version définitive d'IFRS 9, *Instruments financiers* (« IFRS 9 »), qui remplace IAS 39, *Instruments financiers*. IFRS 9 établit des principes d'information financière en matière d'actifs financiers et de passifs financiers en vue de la présentation d'informations pertinentes et utiles aux utilisateurs des états financiers pour l'appréciation des montants, du calendrier et du degré d'incertitude liés aux flux de trésorerie futurs de l'entité. Cette norme comprend également une nouvelle norme en matière de comptabilité de couverture générale qui lie plus étroitement la comptabilité de couverture aux activités de gestion des risques. Elle ne modifie pas entièrement les différentes catégories de relations de couverture ni l'obligation d'évaluer et de comptabiliser l'inefficacité. Cependant, IFRS 9 permettra à un plus grand nombre de stratégies de couverture utilisées pour la gestion des risques d'être admissibles à l'application de la comptabilité de couverture et permettra d'exercer davantage son jugement au moment d'évaluer l'efficacité des relations de couverture.

La norme entrera obligatoirement en vigueur pour les exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2018, et l'adoption anticipée est permise. La société a constitué une équipe à l'échelle mondiale pour évaluer l'incidence sur les états financiers et l'incidence administrative d'IFRS 9 touchant ses états financiers consolidés. La société a décidé sur une base préliminaire d'adopter la norme rétrospectivement, sans retraitement des chiffres correspondants. Le cas échéant, un ajustement cumulatif sera comptabilisé par le biais des capitaux propres au moment de l'adoption. La société a également entamé la phase d'identification des questions problématiques relatives au projet de transition et prévoit entamer l'évaluation de l'incidence au troisième trimestre.

iii) *Contrats de location*

En janvier 2016, l'IASB a publié une nouvelle norme, soit IFRS 16, *Contrats de location* (« IFRS 16 »), qui entraîne la comptabilisation de la plupart des contrats de location au bilan, faisant disparaître la distinction entre contrats de location simple et contrats de location-financement. Toutefois, le traitement comptable appliqué par le bailleur demeure essentiellement le même et la distinction entre contrats de location-financement et contrats de location simple demeure la même. IFRS 16 annule et remplace IAS 17, *Contrats de location*, et les interprétations connexes et entre en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2019; l'adoption anticipée est permise à condition qu'IFRS 15 ait aussi été appliquée. La société évalue actuellement l'incidence d'IFRS 16 sur ses états financiers consolidés.

iv) *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée*

IFRIC 22, *Transactions en monnaie étrangère et contrepartie anticipée* (« IFRIC 22 »), précise que la date des transactions en monnaie étrangère, aux fins de la détermination du cours de change à employer lors de la comptabilisation de l'actif, de la charge ou du produit connexe (ou de la partie d'actif, de charge ou de produit connexe) est la date de la comptabilisation initiale, par l'entité, de l'actif non monétaire ou du passif non monétaire issu du paiement ou de la réception de la contrepartie anticipée. L'interprétation est en vigueur pour les périodes ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2018 et peut être appliquée de façon rétrospective ou prospective. La société n'a pas encore déterminé l'incidence d'IFRIC 22 sur ses états financiers consolidés.

3. INFORMATION SECTORIELLE

a) Secteurs opérationnels

Les flux de trésorerie liés aux opérations sont une mesure clé de notre performance financière et ils représentent le résultat sectoriel. Nous utilisons les flux de trésorerie liés aux opérations pour évaluer les résultats d'exploitation et la performance de nos entreprises par secteur. Nous définissons les flux de trésorerie liés aux opérations comme le bénéfice net excluant les variations de la juste valeur, les amortissements et l'impôt différé, déduction faite des participations ne donnant pas le contrôle. Lorsque nous calculons les flux de trésorerie liés aux opérations, nous incluons notre quote-part des flux de trésorerie liés aux opérations des placements mis en équivalence, après dilution. Les flux de trésorerie liés aux opérations comprennent également les profits ou les pertes à la cession réalisés, qui correspondent aux profits ou aux pertes découlant des transactions effectuées au cours de la période de présentation de l'information financière, ajustés pour tenir compte des variations connexes de la juste valeur et de l'écart de réévaluation comptabilisés au cours de périodes précédentes, de l'impôt à payer ou à recevoir dans le cadre de ces transactions, ainsi que des montants qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres, comme les changements de propriété.

Nous utilisons les flux de trésorerie liés aux opérations pour évaluer notre performance en tant que gestionnaire d'actifs et, de façon distincte, en tant qu'investisseur dans nos actifs, ainsi que pour déterminer l'incidence financière de nos décisions de nature opérationnelle. Les flux de trésorerie liés aux opérations comprennent les honoraires que nous gagnons pour notre gestion du capital, ainsi que notre quote-part des produits gagnés et des coûts engagés au sein de nos activités, ce qui inclut les charges d'intérêts et les autres coûts. Plus particulièrement, les flux de trésorerie liés aux opérations comprennent l'incidence des contrats que nous concluons pour générer des produits, y compris les contrats de gestion d'actifs, les contrats de vente d'électricité et les contrats que concluent nos entreprises actives, comme des contrats de location et des contrats d'achat ferme et des ventes de stocks. Les flux de trésorerie liés aux opérations comprennent également l'incidence des variations de l'endettement ou du coût de l'endettement, ainsi que d'autres coûts engagés pour conduire nos activités.

Nous incluons les profits et les pertes à la cession réalisés dans les flux de trésorerie liés aux opérations pour fournir de l'information additionnelle sur le rendement de nos placements, selon les montants cumulatifs réalisés, y compris tout ajustement à la juste valeur latente comptabilisé au cours de périodes antérieures, et qui n'est pas autrement reflété dans les flux de trésorerie liés aux opérations de la période considérée. Pour des raisons semblables, nous sommes d'avis que cette information est utile pour les investisseurs, car elle les aide à mieux comprendre les écarts entre les périodes de présentation de l'information financière.

Nous excluons les amortissements des flux de trésorerie liés aux opérations, puisque nous sommes d'avis que la valeur de la plupart de nos actifs augmente habituellement au fil du temps, pour autant que nous engagions les dépenses d'investissement nécessaires, dont le calendrier et l'ampleur peuvent différer du montant de l'amortissement pour toute période donnée. De plus, le coût de base déprécié de nos actifs est reflété dans le profit final ou la perte finale à la cession réalisé. Comme il est mentionné précédemment, les variations de la juste valeur latente sont exclues des flux de trésorerie liés aux opérations jusqu'à la période au cours de laquelle l'actif est vendu. Nous excluons également l'impôt différé des flux de trésorerie liés aux opérations parce que la vaste majorité des actifs et des passifs d'impôt différé de la société découlent de la réévaluation de nos actifs en vertu des IFRS. L'impôt en trésorerie est inclus dans les flux de trésorerie liés aux opérations.

Notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations peut être différente de la définition utilisée par d'autres sociétés et de la définition de flux de trésorerie liés aux opérations utilisée par l'Association des biens immobiliers du Canada (la « REALpac ») et la National Association of Real Estate Investment Trusts, Inc. (la « NAREIT »), entre autres parce que la définition de la NAREIT est fondée sur les PCGR des États-Unis et non sur les IFRS. Les principales différences observées lorsque nous rapprochons notre définition des flux de trésorerie liés aux opérations de celle de la REALpac ou de la NAREIT sont liées au fait que nous incluons dans les flux de trésorerie liés aux opérations les éléments suivants : les profits ou les pertes à la cession réalisés et l'impôt exigible ou à recevoir en trésorerie sur ces profits ou pertes, s'il y a lieu; les profits ou les pertes de change sur les éléments monétaires qui ne font pas partie de nos investissements nets dans des établissements à l'étranger; les profits ou les pertes de change à la vente d'un investissement dans un établissement à l'étranger.

Nous présentons le calcul des flux de trésorerie liés aux opérations pour chaque secteur opérationnel, ainsi que le rapprochement du bénéfice net total des flux de trésorerie liés aux opérations par secteur à la note 3b)v) des états financiers consolidés. Nous n'utilisons pas les flux de trésorerie liés aux opérations comme une mesure de la trésorerie générée par nos activités.

Avec prise d'effet au premier trimestre de 2017, nous avons changé le nom du secteur Immeubles pour Immobilier. La présentation de l'information financière ainsi que de l'information aux fins de la prise de décisions par la direction pour ce secteur est demeurée la même sous le nouveau nom. Aucun changement quantitatif n'a été appliqué aux périodes présentées par suite du changement de nom.

i) Information sectorielle sur le bilan

Nous calculons les actifs sectoriels en fonction des capitaux propres ordinaires par secteur, soit le montant des capitaux propres ordinaires attribués à chaque secteur, pour examiner notre bilan déconsolidé, car il s'agit de la méthode utilisée par le principal décideur opérationnel de la société pour prendre les décisions relatives à l'attribution du capital.

ii) Répartition et évaluation sectorielle

Les mesures sectorielles comprennent des montants gagnés auprès d'entités consolidées qui sont éliminés au moment de la consolidation. Les principaux ajustements consistent à inclure les produits tirés de la gestion d'actifs imputés aux entités consolidées dans les produits du secteur Gestion d'actifs de la société et à comptabiliser une charge correspondante à titre de charges générales dans le secteur pertinent. Ces montants sont établis d'après les modalités existantes des contrats de gestion d'actifs conclus entre les entités consolidées. Les produits intersectoriels sont gagnés aux termes de modalités qui se rapprochent de la valeur de marché.

La société attribue les charges liées aux fonctions partagées, comme les technologies de l'information et l'audit interne, en vertu de politiques officielles. Autrement, ces charges seraient incluses dans le secteur Activités du siège social.

b) Mesures des secteurs à présenter

AU 30 JUIN 2017 ET POUR LE TRIMESTRE CLOS À CETTE DATE (EN MILLIONS)	Gestion d'actifs	Immobilier	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement	Aménagement résidentiel	Activités du siège social	Total pour les secteurs	Notes
Produits externes.....	63 \$	1 748 \$	654 \$	1 037 \$	5 370 \$	499 \$	73 \$	9 444 \$	
Produits intersectoriels.....	290	9	—	5	83	—	—	387	i
Produits sectoriels.....	353	1 757	654	1 042	5 453	499	73	9 831	
Bénéfice sectoriel comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.....	—	243	4	225	39	(12)	(8)	491	ii
Charges d'intérêts.....	—	(453)	(157)	(117)	(60)	(20)	(63)	(870)	iii
Impôt exigible.....	—	(51)	5	(40)	(21)	(3)	22	(88)	iv
Flux de trésorerie liés aux opérations.....	231	661	65	84	62	(30)	(47)	1 026	v
Capitaux propres ordinaires.....	338	16 792	4 702	2 571	2 867	2 749	(7 690)	22 329	
Placements mis en équivalence.....	—	17 249	205	7 874	493	364	108	26 293	
Acquisitions d'actifs non courants ¹	—	1 052	77	6 953	3 528	18	2	11 630	

1. Comprend les placements mis en équivalence, les immeubles de placement, les immobilisations corporelles, les ressources durables, les immobilisations incorporelles et le goodwill.

AU 31 DÉCEMBRE 2016 ET POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2016 (EN MILLIONS)	Gestion d'actifs	Immobilier	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement	Aménagement résidentiel	Activités du siège social	Total pour les secteurs	Notes
Produits externes.....	39 \$	1 695 \$	617 \$	554 \$	2 439 \$	565 \$	64 \$	5 973 \$	
Produits intersectoriels.....	253	2	—	—	93	—	—	348	i
Produits sectoriels.....	292	1 697	617	554	2 532	565	64	6 321	
Bénéfice sectoriel comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.....	—	226	2	161	42	14	(6)	439	ii
Charges d'intérêts.....	—	(421)	(165)	(106)	(38)	(25)	(60)	(815)	iii
Impôt exigible.....	—	(7)	(7)	(8)	(11)	(4)	(35)	(72)	iv
Flux de trésorerie liés aux opérations.....	190	275	37	111	105	(7)	(74)	637	v
Capitaux propres ordinaires.....	328	16 727	4 826	2 697	2 862	2 679	(7 620)	22 499	
Placements mis en équivalence.....	—	16 628	206	7 346	336	374	87	24 977	
Acquisitions d'actifs non courants ¹	—	2 430	946	1 671	162	30	13	5 252	

1. Comprend les placements mis en équivalence, les immeubles de placement, les immobilisations corporelles, les ressources durables, les immobilisations incorporelles et le goodwill.

POUR LE SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2017 (EN MILLIONS)	Gestion d'actifs	Immobilier	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement	Aménagement résidentiel	Activités du siège social	Total pour les secteurs	Notes
Produits externes.....	100 \$	3 435 \$	1 297 \$	1 785 \$	7 768 \$	938 \$	122 \$	15 445 \$	
Produits intersectoriels.....	543	17	—	5	161	—	—	726	i
Produits sectoriels.....	643	3 452	1 297	1 790	7 929	938	122	16 171	
Bénéfice sectoriel comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.....	—	461	5	414	75	(11)	4	948	ii
Charges d'intérêts.....	—	(922)	(322)	(216)	(90)	(42)	(125)	(1 717)	iii
Impôt exigible.....	—	(54)	(12)	(52)	(16)	(5)	34	(105)	iv
Flux de trésorerie liés aux opérations.....	397	986	132	167	164	(38)	(108)	1 700	v
Acquisitions d'actifs non courants ¹	—	4 709	144	7 273	3 617	41	28	15 812	

1. Comprend les placements mis en équivalence, les immeubles de placement, les immobilisations corporelles, les ressources durables, les immobilisations incorporelles et le goodwill.

POUR LE SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2016 (EN MILLIONS)	Gestion d'actifs	Immobilier	Énergie renouvelable	Infrastructures	Capital- investissement	Aménagement résidentiel	Activités du siège social	Total pour les secteurs		Notes
Produits externes.....	125 \$	3 105 \$	1 271 \$	1 097 \$	4 507 \$	976 \$	110 \$	11 191 \$		
Produits intersectoriels.....	455	6	—	—	158	—	6	625		i
Produits sectoriels.....	580	3 111	1 271	1 097	4 665	976	116	11 816		
Bénéfice sectoriel comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.....	—	446	4	303	96	21	(5)	865		ii
Charges d'intérêts.....	—	(848)	(293)	(206)	(76)	(49)	(116)	(1 588)		iii
Impôt exigible.....	—	(10)	(16)	(13)	(15)	(6)	(44)	(104)		iv
Flux de trésorerie liés aux opérations.....	374	648	105	182	182	(22)	(129)	1 340		v
Acquisitions d'actifs non courants ¹	—	4 432	6 666	2 045	204	63	36	13 446		

1. Comprend les placements mis en équivalence, les immeubles de placement, les immobilisations corporelles, les ressources durables, les immobilisations incorporelles et le goodwill.

i) Produits intersectoriels

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, les ajustements apportés aux produits externes, aux fins de l'établissement des produits sectoriels, sont composés des honoraires de gestion reçus d'entités consolidées d'un montant total de 290 M\$ (2016 – 253 M\$), des produits tirés de projets de construction conclus entre des entités consolidées totalisant 83 M\$ (2016 – 93 M\$), et des produits d'intérêts et d'autres produits reçus d'entités consolidées totalisant 14 M\$ (2016 – 2 M\$), lesquels ont été éliminés au moment de la consolidation afin de calculer les produits consolidés de la société.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les ajustements apportés aux produits externes, aux fins de l'établissement des produits sectoriels, sont composés des honoraires de gestion reçus d'entités consolidées d'un montant total de 543 M\$ (2016 – 455 M\$), des produits tirés de projets de construction conclus entre des entités consolidées totalisant 161 M\$ (2016 – 158 M\$), et des produits d'intérêts et d'autres produits reçus d'entités consolidées totalisant 22 M\$ (2016 – 12 M\$), lesquels ont été éliminés au moment de la consolidation afin de calculer les produits consolidés de la société.

ii) Bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence

La société définit le résultat net comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence comme la quote-part de la société des flux de trésorerie liés aux opérations découlant de ses participations dans des entreprises associées (placements mis en équivalence), laquelle est déterminée en appliquant la même méthode que celle utilisée aux fins de l'ajustement du bénéfice net des entités consolidées. Le tableau qui suit présente le rapprochement du bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence sur une base sectorielle et des comptes consolidés de résultat de la société.

POUR LES PÉRIODES CLOSSES LES 30 JUIN (EN MILLIONS)	Trimestres		Semestres	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice sectoriel comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.....	491 \$	439 \$	948 \$	865 \$
Variations de la juste valeur et autres éléments ne faisant pas partie des flux de trésorerie liés aux opérations.....	(241)	(4)	(363)	(278)
Bénéfice comptabilisé selon la méthode de la mise en équivalence.....	250 \$	435 \$	585 \$	587 \$

iii) Charges d'intérêts

Pour le trimestre clos le 30 juin 2017, les ajustements apportés aux charges d'intérêts sont composés des intérêts sur les emprunts conclus entre les entités consolidées totalisant 5 M\$ (2016 – néant), lesquels ont été éliminés au moment de la consolidation, ainsi que des produits connexes.

Pour le semestre clos le 30 juin 2017, les ajustements apportés aux charges d'intérêts sont composés des intérêts sur les emprunts conclus entre les entités consolidées totalisant 9 M\$ (2016 – 6 M\$), lesquels ont été éliminés au moment de la consolidation, ainsi que des produits connexes.

iv) *Impôt exigible*

L'impôt exigible est inclus dans les flux de trésorerie liés aux opérations par secteur, mais est regroupé avec l'impôt différé, dans la charge d'impôt sur le résultat dans les comptes consolidés de résultat de la société. Le tableau qui suit présente le rapprochement de la charge d'impôt exigible sectorielle et de l'impôt sur le résultat consolidé.

	Trimestres		Semestres	
	2017	2016	2017	2016
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN (EN MILLIONS)				
Charge d'impôt exigible sectorielle	(88) \$	(72) \$	(105) \$	(104) \$
Charge d'impôt différé	(31)	(162)	(139)	(332)
Charge d'impôt	(119) \$	(234) \$	(244) \$	(436) \$

v) *Rapprochement du bénéfice net et des flux de trésorerie liés aux opérations*

Le tableau qui suit présente le rapprochement du bénéfice net et du total des flux de trésorerie liés aux opérations par secteur.

	Trimestres		Semestres	
	2017	2016	2017	2016
POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN (EN MILLIONS)				
Bénéfice net	958 \$	584 \$	1 476 \$	1 220 \$
Profits à la cession réalisés comptabilisés dans les variations de la juste valeur ou au cours des périodes précédentes	499	123	651	335
Participations ne donnant pas le contrôle dans les flux de trésorerie liés aux opérations	(1 103)	(687)	(2 032)	(1 405)
Composantes des états financiers non incluses dans les flux de trésorerie liés aux opérations				
Variations de la juste valeur et autres éléments ne faisant pas partie des flux de trésorerie liés aux opérations des placements mis en équivalence	241	4	363	278
Variations de la juste valeur	(213)	(65)	(9)	(417)
Amortissements	613	516	1 112	997
Impôt différé	31	162	139	332
Total des flux de trésorerie liés aux opérations par secteur	1 026 \$	637 \$	1 700 \$	1 340 \$

vi) *Profits à la cession réalisés*

Les profits à la cession réalisés comprennent des profits et des pertes comptabilisés en résultat net et découlant de transactions qui ont eu lieu au cours de la période considérée, ajustés pour tenir compte des variations de la juste valeur et de l'écart de réévaluation comptabilisés au cours de périodes précédentes. Les profits à la cession réalisés comprennent également des montants qui sont comptabilisés directement dans les capitaux propres à titre de changements de propriété plutôt qu'en résultat net, car ces montants découlent d'un changement de propriété d'une entité consolidée.

Les profits à la cession réalisés comptabilisés dans les variations de la juste valeur ou au cours de périodes précédentes se sont établis à 499 M\$ pour le trimestre clos le 30 juin 2017 (2016 – 123 M\$). Aucun profit à la cession réalisé n'a été comptabilisé directement dans les capitaux propres à titre de changements de propriété.

Les profits à la cession réalisés comptabilisés dans les variations de la juste valeur ou au cours de périodes précédentes se sont établis à 651 M\$ pour le semestre clos le 30 juin 2017 (2016 – 335 M\$). Aucun profit à la cession réalisé n'a été comptabilisé directement dans les capitaux propres à titre de changements de propriété.

c) Répartition géographique

Les produits de la société par emplacement des activités se détaillent comme suit :

POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN (EN MILLIONS)	Trimestres		Semestres	
	2017	2016	2017	2016
États-Unis	2 041 \$	2 033 \$	4 020 \$	3 670 \$
Canada	1 091	1 050	2 248	2 070
Europe	3 593	799	4 404	1 617
Australie	1 099	1 019	2 018	1 806
Brésil	808	371	1 086	637
Colombie	235	224	479	467
Autres	577	477	1 190	924
	9 444 \$	5 973 \$	15 445 \$	11 191 \$

Les actifs consolidés de la société par emplacement des actifs se détaillent comme suit :

(EN MILLIONS)	30 juin 2017	31 déc. 2016
États-Unis	77 517 \$	75 556 \$
Canada	19 981	19 324
Europe	24 261	20 200
Australie	13 858	12 920
Brésil	22 796	12 807
Colombie	7 004	7 296
Autres	12 766	11 723
	178 183 \$	159 826 \$

d) Répartition des produits

Le total des produits externes de nos secteurs opérationnels se présente comme suit :

POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN (EN MILLIONS)	Trimestres		Semestres	
	2017	2016	2017	2016
Gestion d'actifs.....	63 \$	39 \$	100 \$	125 \$
Immobilier				
Immeubles de bureaux principaux.....	523	549	1 041	1 084
Immeubles présentant des occasions et autres.....	1 225	1 146	2 394	2 021
Énergie renouvelable				
Hydroélectricité.....	561	510	1 104	1 065
Énergie éolienne.....	87	98	181	196
Cogénération et autres.....	6	9	12	10
Infrastructures				
Services publics.....	518	215	716	417
Transport.....	319	160	649	319
Énergie.....	97	88	225	181
Ressources durables et autres.....	103	91	195	180
Capital-investissement				
Services de construction.....	1 042	1 026	1 980	1 849
Services commerciaux.....	3 274	474	3 890	933
Énergie.....	64	63	133	129
Activités industrielles et autres.....	990	876	1 765	1 596
Aménagement résidentiel.....	499	565	938	976
Activités du siège social.....	73	64	122	110
	9 444 \$	5 973 \$	15 445 \$	11 191 \$

4. ACQUISITIONS D'ENTITÉS CONSOLIDÉES

La société comptabilise les regroupements d'entreprises selon la méthode de l'acquisition, en vertu de laquelle le coût d'acquisition d'une entreprise est réparti entre ses actifs et ses passifs corporels et incorporels identifiables en fonction de leur juste valeur estimative à la date d'acquisition.

Le tableau suivant présente un sommaire de l'incidence sur le bilan des regroupements d'entreprises qui ont eu lieu au cours du semestre clos le 30 juin 2017. Les répartitions du prix d'achat pour les regroupements d'entreprises effectués au cours de la période sont préliminaires, car la détermination de la juste valeur des actifs nets acquis n'a pas encore été finalisée.

(EN MILLIONS)	Infrastructures	Capital- investissement	Immobilier et autres	Total
Trésorerie et équivalents de trésorerie	90 \$	325 \$	21 \$	436 \$
Débiteurs et autres	319	2 335	107	2 761
Stocks.....	—	660	3	663
Placements mis en équivalence.....	—	231	—	231
Immeubles de placement.....	—	—	3 566	3 566
Immobilisations corporelles.....	103	333	—	436
Immobilisations incorporelles	5 539	2 734	—	8 273
Goodwill.....	805	96	—	901
Actifs d'impôt différé	—	59	—	59
Total de l'actif	6 856	6 773	3 697	17 326
Moins :				
Créditeurs et autres	(246)	(1 974)	(93)	(2 313)
Emprunts sans recours	(30)	(1 678)	(1 434)	(3 142)
Passifs d'impôt différé.....	(948)	(838)	—	(1 786)
Participations ne donnant pas le contrôle ¹	(4 043)	(1 813)	(124)	(5 980)
	(5 267)	(6 303)	(1 651)	(13 221)
Actifs nets acquis.....	1 589 \$	470 \$	2 046 \$	4 105 \$
Contrepartie ²	1 589 \$	470 \$	1 878 \$	3 937 \$

1. Comprend les participations ne donnant pas le contrôle comptabilisées dans le cadre de regroupements d'entreprises et évaluées d'après la quote-part de la juste valeur des actifs et des passifs à la date d'acquisition.
2. Contrepartie totale, y compris les montants versés par les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle ayant participé à l'acquisition.

Les acquisitions importantes effectuées au cours du semestre clos le 30 juin 2017 sont les suivantes :

Infrastructures

Le 4 avril 2017, une filiale de la société a acquis une participation effective de 28 % dans Nova Transportadora do Sudeste S.A., une entreprise réglementée de transport de gaz naturel au Brésil. La contrepartie totale attribuable à la filiale s'élève à 1,6 G\$ et se compose d'une contrepartie en trésorerie de 1,3 G\$ et d'une contrepartie différée de 0,3 G\$ payable dans les cinq années suivant la clôture de la transaction. Parallèlement, la filiale a conclu une convention de vote avec une société affiliée de la société, laquelle procure à la filiale le droit de diriger les activités pertinentes de l'entreprise, donnant ainsi le contrôle à la filiale, ce qui a donné lieu à la consolidation de l'entreprise.

Lors de l'acquisition de l'entreprise, un passif d'impôt différé supplémentaire de 887 M\$ a été comptabilisé. Le passif d'impôt différé s'explique par le fait que la base fiscale des actifs nets acquis était inférieure à leur juste valeur. L'inclusion de ce passif dans la valeur comptable nette de l'entreprise acquise a donné lieu à un goodwill de 797 M\$, qui peut être recouvré tant que les circonstances fiscales qui l'ont fait naître restent inchangées. À ce jour, un tel changement ne s'est pas produit. Aucune tranche du goodwill comptabilisé n'est déductible aux fins de l'impôt sur le résultat. Le total des produits et le bénéfice net qui auraient été comptabilisés si la transaction avait eu lieu au début de l'exercice se seraient élevés à 631 M\$ et à 301 M\$, respectivement.

Capital-investissement

Le 25 avril 2017, une filiale de la société a acquis une participation de 70 % dans BRK Ambiental, une entreprise de traitement des eaux au Brésil, pour une contrepartie totale de 383 M\$. Le total des produits et le bénéfice net qui auraient été comptabilisés si la transaction avait eu lieu au début de l'exercice se seraient élevés à 397 M\$ et à 67 M\$, respectivement.

Le 10 mai 2017, une filiale de la société a acquis une participation de 85 % dans Greenergy, un fournisseur de carburants pour véhicules routiers du Royaume-Uni qui dispose d'une capacité de production de biodiesel de plus de 300 kilotonnes et d'un réseau de distribution étendu permettant de livrer plus de 18 milliards de litres de carburants pour véhicules routiers annuellement. L'acquisition a été effectuée pour une contrepartie totale de 88 M\$, financée par la filiale et ses partenaires institutionnels. L'acquisition a donné lieu à un goodwill de 77 M\$, lequel représente les synergies qui devraient découler de l'intégration de ces activités. Le total des produits et le bénéfice net qui auraient été comptabilisés si la transaction avait eu lieu au début de l'exercice se seraient élevés à 9,3 G\$ et à 42 M\$, respectivement.

Immobilier

Le 9 mars 2017, notre fonds immobilier a acquis Manufactured Housing, un portefeuille de quartiers de maisons préfabriquées aux États-Unis, pour une contrepartie de 768 M\$, qui comprend une tranche en trésorerie de 568 M\$ et la tranche restante financée par une reprise de dette. L'acquisition a généré un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses de 115 M\$ comptabilisé dans les variations de la juste valeur, en raison des changements dans les conditions sous-jacentes du marché depuis la signature de l'accord d'achat et de vente au deuxième trimestre de 2016. Compte non tenu de l'incidence du profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses, le total des produits et le bénéfice net qui auraient été comptabilisés si la transaction avait eu lieu au début de l'exercice se seraient élevés à 117 M\$ et à 47 M\$, respectivement.

5. JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Le tableau suivant présente la valeur comptable et la juste valeur des instruments financiers au 30 juin 2017 et au 31 décembre 2016.

(EN MILLIONS)	30 juin 2017		31 décembre 2016	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 429 \$	4 429 \$	4 299 \$	4 299 \$
Autres actifs financiers				
Obligations de gouvernements.....	39	39	54	54
Obligations de sociétés	308	308	355	355
Titres à revenu fixe et autres.....	540	540	505	505
Actions ordinaires et bons de souscription	2 984	2 984	2 582	2 582
Prêts et effets à recevoir.....	1 127	1 127	1 204	1 204
	<u>4 998</u>	<u>4 998</u>	<u>4 700</u>	<u>4 700</u>
Débiteurs et autres	8 683	8 683	6 799	6 799
	<u>18 110 \$</u>	<u>18 110 \$</u>	<u>15 798 \$</u>	<u>15 798 \$</u>
Passifs financiers				
Emprunts généraux.....	4 924 \$	5 324 \$	4 500 \$	4 771 \$
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises.....	57 246	58 498	52 442	53 512
Emprunts de filiales.....	9 829	10 022	7 949	8 103
Créditeurs et autres	15 870	15 870	11 915	11 915
Obligations découlant des titres de capitaux propres des filiales.....	3 618	3 618	3 565	3 567
	<u>91 487 \$</u>	<u>93 332 \$</u>	<u>80 371 \$</u>	<u>81 868 \$</u>

Niveaux hiérarchiques de la juste valeur

Le tableau suivant présente le classement des actifs et des passifs financiers comptabilisés à la juste valeur selon les niveaux de la hiérarchie de la juste valeur.

(EN MILLIONS)	30 juin 2017			31 décembre 2016		
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3
Actifs financiers						
Autres actifs financiers						
Obligations de gouvernements.....	— \$	39 \$	— \$	11 \$	43 \$	— \$
Obligations de sociétés et instruments d'emprunt	21	287	—	175	173	7
Titres à revenu fixe	20	191	329	36	178	291
Actions ordinaires et bons de souscription	1 677	2	1 305	1 309	—	1 273
Prêts et effets à recevoir.....	—	80	1	—	51	11
Débiteurs et autres	14	1 021	216	2	1 342	157
	<u>1 732 \$</u>	<u>1 620 \$</u>	<u>1 851 \$</u>	<u>1 533 \$</u>	<u>1 787 \$</u>	<u>1 739 \$</u>
Passifs financiers						
Créditeurs et autres	115 \$	2 634 \$	173 \$	98 \$	1 859 \$	62 \$
Obligations découlant des titres de capitaux propres des filiales.....	—	30	1 497	—	52	1 387
	<u>115 \$</u>	<u>2 664 \$</u>	<u>1 670 \$</u>	<u>98 \$</u>	<u>1 911 \$</u>	<u>1 449 \$</u>

Au cours des trimestres et des semestres clos les 30 juin 2017 et 2016, aucun transfert entre les niveaux 1, 2 ou 3 n'a eu lieu.

La juste valeur des instruments financiers est fondée sur le cours acheteur ou le cours vendeur coté, selon le cas. Lorsqu'il n'existe aucun cours acheteur ou vendeur disponible, le cours de clôture de la transaction la plus récente liée à cet instrument est alors utilisé. Lorsqu'il n'y a pas de marché actif, la juste valeur est déterminée d'après les cours du marché en vigueur pour des instruments financiers présentant des caractéristiques et des profils de risque semblables, ou selon des modèles d'évaluation internes et externes, tels que des modèles d'évaluation des options et des analyses des flux de trésorerie actualisés, reposant sur des données de marché observables.

Les actifs financiers et les passifs financiers de niveau 2 comprennent les contrats de change à terme, les contrats de swap de taux d'intérêt, les contrats sur dérivés liés à l'énergie et les obligations découlant des titres de capitaux propres des filiales. Le tableau suivant présente un sommaire des techniques d'évaluation et des principales données utilisées afin d'évaluer la juste valeur des instruments financiers de niveau 2.

(EN MILLIONS) Type d'actif ou de passif	Valeur comptable au 30 juin 2017	Techniques d'évaluation et principales données
Actifs dérivés/passifs dérivés (débiteurs/créditeurs).....	1 021 \$/ (2 634)	<p>Contrats de change à terme – Méthode de l'actualisation des flux de trésorerie – taux de change à terme (découlant des taux de change à terme observables à la fin de la période de présentation de l'information financière) et actualisés à un taux ajusté en fonction de la qualité du crédit</p> <p>Contrats de taux d'intérêt – Méthode de l'actualisation des flux de trésorerie – taux d'intérêt à terme (découlant des courbes de rendement observables) et écarts de taux applicables actualisés à un taux ajusté en fonction de la qualité du crédit</p> <p>Contrats dérivés liés à l'énergie – Cours du marché ou, lorsqu'ils ne sont pas disponibles, modèles d'évaluation internes corroborés par des données de marché observables</p>
Parts rachetables de fonds (obligations découlant des titres de capitaux propres de filiales).....	30	Total des cours du marché des placements sous-jacents
Autres actifs financiers	599	Modèles d'évaluation basés sur des données de marché observables

Lorsque la juste valeur est établie à partir de modèles d'évaluation (actifs et passifs financiers de niveau 3), il est nécessaire d'avoir recours à des données non observables, y compris des hypothèses, quant au montant et à l'échéancier des flux de trésorerie futurs estimatifs et aux taux d'actualisation. Pour déterminer ces données non observables, la société se base principalement sur des données de marché externes facilement observables, telles que les courbes de rendement des taux d'intérêt, les taux de change, ainsi que la volatilité des prix et des taux, selon le cas, afin d'élaborer des hypothèses concernant ces données non observables. Le tableau qui suit présente le sommaire des techniques d'évaluation et les données non observables importantes utilisées pour établir les évaluations de la juste valeur des instruments financiers de niveau 3.

(EN MILLIONS) Type d'actif ou de passif	Valeur comptable 30 juin 2017	Techniques d'évaluation	Données non observables importantes	Lien entre les données non observables et la juste valeur
Titres à revenu fixe.....	329	\$ Flux de trésorerie actualisés	<ul style="list-style-type: none"> • Flux de trésorerie futurs • Taux d'actualisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Une augmentation (diminution) des flux de trésorerie futurs entraîne une augmentation (diminution) de la juste valeur • Une augmentation (diminution) du taux d'actualisation entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur
Bons de souscription (actions ordinaires et bons de souscription)	1 305	Modèle de Black et Scholes	<ul style="list-style-type: none"> • Volatilité 	<ul style="list-style-type: none"> • Une augmentation (diminution) de la volatilité entraîne une augmentation (diminution) de la juste valeur
Fonds à durée de vie limitée (obligations découlant des titres de capitaux propres de filiales).....	1 497	Flux de trésorerie actualisés	<ul style="list-style-type: none"> • Flux de trésorerie futurs • Taux d'actualisation • Taux de capitalisation final • Horizon de placement 	<ul style="list-style-type: none"> • Une augmentation (diminution) des flux de trésorerie futurs entraîne une augmentation (diminution) de la juste valeur • Une augmentation (diminution) du taux d'actualisation entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur • Une augmentation (diminution) du taux de capitalisation final entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur • Une augmentation (diminution) de l'horizon de placement entraîne une augmentation (diminution) de la juste valeur
Actifs dérivés/Passifs dérivés (débiteurs/créditeurs).....	216/ (173)	Flux de trésorerie actualisés	<ul style="list-style-type: none"> • Flux de trésorerie futurs • Taux de change à terme (découlant des taux de change à terme observables à la fin de la période de présentation de l'information financière) • Taux d'actualisation 	<ul style="list-style-type: none"> • Une augmentation (diminution) des flux de trésorerie futurs entraîne une augmentation (diminution) de la juste valeur • Une augmentation (diminution) du taux de change à terme entraîne une augmentation (diminution) de la juste valeur • Une augmentation (diminution) du taux d'actualisation entraîne une diminution (augmentation) de la juste valeur

Le tableau qui suit présente la variation du solde des actifs et des passifs financiers classés au niveau 3 au 30 juin 2017.

	Trimestres		Semestres	
	Actifs financiers	Passifs financiers	Actifs financiers	Passifs financiers
AU 30 JUIN 2017 ET POUR LE SEMESTRE CLOS À CETTE DATE (EN MILLIONS)				
Solde au début de la période.....	1 810 \$	1 569 \$	1 739 \$	1 449 \$
Variations de la juste valeur comptabilisées en résultat net.....	(51)	(28)	(92)	(12)
Variations de la juste valeur comptabilisées dans les autres éléments du résultat global ¹	4	(8)	(10)	(5)
Entrées, déduction faite des cessions.....	88	137	214	238
Solde à la fin de la période.....	1 851 \$	1 670 \$	1 851 \$	1 670 \$

1. Comprend l'écart de change.

6. PARTIE COURANTE ET PARTIE NON COURANTE DES SOLDES DE COMPTES

a) Actif

(EN MILLIONS)	Autres actifs financiers		Débiteurs et autres		Stocks	
	30 juin 2017	31 déc. 2016	30 juin 2017	31 déc. 2016	30 juin 2017	31 déc. 2016
Partie courante.....	3 457 \$	3 229 \$	7 952 \$	6 490 \$	3 588 \$	2 987 \$
Partie non courante.....	1 541	1 471	3 231	2 643	2 702	2 362
	4 998 \$	4 700 \$	11 183 \$	9 133 \$	6 290 \$	5 349 \$

b) Passif

(EN MILLIONS)	Créditeurs et autres		Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises		Emprunts de filiales	
	30 juin 2017	31 déc. 2016	30 juin 2017	31 déc. 2016	30 juin 2017	31 déc. 2016
Partie courante.....	9 968 \$	7 721 \$	6 325 \$	7 655 \$	1 965 \$	866 \$
Partie non courante.....	5 902	4 194	50 921	44 787	7 864	7 083
	15 870 \$	11 915 \$	57 246 \$	52 442 \$	9 829 \$	7 949 \$

7. ACTIFS ET PASSIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Le tableau suivant présente un sommaire des actifs et des passifs qui étaient classés comme détenus en vue de la vente au 30 juin 2017.

(EN MILLIONS)	Immobilier	Autres	Total
Actifs			
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	14 \$	— \$	14 \$
Débiteurs et autres.....	19	44	63
Immeubles de placement.....	905	—	905
Immobilisations corporelles.....	233	69	302
Actifs classés comme détenus en vue de la vente.....	1 171 \$	113 \$	1 284 \$
Passifs			
Créditeurs et autres.....	30 \$	34 \$	64 \$
Emprunts hypothécaires grevant des propriétés précises.....	654	5	659
Passifs d'impôt différé.....	19	—	19
Passifs liés à des actifs classés comme détenus en vue de la vente.....	703 \$	39 \$	742 \$

Immobilier

Au 30 juin 2017, les actifs détenus en vue de la vente comprenaient un immeuble de bureaux situé au Royaume-Uni et dix autres actifs immobiliers, puisque nous prévoyons vendre des participations donnant le contrôle dans ces immeubles à des tiers au cours des 12 prochains mois.

8. IMMEUBLES DE PLACEMENT

Les immeubles de placement comprennent les immeubles de bureaux, les immeubles de commerce de détail, les immeubles résidentiels, les immeubles industriels et autres de la société, ainsi que des terrains de meilleure qualité mieux utilisés au sein des activités liées aux ressources durables de la société. Le tableau qui suit présente les variations de la juste valeur des immeubles de placement. Tous ces immeubles de placement sont classés dans le niveau 3 de la hiérarchie des évaluations à la juste valeur.

AU 30 JUIN 2017 ET POUR LE SEMESTRE CLOS À CETTE DATE
(EN MILLIONS)

	2017
Juste valeur au début de la période	54 172 \$
Acquisitions et entrées.....	3 577
Cessions ¹	(2 125)
Variations de la juste valeur	389
Écart de change.....	814
Total des variations.....	2 655
Juste valeur à la fin de la période	56 827 \$

1. Comprend le reclassement d'immeubles dans la catégorie des actifs détenus en vue de la vente.

Les acquisitions et entrées de 3,6 G\$ sont liées à des regroupements d'entreprises effectués au cours du semestre clos le 30 juin 2017, y compris un portefeuille de quartiers de maisons préfabriquées aux États-Unis, un portefeuille d'immeubles de bureaux aux États-Unis, un immeuble de bureaux situé à San Francisco et un portefeuille de résidences pour étudiants au Royaume-Uni. Se reporter à la note 4 pour obtenir de l'information sur les acquisitions liées à des regroupements d'entreprises.

Les cessions de 2,1 G\$ comprennent la vente d'un immeuble à usage mixte à Londres, les reclassements d'un immeuble de bureaux situé à Londres dans les actifs détenus en vue de la vente, ainsi que la déconsolidation d'un investissement dans des immeubles de commerce de détail situés au Brésil.

9. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

AU 30 JUIN 2017 ET POUR LE SEMESTRE CLOS À CETTE DATE (EN MILLIONS)	Énergie renouvelable	Infrastructures	Immobilier	Capital- investissement et autres	Total
Solde au début de la période.....	26 553 \$	9 545 \$	5 652 \$	3 596 \$	45 346 \$
Acquisitions et entrées.....	144	469	108	541	1 262
Cessions ¹	(346)	(36)	1	(59)	(440)
Amortissement.....	(407)	(190)	(134)	(178)	(909)
Écart de change.....	228	349	163	35	775
Total des variations.....	(381)	592	138	339	688
Solde à la fin de la période	26 172 \$	10 137 \$	5 790 \$	3 935 \$	46 034 \$

1. Comprend le reclassement d'immobilisations corporelles dans la catégorie des actifs détenus en vue de la vente.

10. FILIALES ÉMETTRICES SUR LE MARCHÉ ET FILIALE DE FINANCEMENT

Brookfield Finance Inc. (« BFI ») est une filiale en propriété exclusive indirecte de la Société qui peut offrir ou vendre des titres d'emprunt. Tout titre d'emprunt émis par BFI sera garanti entièrement et sans condition par la Société. Au 25 mai 2016, BFI avait émis des billets à 4,25 % d'une valeur de 500 M\$ échéant en 2026.

Brookfield Finance LLC (« BFL ») est une société à responsabilité limitée constituée au Delaware et une filiale en propriété exclusive indirecte de la Société. BFL est une « filiale de financement », telle qu'elle est définie à la Règle 3-10 du règlement S-X. Les titres d'emprunt émis par BFL sont garantis entièrement et sans condition par la Société. Le 10 mars 2017, BFL a émis des billets à 4,00 % d'une valeur de 750 M\$ échéant en 2024. BFL ne possède pas d'activités ni d'actifs indépendants autres que ceux liés aux titres d'emprunt qu'elle a émis.

La Société a fourni une garantie entière et sans condition à l'égard des actions privilégiées de premier rang de catégorie 1, série A, émises par sa filiale en propriété exclusive, Brookfield Investments Corporation (« BIC »). Au 30 juin 2017, une tranche de 42 M\$ CA de ces actions privilégiées de premier rang était détenue par des actionnaires tiers, et ces actions sont rachetables au gré du porteur.

Les tableaux suivants présentent un sommaire de l'information financière de la Société, de BFI, de BFL, de BIC et des filiales non garantes.

AU 30 JUIN 2017 ET POUR LE TRIMESTRE CLOS À CETTE DATE (EN MILLIONS)	La Société ¹	BFI	BFL	BIC	Filiales de la Société autres que BFI, BFL et BIC ²	Ajustements de consolidation ³	La société (données consolidées)
Produits.....	33 \$	6 \$	13 \$	4 \$	9 399 \$	(11) \$	9 444 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires.....	225	—	—	2	210	(212)	225
Total de l'actif.....	48 529	502	760	3 541	186 070	(61 219)	178 183
Total du passif.....	22 068	493	760	1 791	103 656	(24 630)	104 138

AU 31 DÉCEMBRE 2016 ET POUR LE TRIMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2016 (EN MILLIONS)	La Société ¹	BFI	BFL	BIC	Filiales de la Société autres que BFI, BFL et BIC ²	Ajustements de consolidation ³	La société (données consolidées)
Produits.....	45 \$	2 \$	— \$	1 \$	5 967 \$	(42) \$	5 973 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires.....	185	—	—	9	246	(255)	185
Total de l'actif.....	47 505	507	—	2 974	163 437	(54 597)	159 826
Total du passif.....	21 052	497	—	1 411	103 411	(36 233)	90 138

POUR LE SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2017 (EN MILLIONS)	La Société ¹	BFI	BFL	BIC	Filiales de la Société autres que BFI, BFL et BIC ²	Ajustements de consolidation ³	La société (données consolidées)
Produits.....	64 \$	11 \$	16 \$	5 \$	15 395 \$	(46) \$	15 445 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires.....	188	—	—	15	239	(254)	188

POUR LE SEMESTRE CLOS LE 30 JUIN 2016 (EN MILLIONS)	La Société ¹	BFI	BFL	BIC	Filiales de la Société autres que BFI, BFL et BIC ²	Ajustements de consolidation ³	La société (données consolidées)
Produits.....	173 \$	2 \$	— \$	2 \$	11 141 \$	(127) \$	11 191 \$
Bénéfice net attribuable aux actionnaires.....	442	—	—	3	483	(486)	442

1. Cette colonne tient compte des placements dans toutes les filiales de la Société comptabilisés selon la méthode de la mise en équivalence.
2. Cette colonne tient compte des placements dans toutes les filiales de la Société autres que BFI, BFL et BIC, sur une base combinée.
3. Cette colonne comprend les montants nécessaires à la présentation de la Société sur une base consolidée.

11. CAPITAUX PROPRES ORDINAIRES

Les capitaux propres ordinaires de la société se composent de ce qui suit :

(EN MILLIONS)	30 juin 2017	31 décembre 2016
Actions ordinaires.....	4 413 \$	4 390 \$
Surplus d'apport	248	234
Bénéfices non distribués.....	11 185	11 490
Changements de propriété	1 137	1 199
Cumul des autres éléments du résultat global.....	5 346	5 186
Capitaux propres ordinaires.....	22 329 \$	22 499 \$

La société est autorisée à émettre un nombre illimité d'actions de catégorie A et 85 120 actions de catégorie B, lesquelles sont collectivement appelées les « actions ordinaires ». Les actions ordinaires de la société n'ont pas de valeur nominale attribuée. Les actions de catégories A et B sont de rang égal à l'égard du paiement de dividendes et du remboursement de capital, en cas de liquidation ou de dissolution de la société ou de toute autre distribution de ses actifs à ses actionnaires en vue de la liquidation de ses affaires. Les détenteurs d'actions de catégorie A ont le droit d'élire la moitié du conseil d'administration de la société, et les détenteurs d'actions de catégorie B ont le droit d'élire l'autre moitié du conseil d'administration. En ce qui a trait aux actions de catégorie A et de catégorie B, il n'existe aucun facteur dilutif, significatif ou autre, qui pourrait entraîner un résultat dilué par action différent d'une catégorie à l'autre. Cette relation demeure la même quel que soit le nombre d'instruments dilutifs émis dans l'une ou l'autre des catégories d'actions ordinaires respectives, puisque les deux catégories d'actions donnent droit à une part égale proportionnelle des dividendes, du résultat et de l'actif net de la société, qu'ils soient calculés avant ou après la prise en considération des instruments dilutifs, quelle que soit la catégorie d'actions diluées.

Les actionnaires ordinaires de la société ont reçu des dividendes en trésorerie de 0,14 \$ par action au cours du deuxième trimestre de 2017 (2016 – 0,13 \$ par action).

Le 22 juin 2017, la société a conclu la scission-distribution de Trisura Group Ltd. en versant un dividende spécial aux détenteurs d'actions de catégories A et B de la société. Le dividende spécial, d'un montant de 102 M\$, a été comptabilisé dans les capitaux propres et est basé sur la juste valeur des actifs distribués.

Le nombre d'actions ordinaires émises et en circulation ainsi que le nombre d'options n'ayant pas été exercées sont les suivants :

	30 juin 2017	31 décembre 2016
Actions de catégorie A ¹	958 634 468	958 083 297
Actions de catégorie B.....	85 120	85 120
Actions en circulation ¹	958 719 588	958 168 417
Options non exercées et autres régimes fondés sur des actions ²	49 313 428	43 798 733
Nombre total d'actions après dilution.....	1 008 033 016	1 001 967 150

1. Déduction faite de 29 188 231 actions de catégorie A (2016 – 27 846 452) détenues par la société conformément aux ententes de rémunération à long terme.

2. Comprend le régime d'options sur actions à l'intention de la direction et le régime d'actions incessibles.

Le capital social ordinaire autorisé comprend un nombre illimité d'actions. La variation des actions émises et en circulation s'est établie comme suit :

POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN	Trimestres		Semestres	
	2017	2016	2017	2016
En circulation au début de la période ¹	958 560 408	958 640 916	958 168 417	961 290 839
Émises (rachetées)				
Rachats	(132 948)	4 767	(2 041 676)	(3 263 959)
Programmes d'actionnariat à long terme ²	227 738	275 818	2 470 528	817 926
Régime de réinvestissement des dividendes et autres.....	64 390	71 992	122 319	148 687
En circulation à la fin de la période ¹	958 719 588	958 993 493	958 719 588	958 993 493

1. Déduction faite de 29 188 231 actions de catégorie A (2016 – 27 846 452) détenues par la société conformément aux ententes de rémunération à long terme.

2. Comprend le régime d'options sur actions à l'intention de la direction et le régime d'actions à négociation restreinte.

a) Bénéfice par action

Les composantes du bénéfice par action de base et dilué sont résumées dans le tableau suivant.

POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN (EN MILLIONS)	Trimestres		Semestres	
	2017	2016	2017	2016
Bénéfice net.....	958 \$	584 \$	1 476 \$	1 220 \$
Participations ne donnant pas le contrôle.....	(733)	(399)	(1 288)	(778)
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	225	185	188	442
Dividendes sur actions privilégiées	(35)	(34)	(71)	(67)
Bénéfice net disponible pour les actionnaires ordinaires	190 \$	151 \$	117 \$	375 \$
Moyenne pondérée – actions ordinaires	958,6	958,8	958,5	959,0
Effet dilutif de la conversion des options et des actions incessibles selon la méthode des actions propres.....	20,0	18,2	19,3	16,7
Actions ordinaires et équivalents d'actions ordinaires.....	978,6	977,0	977,8	975,7

b) Rémunération fondée sur des actions

La société et ses filiales consolidées comptabilisent les options sur actions au moyen de la méthode de l'évaluation à la juste valeur. Selon cette méthode, la charge de rémunération liée aux options sur actions qui constituent des attributions directes d'actions est évaluée à la juste valeur à la date d'attribution au moyen d'un modèle d'évaluation du prix des options et est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits. Les droits sur les options émises en vertu du régime d'options sur actions de la direction de la société s'acquiescent proportionnellement sur cinq ans, et les options expirent 10 ans après la date d'attribution. Le prix d'exercice est égal au cours de marché à la fermeture des bureaux le jour précédant la date d'attribution ou, sous réserve de certaines conditions, au prix moyen pondéré en fonction du volume pour les cinq jours ouvrables précédant la date d'attribution. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, la société a attribué 240 000 options sur actions à un prix d'exercice moyen pondéré de 37,75 \$ par action. La charge de rémunération a été calculée au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, en supposant une durée moyenne de 7,5 ans, une volatilité de 18,3 %, un rendement prévu moyen pondéré de 2,1 % par année, un taux d'intérêt sans risque de 2,1 % et un escompte de liquidité de 25 %. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, la société a attribué 6,3 millions d'options sur actions à un prix d'exercice moyen pondéré de 36,91 \$ par action. La charge de rémunération a été calculée au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, en supposant une durée moyenne de 7,5 ans, une volatilité de 18,9 %, un rendement prévu moyen pondéré de 2,1 % par année, un taux d'intérêt sans risque de 2,3 % et un escompte de liquidité de 25 %.

La société a établi précédemment un régime d'actions incessibles en vertu duquel une société privée est capitalisée au moyen d'actions privilégiées émises à Brookfield en contrepartie d'un produit en trésorerie et d'actions ordinaires (les « actions incessibles ») attribuées à des cadres dirigeants. Le produit a été affecté à l'achat d'actions de catégorie A de Brookfield et, par conséquent, les actions incessibles représentent une participation dans les actions sous-jacentes de Brookfield. Les droits des actions incessibles s'acquiescent au cinquième anniversaire de la date d'attribution, et les actions doivent être détenues jusqu'à ce moment. À une date comprise dans la période de cinq à dix ans suivant la date d'attribution, toutes les actions incessibles détenues seront échangées contre un certain nombre d'actions de catégorie A émises sur le capital autorisé de la société, en fonction de la valeur de marché des actions de catégorie A au moment de l'échange. Au cours du trimestre clos le 30 juin 2017, la société n'a attribué aucune action incessible. Au cours du semestre clos le 30 juin 2017, la société a attribué 3,8 millions d'actions incessibles à un prix d'exercice moyen pondéré de 36,88 \$ par action. La charge de rémunération a été calculée au moyen du modèle d'évaluation des options de Black et Scholes, en supposant une durée moyenne de 7,5 ans, une volatilité de 18,9 %, un rendement prévu moyen pondéré de 2,1 % par année, un taux d'intérêt sans risque de 2,3 % et un escompte de liquidité de 25 %.

12. VARIATIONS DE LA JUSTE VALEUR

Les variations de la juste valeur comptabilisées en résultat net représentent les profits et les pertes découlant des variations de la juste valeur des actifs et des passifs, y compris des instruments financiers dérivés, comptabilisés au moyen de la méthode de l'évaluation à la juste valeur, et se composent de ce qui suit :

POUR LES PÉRIODES CLOSES LES 30 JUIN (EN MILLIONS)	Trimestres		Semestres	
	2017	2016	2017	2016
Immeubles de placement	412 \$	312 \$	389 \$	491 \$
Bons de souscription de General Growth Properties	39	15	(102)	184
Pertes de valeur.....	(63)	(161)	(107)	(175)
Perte à la valeur de marché latente sur des contrats financiers	(111)	(71)	(275)	(31)
Autres variations de la juste valeur.....	(64)	(30)	104	(52)
	213 \$	65 \$	9 \$	417 \$

INFORMATION À L'INTENTION DES ACTIONNAIRES

Demandes de renseignements des actionnaires

Les actionnaires sont priés d'adresser leurs demandes à notre groupe Relations avec les investisseurs, à l'adresse suivante :

Brookfield Asset Management Inc.
Suite 300, Brookfield Place, Box 762, 181 Bay Street
Toronto (Ontario) M5J 2T3
Tél. : 416-363-9491
ou 1-866-989-0311 (sans frais en Amérique du Nord)
Télec. : 416-363-2856
www.brookfield.com
enquiries@brookfield.com

Les actionnaires sont priés d'acheminer leurs demandes relatives aux dividendes, aux changements d'adresse et aux certificats d'actions à notre agent des transferts, à l'adresse suivante :

Société de fiducie AST (Canada)
C.P. 700, succursale B
Montréal (Québec) H3B 3K3
Tél. : 416-682-3860 ou 1-800-387-0825 (sans frais en Amérique du Nord)
Télec. : 1-888-249-6189
www.canstockta.com
enquiries@canstockta.com

Inscriptions boursières

	Symbole	Bourse
Actions à droit de vote restreint de catégorie A		
	BAM	New York
	BAM.A	Toronto
	BAMA	Euronext – Amsterdam
Actions privilégiées de catégorie A		
Série 2	BAM.PR.B	Toronto
Série 4	BAM.PR.C	Toronto
Série 8	BAM.PR.E	Toronto
Série 9	BAM.PR.G	Toronto
Série 13	BAM.PR.K	Toronto
Série 17	BAM.PR.M	Toronto
Série 18	BAM.PR.N	Toronto
Série 24	BAM.PR.R	Toronto
Série 25	BAM.PR.S	Toronto
Série 26	BAM.PR.T	Toronto
Série 28	BAM.PR.X	Toronto
Série 30	BAM.PR.Z	Toronto
Série 32	BAM.PF.A	Toronto
Série 34	BAM.PF.B	Toronto
Série 36	BAM.PF.C	Toronto
Série 37	BAM.PF.D	Toronto
Série 38	BAM.PF.E	Toronto
Série 40	BAM.PF.F	Toronto
Série 42	BAM.PF.G	Toronto
Série 44	BAM.PF.H	Toronto
Série 46	BAM.PF.I	Toronto

Relations avec les investisseurs et communications

Nous nous sommes engagés à informer nos actionnaires de nos progrès grâce à un programme de communication complet qui comprend la publication de documents tels que notre rapport annuel, nos rapports intermédiaires trimestriels et nos communiqués de presse. Nous avons également un site Web qui permet d'accéder rapidement à ces documents de même qu'aux documents déposés auprès des organismes de réglementation, à l'information relative aux actions et aux dividendes ainsi qu'à d'autres renseignements.

Les rencontres avec les actionnaires font partie intégrante de notre programme de communication. Les administrateurs et les membres de la direction rencontrent les actionnaires de Brookfield à l'occasion de l'assemblée annuelle et sont disponibles pour répondre à leurs questions. Les membres de la direction sont aussi disponibles pour rencontrer des analystes en placements, des conseillers financiers et des représentants des médias.

Le texte de notre rapport annuel de 2016 est offert en anglais sur demande auprès de la société; il est également déposé sur SEDAR et accessible par l'intermédiaire de ce site à l'adresse www.sedar.com.

Régime de réinvestissement de dividendes

La Société s'est dotée d'un régime de réinvestissement des dividendes permettant aux porteurs inscrits d'actions de catégorie A qui sont résidents du Canada ou des États-Unis de recevoir leurs dividendes sous forme d'actions de catégorie A nouvellement émises.

Les détenteurs inscrits d'actions de catégorie A résidant aux États-Unis peuvent choisir de toucher leurs dividendes sous forme d'actions de catégorie A nouvellement émises à un prix correspondant au cours moyen pondéré en fonction du volume (en dollars américains) de ces actions à la Bourse de New York, lequel est basé sur le cours de clôture moyen durant chacun des cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date de paiement de ces dividendes pertinente.

Les détenteurs inscrits de nos actions de catégorie A résidant au Canada peuvent choisir de toucher leurs dividendes sous forme de nouvelles émissions d'actions de catégorie A à un prix correspondant au cours moyen pondéré en fonction du volume de ces actions à la Bourse de New York, multiplié par un facteur d'échange qui représente le taux de change moyen publié à midi par la Banque du Canada durant chacun des cinq jours de Bourse précédant immédiatement la date de paiement de ces dividendes pertinente.

Notre régime de réinvestissement des dividendes permet aux actionnaires actuellement inscrits de la Société résidant au Canada et aux États-Unis d'augmenter leurs placements dans la Société sans avoir à verser de commission. Pour obtenir des précisions sur le régime de réinvestissement des dividendes et un formulaire de participation, les actionnaires doivent s'adresser à notre siège social situé à Toronto ou à notre agent des transferts, ou encore consulter notre site Web.

Registre des dividendes et dates de paiement

Titre ¹	Date de clôture des registres ²	Date de paiement ³
Actions de catégorie A et de catégorie B	Dernier jour de février, de mai, d'août et de novembre	Dernier jour de mars, de juin, de septembre et de décembre
Actions privilégiées de catégorie A		
Séries 2, 4, 13, 17, 18, 24, 25, 26, 28, 30, 32, 34, 36, 37, 38, 40, 42, 44 et 46	Quinzième jour de mars, de juin, de septembre et de décembre	Dernier jour de mars, de juin, de septembre et de décembre
Série 8	Dernier jour de chaque mois	Douzième jour du mois suivant
Série 9	Quinzième jour de janvier, d'avril, de juillet et d'octobre	Premier jour de février, de mai, d'août et de novembre

1. Tous les versements de dividendes doivent être déclarés par le conseil d'administration.

2. Si la date de clôture des registres n'est pas un jour ouvrable, la date de clôture des registres sera le jour ouvrable précédent.

3. Si la date de paiement n'est pas un jour ouvrable, la date de paiement sera le jour ouvrable précédent.

BROOKFIELD ASSET MANAGEMENT INC.

brookfield.com

NYSE: BAM

TSX: BAM.A

EURONEXT: BAMA

BUREAUX PRINCIPAUX

États-Unis

Brookfield Place
250 Vesey Street
15th Floor
New York, NY
10281-1023
+1.212.417.7000

Canada

Brookfield Place
181 Bay Street
Suite 300
Bay Wellington Tower
Toronto (Ontario) M5J 2T3
+1.416.363.9491

Royaume-Uni

99 Bishopsgate
2nd Floor
London EC2M 3XD
+44.20.7659.3500

Australie

Level 22
135 King Street
Sydney, NSW 2001
+61.2.9322.2000

Brésil

Avenida Antônio
Gallotti s/n
Edifício Pacific Tower
BL 2, 2º andar
Barra da Tijuca
Rio de Janeiro - RJ
22775-029
+55.21.3725.7800

BUREAUX RÉGIONAUX

Amérique du Nord

Calgary
Chicago
Houston
Los Angeles
Mexico City
Vancouver

Amérique du Sud

Bogota
Lima
São Paulo

Europe et Moyen-Orient

Dubaï
Madrid

Asie

Hong Kong
Mumbai
New Delhi
Séoul
Shanghai
Singapour
Tokyo